

LA DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL dans les Mines depuis la Loi de 1919

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Lundi 22 Novembre 1926, à 2 heures du soir

PAR

MARCEL LOMBOIS

JURY: *Président*, M. Germain MARTIN.

Assesseurs { MM. PERREAU, Professeur.
OUALID, Professeur.

LIBRAIRIE MARQUANT, ÉDITEUR
LILLE — 98, Rue Léon-Gambetta, 98 — LILLE

1926

LA DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL dans les Mines depuis la Loi de 1919

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Soutenue le Lundi 22 Novembre 1926, à 2 heures du soir

PAR

MARCEL LOMBOIS

JURY: *Président*, M. Germain MARTIN.

Assesseurs { MM. PERREAU, Professeur.
 { OUALID, Professeur.

LIBRAIRIE MARQUANT, ÉDITEUR
LILLE ~ 98, Rue Léon-Gambetta, 98 — LILLE

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

Les progrès de la technique industrielle, le développement du machinisme, l'évolution des conditions économiques ont provoqué la concentration progressive des industries et, en diminuant peu à peu les possibilités d'existence de l'ouvrier isolé, l'ont amené à désertier le petit atelier familial ou la modeste entreprise pour aller travailler dans d'importants établissements ; là, perdant toute individualité, il s'est groupé avec les autres salariés de l'industrie rapprochés par l'identité de la tâche, les mêmes mœurs, les mêmes aspirations pour se fondre en une vaste catégorie sociale, la classe ouvrière, qui a pris progressivement conscience de son importance et de sa force.

Mais, pendant longtemps, le régime de l'isolement de l'individu préconisé par la Révolution et le dogme du droit commun s'opposèrent tant à la reconnaissance officielle du droit d'association qu'au vote de lois ouvrières. Seule, la conquête du suffrage universel provoqua une évolution suffisante de la mentalité du législateur, qui désormais n'est plus l'émanation d'une catégorie de citoyens mais de la nation entière, pour permettre aux salariés, grâce à la force du nombre, d'obtenir le vote de lois protectrices.

Tout naturellement cette législation de classe a été faite en France, comme dans tous les pays, pour pro-

téger l'ouvrier, qui en est la personnalité dominante, contre les puissances capitaliste et patronale.

Toutefois les années antérieures à la loi sur les syndicats comportent une action peu active en faveur de l'ouvrier ; le véritable essor du droit ouvrier date de la loi de 1884, qui provoqua la renaissance de l'esprit de corporation sous la forme syndicale. La législation ouvrière s'enrichit alors d'une façon notable sous l'action combinée des syndicats ouvriers qui élaborent et proposent les projets de lois, et du parti socialiste qui les défend devant le Parlement.

De bonne heure, on vit se développer chez les mineurs, par suite de leurs conditions de vie unifiées et de la nature spéciale du travail souterrain, la conscience d'une solidarité particulière, qui devait aboutir à l'organisation d'un syndicalisme national et international particulièrement puissant.

Cet esprit de corporation les amena à considérer qu'ils avaient des intérêts distincts et antagonistes, non seulement de leurs employeurs et des détenteurs de capitaux qu'ils mettaient en œuvre, mais même des autres membres de la classe ouvrière. Les lois spéciales au monde des salariés n'ont pas satisfait leurs aspirations corporatives ; les conditions particulières de travail, de sécurité, d'hygiène dans lesquelles se trouve placé quotidiennement le mineur pour abattre la houille ou creuser le rocher permirent à différentes reprises à ses syndicats de présenter avec succès des revendications au Parlement. En 1890, il institua les délégués mineurs, visiteurs rapporteurs chargés du contrôle des

mesures d'hygiène et de sécurité, et organisa, en 1894, les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, premier stade de toute une législation d'assurance et de prévoyance sociale. Cependant les syndicats miniers ont toujours fait porter leur principal effort sur la réduction de la durée de la journée de travail et, par le vote de la loi du 29 juin 1905, le Parlement français a, le premier en Europe, appliqué le principe de la journée de huit heures, objet de nombreuses revendications ouvrières.

Survint la guerre ; par l'attitude remarquablement patriotique de tous ses éléments, contrairement à certaines craintes, et par l'effort demandé au cours des hostilités à une main-d'œuvre raréfiée, la classe ouvrière prit une importance sociale considérable. Malheureusement, elle crut qu'à une limitation de l'effort physique correspondrait une amélioration de son sort. L'opinion publique pleine de sollicitude pour ceux qui venaient de fournir pendant plus de quatre ans un effort si grand et si méritoire et voulant garder intacte, dans la paix retrouvée, l'union sacrée du temps de guerre, s'en remit à la sagesse des travailleurs en répondant à certaines de leurs aspirations. Cette tendance M. RIBOT la précisait en déclarant au Sénat : « Nous ne sommes pas maîtres de l'heure où se produisent certaines évolutions, la guerre a remué le monde plus profondément que nous ne pouvions le prévoir..., l'espérance des travailleurs nous ne devons pas la décourager, nous n'en avons pas le droit ».

Guidé par ces pensées généreuses et par le souci de

régénérer notre race appauvrie par d'énormes hécatombes, le Parlement étendit à l'ensemble de la classe ouvrière le régime des huit heures. Mais la corporation minière, jalouse de ses prérogatives et de l'avance obtenue précédemment, réclama une nouvelle diminution de la journée de travail au moment où, d'après M. HOOVER, représentant des Etats-Unis à la Conférence de la Paix, le problème du charbon constituait « la plus grande menace pour la stabilité de la vie de l'Europe ». « Le sort de la civilisation européenne, déclarait-il, se trouve actuellement entre les mains des propriétaires et des travailleurs des mines ». Car, aujourd'hui et pour longtemps encore, le charbon constitue la source essentielle de la force nécessaire à l'économie moderne. Devant son insuffisance quantitative, on a cherché à utiliser le pétrole et la houille blanche. Mais l'un et l'autre ne concurrencent pas le charbon ; ils suppléent seulement à son manque croissant résultant non pas tant de l'épuisement des gisements que du développement incessant de l'activité économique ; en outre la houille n'est plus employée uniquement comme combustible. De l'industrie de sa distillation résulte un champ de découvertes illimité pour la chimie organique qui en extrait aujourd'hui plus de 300 dérivés. Certains d'entre eux présentent un intérêt économique considérable et plus que jamais l'intensité de la vie industrielle d'un pays correspond sensiblement à sa consommation de houille.

Une nouvelle réduction de la durée du travail dans nos mines présentait donc une importance exception-

nelle parce que « la houillère française avec son gisement irrégulier, ses toits ébouleux, ses couches d'ordinaire étroites est aujourd'hui et ne cessera pas d'être — plus qu'aucune autre industrie — dépendante de l'outil humain. Quelqu'effort d'organisation qui puisse être tenté — et il demeure toujours des progrès réalisables — le rendement individuel de l'ouvrier mineur demeure le principal facteur de la production » (1). Ces considérations économiques ne devaient être d'aucun poids devant la volonté et la puissance des syndicats miniers. La loi Durafour, au risque d'entraîner la ruine des industries nationales, fut votée le 24 juin 1919, sans autre souci que de donner satisfaction à une revendication corporative.

L'étude que nous entreprenons portera essentiellement sur cette loi et comportera trois parties.

Avant d'aborder son examen détaillé, nous en rechercherons l'origine lointaine dans l'existence antérieure de dispositions légales spéciales aux mineurs. Cet exposé de l'évolution de la réglementation du travail et de sa durée dans les mines permet seul de saisir toute la portée de la loi nouvelle et, sinon de la condamner, de démontrer qu'elle ne s'imposait pas impérieusement au lendemain de la guerre. La discussion devant le Parlement sera l'objet de développements assez considérables, non pas tant en raison de l'intérêt qu'elle présente en elle-même que de la nécessité de faire apparaître les conditions regrettables qui dominèrent

(1) Rapport à l'Assemblée générale du Comité des Houillères, 1921.

l'élaboration d'une loi aux conséquences redoutables pour l'avenir économique du pays. Dans une deuxième partie, nous étudierons l'application de la loi ; enfin, nous terminerons par l'exposé des conséquences économiques, sociales et financières de la mise en vigueur de la nouvelle réglementation du travail minier, notamment dans les bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais, les plus importants de France.

PREMIÈRE PARTIE

Origines et élaboration de la loi du 24 Juin 1919



CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION LÉGALE DU TRAVAIL ET DE SA DURÉE DANS LES MINES

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Les théories de la Révolution alliées au principe de la non intervention défendu par l'école libérale s'opposèrent, au début du 19^e siècle, à toute intervention législative en faveur de la classe ouvrière. Jusqu'aux journées de février 1848, tous les citoyens avaient vécu sous le régime du code civil et du droit commun, à l'exception des enfants quelque peu protégés par la loi de 1841. Il était cependant une industrie, celle des mines qui, par la nature même du travail souterrain, avait provoqué, dès 1810, l'intervention du législateur et l'organisation d'un certain contrôle en vue de remédier aux abus possibles.

Les articles 48 et 50 de la loi organique du 21 avril 1810 conféraient aux ingénieurs des mines, sous les ordres du Ministre de l'Intérieur et des Préfets, la mission d'observer « la manière dont l'exploitation sera faite, soit pour éclairer les propriétaires sur ses inconvénients ou son amélioration, soit pour avertir l'administration des vices, *abus*, ou dangers qui s'y trouveraient ». (Article 48).

« Si les travaux de recherche ou d'exploitation des mines sont de nature à compromettre la sécurité

publique....., *la sécurité des ouvriers mineurs.....*, il y sera pourvu par le Préfet... ». (Article 50).

Peu après, une circulaire ministérielle du 3 août 1840 déclarait que « l'administration surveillera tous les établissements pour leur porter sans cesse secours et lumière par l'intermédiaire des ingénieurs des mines », affirmant de nouveau le contrôle de l'État sur l'exploitation des mines.

Différents accidents amenèrent les pouvoirs publics à compléter les mesures précédentes de contrôle par le décret du 3 janvier 1843 qui, « par la même voie que la loi de 1840, par une conséquence des principes posés dans notre législation des mines, mettait le gouvernement en mesure d'apporter sans cesse à la correction des abus qui pourraient se glisser dans les exploitations les remèdes convenables » (1).

Les mineurs ont ainsi bénéficié d'une certaine protection bien longtemps avant les travailleurs des autres industries ; il devait cependant s'écouler, de 1843 à 1874, une longue période qui n'apporta aucune disposition nouvelle en faveur des mines. Il fallut la guerre de 1870 et le souci de l'avenir de la race pour provoquer le vote de la loi du 19 mai 1874 qui, outre des dispositions générales, en renferme d'autres spéciales aux travaux souterrains des mines qu'elle interdit aux femmes et aux filles. Elle régleme également le travail des enfants et la loi du 2 novembre 1892 la complète et amplifie la protection de l'enfant et

(1) Discours de M. Teste, Ministre des Travaux publics, *Moniteur Universel* du 24 décembre 1840.

de la femme. De 1884 à nos jours, une série de mesures extrêmement favorables pour la classe ouvrière fut votée à la suite de l'octroi du droit syndical qui permet le groupement et la cohésion des forces ouvrières. Les mineurs en bénéficièrent tout particulièrement, grâce aux efforts des chefs du parti socialiste pour syndiquer étroitement les membres de la corporation, ainsi que le proclame une lettre de M. Jules GUESDE aux congressistes de Commentry :

« Il faut réduire la question sociale à sa plus simple expression et s'attacher à une seule corporation, celle des mineurs, parce que : 1^o Plus que tout autre ouvrier, le mineur est à même de comprendre la nécessité d'une transformation sociale ; 2^o Il est la plus complète survivance de l'esclave antique, s'il n'en est une aggravation ; 3^o Il tient dans ses mains la source de l'industrie moderne, et, par suite, de la société tout entière.

» Il faut faire de la corporation des mineurs la corporation d'élite ; on en syndiquera étroitement les membres, nationalement puis internationalement, pour aboutir à la grève générale des mineurs où gît le salut de la société tout entière » (1).

Sur l'initiative de la Chambre syndicale des mineurs de la Loire, la Chambre vota la loi du 8 juillet 1890 instituant des délégués ouvriers adjoints à l'inspection appelés délégués mineurs ; élus par les ouvriers du fond, ils veillent à la sécurité et à l'hygiène du personnel et constituent un contrôle autonome dont le

(1) Congrès de Commentry, 5 mars 1891. Compte rendu de la presse ; Musée social.

rôle croît parallèlement au développement de la législation minière.

Le législateur intervint encore pour organiser des caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs par le vote de la loi du 29 juin 1894, et pour veiller tout particulièrement à l'hygiène du travail minier (loi de 1907 et de 1911). Si les conditions exceptionnelles du travail souterrain expliquent et justifient les réglementations spéciales prévues pour en assurer la sécurité, l'hygiène et le contrôle, faut-il aussi admettre le vote de la législation d'exception qui réduisit, pour les mines seulement, la durée de la journée de travail, en 1905 ? Il est tellement vrai que la nature du travail minier ne suffit pas à elle seule à justifier une durée de travail spéciale, qu'au moment où se poursuivait la discussion de la loi de 1905, on cherchait à l'expliquer par les précédents législatifs que nous venons d'énumérer (1) et, qu'en 1919, l'intention du législateur était de revenir sur ce point au droit commun.

§ 2. — LE TRAVAIL DES ENFANTS

Au début du 19^e siècle, l'industrie des mines était loin d'être ce qu'elle est devenue aujourd'hui ; les conditions du travail y étaient infiniment plus défavorables pour la santé et plus pénibles qu'elles ne le sont actuellement, grâce aux nombreuses améliora-

(1) « Réglementation de la durée du travail dans les mines ». Rapport présenté par M. l'abbé Lemire, député du Nord, à l'Association Nationale Française pour la Protection légale des Travailleurs.

tions apportées dans les méthodes d'exploitation, l'outillage et la ventilation en particulier.

Plus que dans toute autre industrie, la protection de l'enfant s'y révélait indispensable, non seulement la pitié, mais l'existence même de la population minière exigeaient des mesures propres à défendre des organismes fragiles, incapables de résister à un travail excessif et de se développer normalement dans un milieu qu'il n'était alors aucunement exagéré de qualifier de malsain.

Les pouvoirs publics le comprirent et, malgré leur répugnance à intervenir dans les rapports entre patrons et ouvriers, ils durent préciser quelque peu les vagues dispositions de la loi de 1810 permettant de réprimer les « abus » par le décret du 3 janvier 1813.

A) *Le décret du 3 janvier 1813*

Par son article 29, il interdit de laisser descendre et travailler dans les mines, minières et carrières les enfants âgés de moins de dix ans. C'est la seule réglementation spéciale aux enfants existant à cette époque ; ne fixant aucune limite à la durée du travail, elle nous paraît bien insuffisante aujourd'hui, même si l'on tient compte des pouvoirs de police conférés par la législation de 1810, tant à l'autorité préfectorale qu'au corps des ingénieurs du contrôle en vue de la répression des abus.

Il convient cependant de remarquer qu'elle précéda de vingt-huit ans la loi générale de 1841 sur le travail des enfants, et qu'elle lui était même supérieure sur

un point en fixant l'âge minimum de l'emploi des enfants à dix ans.

B) *La loi du 22 mars 1841*

Votée en un moment de grande misère de la classe ouvrière, elle s'efforçait de protéger les enfants employés dans les manufactures, usines, ateliers et fabriques occupant plus de vingt personnes contre l'avitement des salaires et l'exagération de la durée du travail résultant de l'âpreté de la concurrence. Malgré l'intervention de M. de Ressigeac, député, il résulte des débats et d'une circulaire ministérielle de 1854 qu'elle ne concernait que les enfants employés dans les travaux du jour et aucunement les travaux souterrains ; s'il en avait été autrement, l'âge minimum aurait été ramené de dix ans à huit ans, mais par contre les enfants employés dans les mines auraient bénéficié d'une limitation de la durée du travail, huit heures par jour de 8 à 11 ans, et douze heures de 12 à 16 ans. Cette loi institua encore le repos hebdomadaire, l'interdiction du travail de nuit et l'obligation scolaire. Il est regrettable de constater que, jusqu'en 1874, les enfants travaillant dans les mines furent, pour le maintien d'un seul privilège, celui de l'âge minimum, privés des avantages incontestables conférés par ces dispositions aux jeunes ouvriers des autres industries.

C) *La loi du 19 mai 1874 et le décret du 12 mai 1875*

Au lendemain de la guerre de 1870, le décret de 1813 constituait encore la seule protection de l'enfant occupé

dans les travaux des mines, alors que l'Angleterre et la Prusse bénéficiaient sur ce point d'une législation plus développée que la nôtre. L'Assemblée nationale contrainte au rétablissement de la République voulut se ménager l'appui de la classe ouvrière. La loi de 1874, poursuivant l'œuvre de 1841, accentua la protection de l'enfance, et l'étendit aux filles mineures. Elle comprend des dispositions applicables à toutes les industries, et d'autres spéciales aux travaux souterrains des mines contenues dans son article 7. Des difficultés s'élevèrent à ce sujet et la question fut discutée, mais, résolue par l'affirmative de savoir si en raison de l'existence de ces dispositions spéciales, celles d'ordre général étaient aussi applicables aux mines.

AGE : L'âge d'admission des enfants dans les travaux souterrains fixé à dix ans par l'article 29 du décret du 3 janvier 1813 était porté, par l'article 7 de la loi de 1874, à 12 ans révolus. C'est la seule disposition précise de la loi qui renvoie à un règlement d'administration publique le soin de fixer les détails du travail des enfants âgés de 12 à 16 ans.

DURÉE DU TRAVAIL : La durée normale du travail dans l'industrie était de douze heures ; dans les mines, elle fut réduite, par le décret du 12 mai 1875, au maximum de huit heures coupées par un repos d'une heure au moins.

On verra par la suite que l'accès des travaux souterrains est interdit depuis lors aux femmes et aux filles. De plus, l'article 3 du décret du 12 mai 1875 défend

d'employer des enfants de 12 à 16 ans aux travaux proprement dits du mineur, tels que l'abatage, le forage des mines, le boisage. Ils ne peuvent être occupés qu'au triage et au chargement du minerai, à la manœuvre et au roulage des wagonnets, à la garde et à la manœuvre des portes d'aérage, à celles des ventilateurs et autres travaux accessoires n'excédant pas leurs forces.

Ceux qui sont employés à faire tourner les ventilateurs ne doivent pas être occupés à ce travail plus de quatre heures coupées par un repos d'une heure au moins sur huit heures.

Il était accordé jusqu'au 1^{er} janvier 1878 pour l'application de ces dispositions dans les mines où la durée du travail était fixée à dix heures.

Telles sont les dispositions spéciales au travail souterrain dérogeant à celles d'ordre général applicables aux autres industries et aux travaux de la surface dépendant de la mine.

Les autres dispositions générales applicables même aux travaux souterrains sont relatives au travail de nuit, à celui des jours fériés et à l'obligation scolaire.

TRAVAIL DE NUIT : L'interdiction, pour les enfants de moins de 16 ans, du travail, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, contenue dans l'article 4 de la loi, est applicable aux travaux souterrains.

REPOS DES JOURS FÉRIÉS : Il en est de même de l'interdiction de les faire travailler les dimanches et fêtes légales (article 5).

OBLIGATION SCOLAIRE : Les prescriptions de l'article 9

relatives à l'obligation scolaire réduisent la durée de la journée de travail (non du travail effectif) à 6 heures, pour les enfants âgés de moins de 15 ans, s'ils ne justifient pas d'une instruction élémentaire suffisante.

D) *La loi du 2 novembre 1892 et le décret du 3 mai 1893*

Le 2 novembre 1892, intervint une nouvelle loi qui, en coordonnant les mesures de protection des enfants et des femmes, compléta l'œuvre commencée en 1841 et 1874. Elle s'efforça de veiller au développement physique et intellectuel de l'enfant, et de favoriser son instruction professionnelle en étendant la protection de la loi de 1874 aux adolescents de 16 à 18 ans alors au nombre de 5.000 environ dans les mines .

Comme en 1874, nous trouvons des dispositions générales applicables à toutes les industries et des dispositions spéciales aux travaux souterrains des mines. Les premières, lorsqu'elles sont conciliables avec les autres, régissent également les enfants employés aux travaux du fond.

DURÉE DU TRAVAIL : Un décret du 3 mai 1893 règle l'emploi du personnel protégé dans ces travaux. Jusqu'à 16 ans, la durée du travail effectif reste limitée à huit heures, alors qu'elle est de dix heures dans les autres industries.

De 16 à 18 ans, elle ne peut excéder dix heures, et la semaine comporte un maximum de 54 heures de travail effectif. Dans les autres industries, ces chiffres sont respectivement de 11 heures et 60 heures.

Pendant une durée n'excédant pas cinq heures, le travail du mineur proprement dit leur est permis, afin de faciliter l'apprentissage du métier.

Désormais, pour pouvoir être employés, il faut que les enfants aient fréquenté l'école jusqu'à 13 ans, ou, s'ils sont âgés de 12 à 13 ans, qu'ils aient obtenu le certificat d'études primaires et un certificat médical constatant leur aptitude physique.

Le décret de 1875 fixait un seul repos d'une heure au moins, celui de 1893 fractionne cette heure.

TRAVAIL EFFECTIF : Depuis longtemps déjà, on employait l'expression de « travail effectif », et elle donnait lieu à des discussions sur son exacte signification. Pour éviter tout malentendu, le décret précise ce qu'il faut entendre par « effectif » en déclarant que la durée du travail ne comprend ni le temps de la remonte, ni celui de la descente, ni les repos.

Si nous nous sommes attardé à ce détail c'est, qu'en 1905 et en 1913, le mode de calcul de la durée de la journée de travail sera l'objet de longues discussions, et, qu'en 1919, la règle ci-dessus appliquée sera complètement renversée.

LE TRAVAIL DE NUIT : L'article 9 de la loi prévoit des dérogations autorisant le travail des enfants, entre 3 heures et 24 heures. Mais alors, en aucun cas, le travail effectif ne peut excéder huit heures et la durée de présence est limitée à un maximum de dix heures.

Est considéré comme travail de nuit celui effectué entre 21 heures et 5 heures.

Cependant, l'article 4 de la loi considère comme travail de jour celui exécuté entre 4 heures et 22 heures, quand il est réparti entre deux postes de neuf heures au maximum, coupés par un repos d'une heure au minimum.

Cette disposition est applicable telle quelle aux adolescents de 16 à 18 ans occupés dans les travaux souterrains.

Pour ceux de moins de 16 ans, il faut réduire les postes à huit heures.

L'interdiction du travail de nuit peut être momentanément levée par l'Ingénieur des mines à la suite d'un chômage accidentel.

LE REPOS HEBDOMADAIRE : La loi de 1874 fixait le repos hebdomadaire au dimanche, celle de 1892 n'indique pas le jour auquel il doit être pris.

E) *La loi du 30 mars 1900*

La loi du 30 mars 1900 ne modifie pas le régime du travail souterrain établi par la loi de 1892 pour les enfants ; quoiqu'elle prescrive la suppression dans un délai de deux ans des dérogations à l'interdiction du travail de nuit, elle les maintient pour les travaux souterrains des mines, minières et carrières.

En ce qui concerne les travaux du jour, l'article 3 de la loi de 1892 est modifié ; ouvriers et ouvrières de moins de 18 ans ne peuvent travailler plus de onze heures.

La journée sera coupée par un ou plusieurs repos,

dont le total ne pourra être inférieur à une heure et pendant lesquels tout travail est interdit.

En deux paliers de deux ans, le travail effectif sera ramené à dix heures.

On voit que la loi du 30 mars 1900 modifie celle de 1892 pour l'organisation du travail au jour, sans apporter de changement aux dispositions relatives aux travaux du fond.

F) *La loi du 29 juin 1905*

Cette loi ne s'applique qu'aux seules mines de combustibles, et réglemente le travail des adolescents de la façon suivante : Une circulaire du 20 octobre 1905 précise que, par ouvriers employés à l'abatage, on doit comprendre à la fois les piqueurs au charbon et les mineurs au rocher, en outre, on doit faire rentrer dans cette double catégorie, tant les ouvriers titulaires que leurs aides qui concourent effectivement au même travail d'abatage.

Or, la loi de 1892 autorise, pour les jeunes gens de 16 à 18 ans, le travail du piqueur pendant un maximum de cinq heures à titre d'aides et d'apprentis.

La journée de ces aides est donc réglementée par la loi de 1905 et limitée, d'abord à 9 heures, puis à 8 h. $\frac{1}{2}$ en 1907, et à 8 heures en 1909.

G) *La loi du 31 décembre 1913*

Le principe de la journée de huit heures est étendu à tout le personnel du fond occupé à des travaux manuels par la loi du 31 décembre 1913, mais, les machi-

nistes et leurs aides, les chargeurs d'accrochage, les conducteurs de chevaux et leurs aides, les palefreniers, les ouvriers boutefeux, les ouvriers chargés de l'entretien des puits et appareils servant à la circulation de l'air, des eaux et du personnel et les ouvriers spécialistes non occupés au travail ordinaire de la mine échappent à ses dispositions (1). La journée des enfants et adolescents rentrant dans les catégories d'ouvriers visées par la loi ne peut donc pas excéder la durée de huit heures.

MODE DE CALCUL DE LA DURÉE DE PRÉSENCE AU FOND : Le principe de la loi de 1905 est maintenu. La durée se calcule depuis l'entrée dans la mine du dernier ouvrier descendant jusqu'à l'arrivée au jour du premier ouvrier remontant, défaction faite des repos réglementaires.

Un mode de calcul spécial est prévu, mais avec une plus grande précision, dans le cas où l'entrée de la mine a lieu par galerie.

DÉROGATIONS : Le maximum de 60 heures par an d'heures supplémentaires est autorisé avec un maximum de deux heures par jour. D'autres dérogations temporaires peuvent être accordées par l'Ingénieur en Chef de l'arrondissement minéralogique en cas d'accident ou pour un motif de sécurité.

Enfin, des dérogations sont encore possibles, en cas de crise exceptionnelle de combustible ou pour la défense nationale.

(1) Circulaire du 12 juin 1914.

§ III. — LE TRAVAIL DES FEMMES

C'est le souci de la protection de la race qui amena le législateur à réglementer le travail de l'enfant et, c'est encore la même préoccupation qui le guida lorsqu'il s'occupa de celui de la femme. Il se heurta à une opposition plus vive des partisans de la doctrine libérale, qui admettaient difficilement une intervention en faveur de personnes majeures susceptibles, selon eux, de faire respecter leur indépendance et leurs droits.

L'existence de nombreux abus justifiait cependant indiscutablement cette intervention.

A) *La loi du 19 mai 1874*

On ne peut être que surpris de constater qu'aucune loi n'était venue réglementer le travail des femmes dans les mines avant 1874. Jusqu'à cette date, elles ne jouissaient d'aucune protection, puisque la loi de 1848 ne s'appliquait pas aux travaux du sous-sol.

Le premier souci de la loi du 19 mai 1874 est d'interdire aux filles et aux femmes sans distinction d'âge le travail souterrain dans les mines, minières et carrières. Les conditions spéciales de ce travail suffisent à justifier pleinement cette interdiction.

C'est d'ailleurs la seule disposition en faveur des femmes adultes contenue dans la loi.

En ce qui concerne les filles mineures, l'article 3 de la loi limite la durée de leur journée à 12 heures coupées par des repos.

Le repos des dimanches et fêtes légales est obligatoire pour elles.

B) *La loi du 30 novembre 1892*

La doctrine interventionniste parvint à réglementer le travail des enfants en raison de leur âge, puis elle invoqua à la fois l'âge et le sexe, ce qui permit de protéger les filles jusqu'à leur majorité et enfin de s'occuper des femmes adultes. Ce sera l'un des objets de la loi de 1892, comme l'indique son titre.

Son article 3 limite le travail effectif des jeunes filles de plus de 18 ans et des femmes adultes à une durée de 11 heures par jour coupées par un ou plusieurs repos d'une durée totale d'une heure.

REPOS HEBDOMADAIRE : Comme pour les enfants et les filles mineures, la règle du repos hebdomadaire s'applique aux femmes.

TRAVAIL DE NUIT : L'article 4 ne l'autorise pour les filles mineures et les femmes, que de 4 heures à 22 heures, à condition qu'il soit réparti entre deux postes de neuf heures au maximum.

Il y a donc, dans ce cas, une réduction appréciable de la durée normale du travail.

Le décret du 25 juillet 1893 autorisa, en le réduisant à sept heures, le travail des femmes employées dans les lampisteries entre 22 heures et 4 heures.

Ces diverses dispositions ne concernent que le travail à la surface, puisque le travail souterrain reste rigoureusement interdit aux femmes.

C) *La loi du 30 mars 1900*

La loi du 30 mars 1900 laisse, en ce qui concerne la durée de la journée de travail, subsister momentanément le régime de la loi de 1892. Deux ans après sa promulgation, cette durée sera réduite à 10 h. 1/2, et à 10 heures, après une nouvelle période de deux ans.

Les repos pris en une ou plusieurs fois ont toujours une durée totale de une heure, mais ils doivent être pris simultanément.

§ IV. — LE TRAVAIL DES ADULTES

Les conditions particulières du travail minier avaient engagé le législateur à faire bénéficier les femmes et les enfants de mesures protectrices spéciales précédant les réglementations relatives à l'industrie en général.

Il n'en fut pas de même pour les adultes, qui durent attendre plus longtemps que les ouvriers des autres industries la réglementation de leur travail. Il est difficile en effet de considérer les articles 48 et 50 de la loi du 21 avril 1810, le décret du 18 novembre 1810 et celui du 3 août, comme une véritable législation du travail minier ; d'autre part, les dispositions du décret des 9-14 septembre 1848 limitant à douze heures la durée du travail effectif des ouvriers employés dans les usines ne s'appliquaient pas aux mineurs.

A) *La loi du 30 mars 1900*

La limitation de la durée du travail des mineurs adultes date de la loi du 30 mars 1900 votée sous l'inspiration de M. Millerand, alors chef du parti socialiste.

Cette loi dite « des paliers », en ramenant successivement la durée de la journée de travail à 11 heures, puis à 10 h. 1/2 et 10 heures de deux en deux ans, pour tous les ouvriers travaillant dans les établissements à personnel mixte (c'est-à-dire employant des femmes et des enfants en même temps que des hommes adultes) fut le point de départ de la limitation générale de la durée de la journée de travail réalisée, en 1919, par la loi des huit heures.

Elle était applicable « dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par la dite loi.... »

« Les mines, minières, carrières font partie de l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, elles tombent donc sous l'application de cette disposition ».

Mais que fallait-il entendre par « les mêmes locaux ? » Une circulaire du 17 mai 1900 le précise : « On doit entendre par les mêmes locaux non seulement ceux où se fait un travail en commun du personnel protégé mais tous ceux qui servent de lieu de travail à toute industrie où tous les efforts sont combinés pour concourir à une œuvre commune ». Des difficultés que nous ne pouvons étudier ici s'élevèrent pour l'application de ces textes dans les mines où ils eurent peu d'influence sur la durée du travail dans les travaux souterrains ; en effet, en limitant le travail effectif à 11 heures, puis à 10 h. 1/2, et enfin à 10 heures, la présence au fond de la mine devait être encore de 12 à

13 heures. Mais, la réduction de la durée de la journée à 10 heures constituait, pour les travaux du jour, une notable amélioration ; au total, le personnel protégé s'était accru d'une façon considérable (1).

(1) Augmentation de plus de 285.000 membres, plus de neuf fois le personnel protégé primitif. (Rapport de la Commission supérieure du travail sur l'application en 1901 de la loi du 2 novembre 1892).

CHAPITRE II

LES PRÉCÉDENTS IMMÉDIATS DE LA LOI DE 1919

Avant de rechercher comment les mines furent l'objet d'une loi spéciale au moment de la généralisation du principe de la journée de huit heures à l'ensemble des industries, il est nécessaire de se reporter à quelques années en arrière et d'étudier l'origine de la loi de 1905, loi fondamentale de la réglementation de la durée du travail des adultes dans les mines.

§ 1. — LA LOI DU 29 JUIN 1905

Ses origines :

A la fin du XIX^{me} siècle, les mineurs, par leur organisation syndicale et par l'évolution économique, commencent à devenir une grande force sociale. Cette situation ne leur échappe pas, ils conçoivent que le développement de l'industrie et de la métallurgie en particulier dépend de plus en plus étroitement d'eux, la consommation de la houille croissant sans cesse.

D'autre part les progrès du machinisme qui, dans bien des cas, viennent alléger le labeur de l'ouvrier d'industrie est pour eux d'un faible secours, leur travail reste essentiellement fait d'effort physique violent et, malgré d'incontestables améliorations dans l'aménagement des mines, se poursuit dans des conditions

quelque peu défavorables, tant au point de vue de l'hygiène que du danger.

A cette époque se dessine, en Europe, un mouvement en faveur de la généralisation de la réglementation de la durée du travail minier, qui existait seulement en Autriche, depuis la réduction de la journée à 10 heures de travail effectif par la loi du 24 juin 1884. En 1901, à la suite de grèves, ce chiffre fut abaissé à neuf heures.

Dans un grand pays minier voisin du nôtre, l'Angleterre, une proposition de loi réduisant la journée à huit heures est en discussion à la Chambre des Communes (1) et, aux Etats-Unis, différents Etats sont considérablement en avance sur l'Europe, tant pour la limitation de la durée du travail, que par l'ancienneté de la mesure. Ainsi, la journée de huit heures est en vigueur dans l'Illinois et le Connecticut depuis 1867, dans la Pensylvanie depuis 1868, l'Utah depuis 1898, et le Colorado depuis 1899.

La Conférence de Berlin de 1890 est l'origine, en France, d'une série de propositions tendant à une limitation légale de la journée du mineur. Celles de M. Ferroul, en 1890, et de M. Basly, en 1891, fixent le chiffre de huit heures, d'autre part le Congrès international des mineurs réuni à Paris, en 1891, émet un vœu dans le même sens, et celui de Londres, en 1892, réunit une forte minorité réclamant les huit heures,

(1) Rapport de M. l'abbé Lemire sur la réglementation du travail dans les mines (1904).

non seulement pour les ouvriers du fond, mais aussi pour ceux du jour.

En 1892, M. GOUJON, en 1893, M. BASLY, en 1894, M. GUESDE réclament encore au Parlement un vote conforme aux désirs des ouvriers. Enfin, le 29 mars 1900, M. BASLY dépose, à la suite de la réunion du Congrès national des mineurs à Denain, une nouvelle proposition de loi ainsi conçue : « La journée des ouvriers occupés dans les travaux souterrains, et ceux travaillant à la surface à la manipulation des charbons ne pourra, sauf le cas de réparations urgentes pour la sécurité des ouvriers, excéder huit heures de l'entrée à la sortie de la mine ».

La loi du 29 juin 1905 devait en résulter après de longs débats, où adversaires et partisans exposèrent leurs opinions et leurs arguments.

Arguments en faveur de la loi.

A la séance de la Chambre du 29 juin 1902, M. GUILLAIN estime que « l'Etat doit veiller à ce que le patron n'abuse pas de l'ouvrier, en le faisant travailler pendant une durée qui dépasse les limites de ses forces, et qui puisse compromettre sa santé » ; à celle du 5 février, M. AYNARD cite Adam SMITH : « Je crois que, dans quelque métier que ce soit, on trouvera que celui qui travaille avec assez de modération pour être en état de travailler constamment, non seulement conserve sa santé, mais encore est celui qui, dans le cours d'une année, fournit la plus grande quantité d'ouvrage. » On invoque encore l'Encyclique du 15

mai 1891 dans laquelle S. S. Léon XIII déclare : « aussi le nombre d'heures d'une journée de travail ne doit-il pas excéder la mesure des forces des travailleurs, et les intervalles des repos devront-ils être proportionnés à la nature du travail et à la santé de l'ouvrier et réglés d'après les circonstances de temps et de lieux. L'ouvrier qui arrache à la terre ce qu'elle a de plus caché, la pierre, le fer et l'airain, a un labeur dont la *brièveté* devra compenser la peine et la gravité, ainsi que le dommage physique qui peut en être la conséquence ».

A l'aide de statistiques, on démontre que la fréquence des accidents croît en même temps que s'avance la journée de travail par suite de la fatigue inhérente à un effort prolongé.

D'autres défenseurs du projet s'appuient sur les conditions anti-hygiéniques et dangereuses dans lesquelles s'effectue le travail souterrain. Le mineur est obligé de travailler dans des positions inconfortables, dans un air vicié, poussiéreux, parfois dans l'humidité, sous la menace des éboulements, de l'eau, du feu, des explosions.

Quant aux répercussions économiques du projet, on commence à affirmer, ce que l'on n'a cessé de faire par la suite, mais qui ne s'est jamais réalisé, qu'à une diminution de la journée de travail correspondrait un effort plus intense de l'ouvrier, et que la production ne diminuerait pas. Et si, par hasard, de l'expérience résultait une diminution du tonnage extrait, il suffirait d'améliorer les procédés d'abatage du charbon et d'employer les haveuses sur lesquelles on se fait de nom-

breuses illusions ; elles ont le prestige d'être en activité dans les mines des Etats-Unis, mais dans des gisements tout différents de ceux qui se rencontrent en France. Les délégués ouvriers préconisent aussi l'augmentation du nombre des travailleurs.

Arguments contre la loi.

Si l'intervention de l'Etat se justifie dans l'exploitation des mines pour les questions de sécurité et d'hygiène, on ne saurait l'admettre pour la réduction de la journée de travail à 8 heures, ce serait un engagement à faire bénéficier toute l'industrie de la même mesure ce qui, à l'époque, paraît impossible. D'ailleurs, dans beaucoup d'exploitations, la durée du travail est inférieure à celle des autres industries. M. l'abbé Lemire déclare dans son rapport (1) que presque tous les grands centres d'extraction accusent 7 heures 1/2 de travail effectif et 8 à 9 heures de travail « au trait ». Si le travail des mines avait pu être considéré autrefois comme particulièrement dangereux, il l'est beaucoup moins selon M. Aynard (2), par suite des mesures de sécurité prises par les Compagnies, et strictement appliquées par l'effet de la surveillance des délégués mineurs.

L'aérage s'est beaucoup amélioré, l'air circule dans tous les travaux en quantité suffisante entraînant les poussières et le grisou dans de telles proportions que leur danger est pratiquement nul (3).

(1) Rapport présenté par M. l'abbé Lemire le 4 février 1904 à l'Association Française pour la Protection légale des Travailleurs.

(2) Séance du 29 janvier 1902. Chambre des Députés.

(3) Comité Central des Houillères.

Enfin, à une diminution de la journée de travail correspondra un affaiblissement du rendement quotidien de l'ouvrier, et par suite un déficit dans la production et une augmentation du prix de la houille par la raréfaction de la matière, et par la hausse du prix de revient, les salaires devant rester les mêmes pour une quantité plus faible de charbon extrait.

Un autre résultat menaçant à la fois pour les Compagnies et pour leurs employés était à prévoir, l'envahissement du marché français par la houille étrangère.

Les dispositions essentielles de la loi.

M. Odilon Barrot ayant été nommé rapporteur, une Commission extra-parlementaire fut constituée, le 19 juin 1901, par le Ministre des Travaux publics, mais, le 12 novembre, le Conseil des Ministres décida que seule la Commission du Travail de la Chambre poursuivrait l'étude de la proposition.

Celle-ci présenta à la Chambre un texte différent de celui de M. Basly et, après des discussions que nous ne pouvons reproduire, la loi fut votée le 29 juin 1905, sensiblement différente de ce que l'avaient voulue ses promoteurs.

De 1900 à 1905, les organisations ouvrières avaient fait preuve d'une grande activité en organisant de nombreux Congrès (Lyon, Lens et Londres en 1901, Commentry et Dusseldorf en 1902) et des grèves en 1901 et 1902.

Le résultat obtenu est que seuls les ouvriers em-

ployés à l'abatage et leurs aides travaillant effectivement à l'abatage bénéficient de la loi.

La durée de la journée est calculée, depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant, jusqu'à l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant, alors que M. Basly avait demandé que cette durée soit comptée du jour au jour. Il aurait voulu aussi que la loi soit applicable dans un délai de six mois, mais, pour en prévenir autant que possible les effets estimés fâcheux, et permettre aux Compagnies de prendre les dispositions nécessaires, on décida que l'application se ferait par « paliers » ; six mois après la promulgation de la loi, la journée serait réduite à 9 heures, puis à 8 h. 1/2 au bout de deux ans, et enfin à 8 heures après un nouveau palier de deux ans.

M. Boudenoot fait ressortir les conditions dans lesquelles eut lieu le vote par cette conclusion : « Il ne convient guère de délibérer sous la pression de circonstances et d'événements passagers lorsqu'il s'agit d'élaborer une législation qui doit durer. C'est avec réflexion et maturité qu'il y a lieu d'examiner et de discuter les réformes qui peuvent apporter une amélioration quelconque dans la situation matérielle et morale des travailleurs », paroles qui pourront encore servir de conclusion au vote de la loi de 1919.

Ainsi, les raisons tirées de la nature du travail dans les mines et mises en avant au cours de la discussion furent loin d'être les seules à déterminer le vote. Tout ce que put faire le Sénat, en application des principes développés par son rapporteur, M. Boudenoot, sur

les conditions dans lesquelles doit être élaborée une loi, consista à retarder l'adoption et la mise en vigueur de ses dispositions, et d'en restreindre autant que possible le champ d'application.

§ II. — LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1913

La loi du 29 juin 1905 n'est pas encore votée que M. DRON, Président de la Commission des mines, en promet une autre aux mineurs, le 27 juin, à la Chambre, lorsqu'il déclare, « pour ôter toute inquiétude aux ouvriers de la mine », qu'au cas où la mise en application de la loi leur causerait des déceptions, « la Commission prenait l'engagement de déposer sans retard un nouveau projet de loi, qui aurait du reste l'appui du rapporteur du Sénat », et, le 12 juin 1906, M. BASLY dépose une nouvelle proposition de loi tendant à limiter à huit heures au maximum la journée de *tous* les travailleurs du sous-sol. Ce projet de modification de la loi de 1905 est adopté, le 5 juillet 1907, par la Chambre des Députés. La Commission du Sénat se livre à une longue enquête, qui dure près de trois ans, et dont les conclusions sont adoptées, le 22 novembre 1910, par le Sénat. Mais ce texte retourne à la Chambre : il est encore modifié, avant de faire retour au Sénat, pour aboutir enfin à la loi du 31 décembre 1913.

Nous n'en indiquons que les dispositions essentielles, sans aucune étude des longs débats qui la précèdent, parce que les raisons invoqués par les partisans et les adversaires sont les mêmes que celles qui ont été signalées lors de l'étude de la loi précédente. S'il faut en croire

M. BOUDENOOT, les ouvriers demandent la modification de la loi de 1905 « surtout parce que l'abus des dérogations a été tel, dans certaines exploitations, que cela a permis d'avancer qu'il est des mines où pour ainsi dire la loi de huit heures ne fonctionne pas » (1).

Dispositions essentielles de la loi.

Comme celle de 1905, la loi de 1913 ne concerne que les seuls travaux souterrains des mines de combustibles. Par contre, elle réglemente non plus uniquement le travail des ouvriers occupés à l'abatage, mais l'ensemble du personnel « ouvrier », c'est-à-dire travaillant manuellement, occupé au fond, à quelques exceptions près pour des spécialistes limitativement énumérés.

Quant au calcul de la durée de la journée, il reste le même qu'en 1905, ainsi que cette durée fixée antérieurement à huit heures.

Des dérogations sont encore prévues, mais elles sont essentiellement temporaires et strictement réglementées et, pour éviter les abus dont s'étaient plaints les ouvriers, la loi comporte un système de sanctions complètement différent et plus efficace.

Comme pour l'application de la loi de 1905, des délais sont prévus et se justifient encore plus aisément, par suite de la généralité des nouvelles dispositions, mais ils le sont d'une autre manière. Pendant un délai de deux années, à dater de la mise en application, la journée pourra être portée à 8 h. $\frac{1}{2}$ pour les rouleurs, herscheurs,

(1) Rapport Boudenoot, Sénat. Séance du 22 juillet 1913. Documents parlementaires, annexe N° 322.

chargeurs, c'est-à-dire pour tout le personnel employé spécialement au chargement et au roulage.

Les dispositions de la nouvelle loi n'étant applicables que six mois après sa promulgation, on peut dire qu'elle ne fut pas mise en vigueur, et il est impossible de savoir exactement quelle eut été sa répercussion économique, si la guerre de 1914 n'était pas survenue.

CHAPITRE III

SITUATION ÉCONOMIQUE DES HOUILLÈRES FRANÇAISES EN 1918

En période d'extraction normale, la production houillère française ne satisfait pas aux besoins de la consommation et il faut, pour combler le déficit, faire appel à d'importantes importations étrangères. En 1913, pour une consommation de 65 millions de tonnes de combustibles minéraux (houille et coke), la production nationale ne s'était élevée qu'à 41 millions de tonnes, nécessitant une importation de 24 millions de tonnes alimentée essentiellement par l'Angleterre (11.242.000 tonnes), l'Allemagne (6.072.000 tonnes) et la Belgique (4.859.000 tonnes), révélant un coefficient d'insuffisance de 37 %.

Cette situation déficitaire croissait rapidement, comme le montre le tableau ci-dessous, non sans susciter certaines inquiétudes pour l'avenir, quand elle fut brusquement aggravée, au début de la guerre, par la mobilisation partielle du personnel des mines et l'envahissement de la Belgique, du bassin houiller du Nord et de huit concessions du Pas-de-Calais.

Production des houillères françaises et consommation de la France de 1860 à 1913

Années	CONSOMMATION (tonnes)	Production (tonnes)	Déficit
1860	14.200.000	8.300.000	5.900.000
1870	18.800.000	13.300.000	5.500.000

Années	CONSUMATION (tonnes)	Production (tonnes)	Déficit
1880	28.800.000	19.300.000	9.500.000
1890	36.600.000	26.000.000	10.600.000
1900	48.800.000	33.400.000	15.400.000
1910	54.800.000	38.300.000	16.500.000
1913	61.600.000	40.800.000	20.800.000

La plupart des houillères envahies tenaient une place considérable dans la production : Lens extrayait 3.588.200 tonnes, Anzin 3.041.000 tonnes, Courrières 2.997.000 tonnes, Aniche 2.092.000 tonnes, etc.

La perte de ces mines, dont l'extraction annuelle dépassait 21 millions de tonnes, en privant la France de plus de la moitié de sa production, rendit très difficile l'organisation de la défense nationale. Pour y remédier autant que possible, on mit à la disposition des charbonnages les mineurs, les anciens mineurs, les ardoisiers, les ouvriers des mines métalliques appartenant aux classes antérieures à 1912 et 18.000 prisonniers de guerre ayant travaillé dans les houillères allemandes ; en outre, la durée de la journée de travail fut prolongée d'une heure.

Cette organisation permit de relever progressivement la production de 19.700.000 tonnes en 1915, à 21.310.000 tonnes en 1917, et à 26.259.000 tonnes en 1918, ramenant successivement le coefficient d'insuffisance de 50 % en 1915, à 49 % en 1916, à 37 % en 1917, et à 36 % en 1918.

Cette amélioration péniblement obtenue fut compro-

mise, en mars 1918, par l'offensive allemande de la Somme rendant longues et difficiles les communications entre le bassin houiller du Pas-de-Calais et le Sud de la France. En avril, une nouvelle poussée de l'ennemi provoqua l'évacuation de la concession de Béthune partiellement occupée, dès 1914, et sous le feu de l'ennemi depuis le début des hostilités ; Nœux, Bruay, Marles, Vendin-lez-Béthune eurent à subir des bombardements intermittents. En 1918, l'extraction de Nœux tomba de 2.467.000 tonnes, en 1917, à 1.627.000 tonnes, et la production du bassin fut réduite de 40.000 tonnes par jour à 11.000 tonnes seulement. L'importation incapable de fournir un tonnage sensiblement supérieur à celui de 1917 ne nous assura que 19.045.000 tonnes de charbon : il fallut donc faire face à tous les besoins avec 45.367.000 tonnes. Mais le retour de la paix et la libération de nos deux plus riches régions industrielles, le Nord et l'Est, allaient permettre la reprise de nombreuses industries et augmenter les besoins en charbon. Les ressources de l'Alsace-Lorraine insuffisantes pour son industrie, loin d'améliorer la situation l'aggravaient, et on ne pouvait pas non plus compter sur les livraisons allemandes, qui n'atteignirent, au cours du second semestre de 1919, que 1.100.000 tonnes sur les 14.000.000 prévues.

D'autre part, l'Angleterre pouvait difficilement maintenir l'effort des années précédentes et, en fait, les importations de houilles anglaises tombèrent de 19.045.000 tonnes, en 1918, à 16.700.000 tonnes, en 1919. La Belgique était incapable de nous apporter immédiatement un secours efficace, il fallait donc compter

essentiellement sur un effort national d'autant plus difficile à réaliser que nos deux grands bassins du Nord et du Pas-de-Calais, qui avaient fourni à eux seuls, en 1913, 27.388.000 tonnes sur une production totale de 41.000.000 tonnes, étaient en majeure partie ruinés.

Nous ne pouvons pas faire ici l'historique des dévastations et suivre la réalisation méthodique et scientifique de l'anéantissement de l'industrie houillère française, il nous suffira de dire que quand, le 15 octobre 1918, intervint, à la suite de la menace américaine, un ordre d'Hindenburg proscrivant les destructions sans utilité militaire, l'œuvre de ruine était accomplie ; seule la petite concession de Crespin avait été épargnée, ce n'était qu'un oubli et, le 28, en dépit de l'ordre du 15, une équipe de pionniers vint procéder à sa destruction.

Sur les 212 puits des 103 sièges d'extraction aux mains des Allemands, cent quarante avaient été minés. Dans le Nord, la destruction des cuvelages de la fosse Thiers d'Anzin, de la fosse Gayant d'Aniche et de trois puits de l'Escarpelle avait donné des venues d'eau assez importantes et, faute de moyens d'épuisement, 417 kilomètres de galeries étaient noyés par 9.500.000 mètres cubes d'eau. En outre, 1.238 kilomètres sur 1.350 restés longtemps abandonnés étaient plus ou moins éboulés ou affaissés et nécessitaient des réparations.

Au jour, tous les chevalements importants avaient été détruits, il fallait en reconstruire 82, remplacer 80 machines d'extraction et 76 ventilateurs. Enfin, une

machinerie représentant une force de 65.000 kw. était détruite, ainsi que 94 kilomètres de voies ferrées et 55 ouvrages d'art.

Dans le Pas-de-Calais, presque tous les puits avaient été dynamités et présentaient de fortes brèches dans les cuvelages permettant à l'eau de se déverser en torrents dans les travaux souterrains. L'emplacement de certains sièges n'était plus marqué que par un immense cratère dans lequel était engloutie la superstructure broyée par les explosions. Les travaux des concessions de Meurchin, Carvin, Lens, Liévin et Drocourt étaient totalement inondés. A Courrières, les brèches de 17 puits purent être aveuglées assez rapidement malgré l'extrême pénurie de matériel, mais la fosse N° 9 plus particulièrement atteinte, par suite de son mode de fonçage (congélation), nécessita de longs travaux et déversa de grandes masses d'eaux dans les travaux souterrains.

En outre, 23 sièges non envahis avaient été soumis au bombardement. Certaines Compagnies, comme Lens et Liévin, situées sur la ligne de feu, n'existaient plus ; leurs travaux souterrains étaient noyés, éboulés, les accrochages sautés. Au jour, maisons, bâtiments d'extraction, centrales électriques, routes, canaux, chemins de fer avaient été broyés par quatre années de bombardement intense.

Au total, il fallait rétablir 800 kilomètres de chemins de fer miniers, 103 ouvrages d'art importants, remplacer 280.000 chevaux de machines, réparer 3.000 kilomètres de galeries, reconstruire plus de 16.000 loge-

ments ouvriers, en réparer un nombre égal, remettre en état 126 sièges d'extraction, 140 puits minés et procéder au dénoyage des travaux. Ces travaux de reconstitution des houillères dans leur état primitif devaient entraîner une dépense de quatre milliards et demi. Ce chiffre donne une idée de l'effort à accomplir.

A l'énorme et long travail de reconstruction s'ajoutait celui du dénoyage des travaux « comportant l'évacuation de quelques 110 millions de mètres cubes d'eau, c'est-à-dire le débit de la Seine pendant trois semaines à sa traversée de Paris en période d'étiage » (1), et nécessitant une puissance de 23.100 H. P. pour la commande directe des pompes.

L'œuvre apparaissait formidable et plusieurs années d'un travail acharné allaient s'écouler avant que la production de 1913 fût de nouveau atteinte. Il semblait donc que, pendant toute cette période de restauration, il convenait de demander aux mineurs un effort particulier pour assurer, avec des possibilités réduites, une production aussi considérable que possible. Non seulement le relèvement de l'industrie houillère était en jeu, mais aussi celui de la France entière et c'est précisément le moment où fut décidée, par le vote de la loi du 24 juin 1919, une diminution considérable de la durée de la journée de travail dans les mines.

(1) Conférence faite le 12 juin 1922 au Congrès de Liège par M. Parent.

CHAPITRE IV

COMMENT FUT ENVISAGÉ LE VOTE D'UNE LOI SPÉCIALE POUR LES MINES LORS DE L'ÉLABORATION DE LA LOI DU 23 AVRIL 1919

Le 8 avril 1919, M. Colliard, Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, déposa à la Chambre au nom de M. Poincaré, président de la République, un projet de loi sur la journée de huit heures, modifiant le chapitre II (durée du travail) du titre premier du livre II du Code du Travail.

Rien n'indique dans ce projet, ni dans l'exposé des motifs qui l'accompagne, qu'une loi spéciale interviendra pour réglementer la durée du travail dans les mines. Il semble que le travail y sera organisé, comme pour chaque industrie ou catégorie professionnelle, par des règlements d'administration publique (article 1^{er}).

La Commission du Travail fut chargée d'étudier le projet gouvernemental ainsi que la proposition Renaudel, dont elle avait été saisie le 28 janvier, et M. Justin Godart présenta, au nom de la Commission, un rapport à la séance de la Chambre du 10 avril 1919 et le projet élaboré par ses soins.

On y relève dans le commentaire des articles, « qu'en ce qui concerne les mines, une proposition de loi est annoncée ; elle tendrait à rendre effective la journée

de huit heures qui, présentement, laisse, en dehors de son calcul, les descentes et remontées, certains trajets et le repos pour le petit repas apporté par le mineur » (1).

Mais le rapport fait au Sénat, le 22 avril, par M. Paul STRAUSS au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés (2), déclare nettement que la loi sera applicable aux mines. « A propos d'un amendement relatif aux mines qui a été retiré par ses auteurs, il a été précisé par le Ministre du Travail et la Commission que les exploitations minières étaient comprises dans la loi ».

Selon M. Justin Godart, il semble qu'une loi spéciale régira le travail dans les mines, alors que M. Paul Strauss déclare la loi générale applicable au travail minier. Quoiqu'il en soit, le 24 juin 1919, était votée une loi spéciale pour réglementer la durée du travail dans les mines. Que s'était-il passé ?

Au cours de la séance de la Chambre du 17 avril (3), où était discutée la loi fixant d'une manière générale la durée de la journée à huit heures, M. Marius VALETTE, à la suite de l'exposé de M. Albert THOMAS et de l'intervention de M. POTTEVIN, se plaint de ce que la loi proposée a négligé « deux catégories de travailleurs, dans l'application de la journée de huit heures, une qui a réalisé en fait la journée de huit heures, les mineurs,

(1) Rapport Justin Godart, Documents parlementaires : Chambre, annexe, N° 5980 ; deuxième séance du 10 avril 1919.

(2) Rapport Paul Strauss, Documents parlementaires : Sénat annexe N° 210 ; séance du 22 avril 1919.

(3) Journal Officiel du 18 avril 1919.

l'autre qui n'est pas suffisamment groupée nationalement, les travailleurs agricoles ».

« En ce qui concerne les mineurs, mon intervention n'a pas d'autre objet que de demander au gouvernement et à la Commission s'ils sont disposés à faire venir en discussion à la Chambre, le plus rapidement possible, la proposition de loi déposée par M. Durafour et un certain nombre de nous, représentants des régions minières, tendant à l'application intégrale de la journée de huit heures pour les mineurs depuis l'entrée dans la mine jusqu'à la sortie..... » « y compris le temps de la descente et de la montée et le temps consacré au briquet ou repas dans la mine »... « Ce qu'il m'importe de savoir, ce que je désire que la Commission et le gouvernement nous disent, c'est d'abord, en ce qui concerne les mineurs qui ont été écartés délibérément de cette loi..... ».

M. VALETTE considérait donc que le rapport de M. Justin GODART ne comprenait pas les mineurs au nombre des travailleurs régis par le projet de loi. Il commettait une erreur complète aux dires du Président de la Commission et du Ministre du Travail, qui affirment n'avoir jamais eu l'intention d'écarter les mineurs du projet en discussion et que c'est d'accord avec eux qu'ils ont été compris dans la loi. Le projet de loi modifiait le chapitre II du titre premier du livre II du Code du Travail qui comporte trois sections. La deuxième réglemeute le travail des mines. M. Léon PERRIER protesta contre le fait que cette proposition ait pu venir en discussion devant la Chambre sans

que la Commission des mines ait été consultée, et déposa un amendement « tendant à ne pas faire porter le poids et l'action des dispositions nouvelles sur la deuxième section ».

Il voulait conserver aux mineurs le bénéfice des lois de 1905 et de 1913, et empêcher que ces dispositions légales puissent être modifiées par un règlement d'administration publique. « Les auteurs de la proposition, disait-il, tiennent absolument à ce que la situation des mineurs au point de vue du travail soit réglée par la loi et non par des décrets ».

M. PERRIER n'entendait retirer son amendement qu'à la condition que le gouvernement prendrait l'engagement de faire aboutir la proposition Durafour.

Le Ministre du Travail lui répondit quelque peu évasivement : « Nous nous efforcerons, comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant, et autant que possible d'accord avec les intéressés, d'apporter aux mineurs les satisfactions qu'ils méritent ». C'est alors qu'intervint M. CADOT pour signaler que des réunions de syndicats ont eu lieu dans le Nord et le Pas-de-Calais et « l'agitation actuelle » qui règne dans les milieux miniers. C'était la première manifestation des menaces syndicales, et nous verrons qu'elles ne cessèrent de s'exercer pendant toute la discussion du projet Durafour.

M. CADOT, comme M. PERRIER et M. VALETTE, voulait obtenir, non seulement la discussion du projet Durafour, mais l'assurance de l'appui du Gouvernement, le Ministre du Travail lui répondit qu'il avait

« absolument satisfaction avec le texte du projet de loi en discussion », et que des pourparlers allaient s'engager entre les ouvriers et le Comité Central des Houillères pour déterminer les conditions d'application de la journée de huit heures. Ces accords seraient sanctionnés « par le règlement d'administration publique prévu par la présente loi ».

C'était ce que MM. PERRIER et VALETTE déclaraient ne vouloir à aucun prix, et cependant M. PERRIER retira immédiatement son amendement, trouvant que l'engagement du Ministre était « assez net ».

Faut-il en conclure qu'il y eut un malentendu. Nous ne le pensons pas ; l'intervention de M. Albert THOMAS explique les raisons qui amenèrent le retrait de l'amendement de M. PERRIER. Les mineurs ont participé au mouvement général pour le vote des huit heures, parce que la loi du 31 décembre 1913 ne leur donnait pas satisfaction.

Le 23 avril, devait avoir lieu une entrevue entre la Fédération des mineurs et le Comité des Houillères de France.

Si l'accord intervenu était plus favorable pour les ouvriers que la loi en discussion, on le confirmerait légalement, s'il en était autrement, il serait bon, faute de mieux, de pouvoir se réclamer de la loi générale.

En attendant l'issue des négociations, les mineurs restaient compris dans la loi générale des huit heures.

Le premier paragraphe de l'article premier fut voté tel qu'il était proposé, et la loi nouvelle était applicable aux mineurs.

Les pourparlers engagés entre les représentants patronaux et ouvriers pour déterminer les modalités d'application de la loi aboutirent à un échec.

La loi de 1913 prévoyait par son article 12 f des dérogations qui, étant d'ordre public, ne pouvaient être supprimées par la seule volonté des parties.

La Fédération Nationale des mineurs demanda qu'en tête du contrat pour l'application de la loi figurent ces mots : « en présence de M. le Ministre du Travail et de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, témoins de ces accords ». Le Comité Central des Houillères refusa et l'accord n'eut pas lieu, car il résultait de ce refus que le contrat était sans valeur en ce qui concernait la suppression des dérogations.

Les organisations syndicales, n'ayant pas obtenu ce qu'elles voulaient, reprirent le projet DURAFOUR maintenu en réserve. Il devait, par le vote d'une loi spéciale, accorder satisfaction à toutes leurs revendications.

CHAPITRE V

LA PROPOSITION DURAFOUR ET SON EXPOSÉ DES MOTIFS

La proposition de loi tendant à modifier les articles 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12 et 164 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale relatifs à la durée du travail dans les mines présentée à la Chambre par M. DURAFOUR et vingt-deux de ses collègues, le 15 avril 1919, avait pour but de généraliser et d'améliorer en faveur des ouvriers mineurs les dispositions de la loi de 1913.

L'auteur de la proposition, secondé par le mouvement d'opinion qui se manifesta en faveur de la classe ouvrière au lendemain de la guerre, s'efforce d'obtenir, pour tout le personnel des mines, de nouveaux avantages par le vote d'une loi spéciale.

Dans quelques jours sera voté un projet de loi généralisant l'application des huit heures, dont la corporation des mineurs a été la première à bénéficier, à toutes les catégories d'employés et d'ouvriers, mais M. DURAFOUR estime que les mineurs se trouveront de ce fait « dans une situation moins favorable, au point de vue de la durée du travail, que la plupart des travailleurs français » (1), et demande au Parlement de modifier la loi de 1913 à laquelle il reproche

(1) Journal Officiel, Documents parlementaires ; Chambre, annexe N° 6013, session de 1919.

de ne pas faire bénéficier tout le personnel du fond du régime des huit heures. Nous verrons, au cours de l'étude de la discussion devant la Chambre, ce qu'il faut penser de l'affirmation de M. DURAFOUR et si le vote d'une loi spéciale s'imposait, en 1919, au moment même de la généralisation de la journée de huit heures.

L'article 9 de la proposition de loi exige que désormais la journée de tous les ouvriers occupés, non seulement dans les mines de combustibles, mais aussi dans toutes les mines, les ardoisières et même les recherches de mines occupant plus de dix ouvriers au fond ne puisse excéder huit heures, et cela, tant pour les ouvriers occupés aux travaux souterrains que pour ceux travaillant au jour.

D'après M. DURAFOUR, le plus grave défaut de la loi de 1913 est de mal calculer les huit heures, en n'y incorporant pas le temps de la descente et de la remonte ni celui du briquet ; ainsi le mineur « est astreint à une durée de travail bien supérieure à huit heures ». M. DURAFOUR donne la même signification à « travail » et à « présence », car il est difficile de considérer normalement la remonte comme un travail, puisqu'elle s'opère par des moyens mécaniques, et le briquet peut être considéré à la fois comme un repas et un repos.

Désormais, il en sera autrement, la durée de la journée se calculera du jour au jour et comprendra le temps nécessaire au repas.

Cette modification au régime de 1913 et la suppression des dérogations sont les véritables raisons de la

proposition. Avec ce nouveau mode de calcul, la durée du travail effectif, c'est-à-dire de la besogne pénible du mineur sera considérablement réduite, et les Compagnies n'auront plus la possibilité d'interpréter plus ou moins en leur faveur le texte législatif. Mais pour quelle raison le personnel du jour doit-il bénéficier des mêmes mesures ? Celle que donne M. DURAFOUR n'est pas d'une évidence absolue ; il se contente de déclarer que « les timidités sociales d'avant guerre » ne se justifient plus. Cette extension du régime des huit heures au personnel du jour devait d'ailleurs résulter du vote de la proposition RENAUEL accordant à tous les ouvriers cette limitation de la journée.

Ce qu'il faut à tout prix supprimer ce sont les dérogations prévues par la législation en vigueur ; ce n'est pas que l'auteur du projet de loi méconnaisse la crise de combustible, mais c'est précisément la solution qu'il préconise pour y parer. Il le déclare textuellement dans son exposé des motifs ; pour obtenir le « maximum de production », jamais les dérogations ne doivent être plus sévèrement prosrites ni le régime des huit heures plus fortement appliqué... ».

Nous constaterons, lors de l'étude des conséquences de la loi de 1919, comment l'expérience démontra brutalement la fantaisie d'une pareille affirmation. M. DURAFOUR ne devait pas être d'ailleurs très sûr de ce qu'il avançait ; il suffit, pour en être convaincu, de se reporter à l'article 11 bis de sa proposition ainsi conçu : « En aucun cas, les salaires de toutes catégories payés, en suite de l'application de la présente loi,

ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. » C'est que la majorité du travail de la mine se fait « aux pièces », et M. DURAFOUR, craignant ou sachant que le rendement va tomber, prend la précaution de garantir le maintien des salaires.

En réalité, cette hostilité à l'égard des dérogations s'explique par le caractère permanent de la crise de combustible dont souffre la France, et par la facilité qu'elles offrent à l'exploitant pour éluder plus ou moins l'application stricte de la limitation de la durée de la journée.

Entre l'intérêt ou plus exactement la satisfaction d'une catégorie de travailleurs et celui de la généralité des individus, l'auteur de la proposition n'hésite pas.

Devant la gravité de la situation, les quelques arguments qu'il apporte n'ont pas grande valeur. M. DURAFOUR se contente presque toujours au cours de son exposé, comme le fera à son tour M. DRIVET, rapporteur de la Commission des mines, de procéder par affirmations sans que se manifeste le besoin de convaincre l'assemblée par des chiffres ou des précisions.

On perçoit parfaitement que son parti est sûr de triompher, et qu'il juge la discussion inutile ; exposer ce que l'on veut suffit, et conclure par ces mots : « Toutes ces revendications sont l'expression de la volonté unanime des travailleurs du sous-sol » porte plus que l'argument le plus solidement établi. C'est ainsi que s'exprime un législateur et c'est devant de tels arguments que devra s'incliner le Parlement.

CHAPITRE VI

LE RAPPORT DRIVET

La proposition de loi de M. DURAFOUR et de ses collègues, parmi lesquels il convient de citer M. DRIVET, avait été renvoyée à la Commission des mines pour examen et, le 27 mai 1919, M. DRIVET fit à la Chambre des députés, au nom de la Commission, le rapport que nous nous proposons d'analyser. Le premier soin du rapporteur est de tenter de justifier l'opportunité de la proposition de loi ; avant le vote de la loi générale des huit heures, les mineurs pouvaient être considérés comme jouissant d'un régime de faveur, grâce à la limitation de la durée du travail établie par la loi du 31 décembre 1913 ; aujourd'hui, ils vont se trouver dans une situation inférieure à celle qui sera faite à la généralité des travailleurs français, puisque de la loi de 1913 résulte pratiquement une durée de travail supérieure, comme l'a indiqué M. DURAFOUR dans l'exposé des motifs de sa proposition.

On verra, au cours de l'analyse de la discussion de la loi, qu'il convient d'établir une distinction entre le travail effectif du mineur et la durée de sa présence dans la mine, et d'assimiler une partie de ce temps de présence à celui que représente l'ensemble des parcours effectués par l'ouvrier des autres industries pour se rendre de son domicile à l'usine et inversement.

M. DRIVET, dans son rapport, ne fait que reprendre les affirmations de l'exposé des motifs

accompagnant le projet de loi, ce qui est assez normal, puisqu'il compte au nombre de ses auteurs. A l'en croire, l'intervention de M. DURAFOUR aurait eu lieu pour « mettre un terme » à des « atermoiements » survenus *à la suite* du vote de la loi générale des huit heures du 23 avril 1919, lorsque les organisations syndicales cherchèrent à établir des accords avec le Comité Central des Houillères pour l'application de la loi. Or, la proposition DURAFOUR a été déposée à la Chambre, le 15 avril 1919, M. Marius VALETTE y fait allusion à la séance du 17 et M. Albert THOMAS déclare, le même jour, que les pourparlers entre les organisations patronales et ouvrières commenceront le 23 avril. Le projet est donc antérieur à l'échec des négociations, il était tenu en réserve pour obtenir satisfaction en cas de non accord, mais M. DRIVET préfère le présenter comme provoqué par l'intransigeance du Comité Central des Houillères sur la question des dérogations.

La Commission des mines de la Chambre saisie du projet entendit tous les intéressés. Les représentants des ouvriers firent part de leur vif désir de voir appliquer immédiatement la loi de huit heures telle qu'elle résultait du projet Durafour, et spécifièrent bien qu'ils n'admettaient qu'une seule cause de dérogation : celle prévue en cas de guerre et pour la défense nationale. De son côté, le Comité des Houillères se rallia à la proposition se bornant à faire des réserves sur la suppression des dérogations. Ce n'est que plus tard, le 26 mai, qu'il adressa au président de la Commission un mémoire présentant des réserves plus étendues.

Enfin la Commission entendit, le 23 mai, le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. LOUCHEUR, et le Ministre du Travail, M. COLLIARD. M. LOUCHEUR, d'accord avec M. COLLIARD, déclara accepter le projet et la suppression des dérogations pour pénurie de combustibles en demandant toutefois des délais d'application plus longs (1).

La Commission adopta les articles 10, 11 et 11 bis, sans y apporter de modifications. En ce qui concerne l'article 9, elle a cru devoir supprimer, sur une intervention de M. BOUVERI, les mots « occupant plus de dix ouvriers », qui s'appliquaient aux travaux de recherches.

La principale modification du texte Durafour consista à remplacer le délai d'application de deux mois, à compter de la promulgation prévue par l'article 12, par la fixation d'une date déterminée, le 1^{er} octobre.

Il est quelque peu singulier de voir une Commission parlementaire fixer la date de mise en vigueur d'une loi non encore votée, mais c'était un moyen de contraindre le Parlement et le Gouvernement à hâter le vote d'une loi réclamée par les ouvriers. Malgré son affirmation que « techniciens et ouvriers » sont d'accord pour déclarer que la loi ne ralentira pas la production, M. DRIVET prévoit des objections, et s'efforce de la justifier en invoquant un tableau publié par M. DURAFOUR en février 1912, lors de la discussion de la loi du 31 décembre 1913. Ce document relatif aux

(1) Le délai d'application prévu par M. Durafour était de deux mois à compter de la promulgation de la loi.

résultats qui ont suivi l'application de la loi du 29 juin 1905 devait faire justice de toutes les allégations contraires à l'optimisme du rapporteur.

Nous avons eu la curiosité de le rechercher et si, au premier examen, la production paraît s'être accrue après l'application de la loi de 1905, M. DRIVET néglige de dire que cet accroissement résulte non de la loi mais qu'il a été obtenu malgré elle.

En premier lieu, l'augmentation annuelle du tonnage extrait a été moindre qu'auparavant, et elle résulte, non de la réduction de la journée, mais de l'embauchage d'un grand nombre d'ouvriers, ainsi que de l'amélioration de l'outillage et des procédés d'exploitation.

En 1905, les mines de combustibles employaient 123.000 ouvriers et, en 1911, ce chiffre s'est élevé à 143.997, soit une augmentation de 20.997 mineurs.

M. DRIVET évite de distinguer la différence qui existe entre la production et le rendement, et omet soigneusement de dire que la production moyenne annuelle de l'ouvrier était de 283 tonnes, en 1905, et qu'elle tomba à 269 tonnes, en 1910.

A la chute du rendement correspondit une hausse des prix, et la tonne de charbon valant 12 fr. 92, en 1905, se vendait 15 fr. 24, en 1911. La guerre étant survenue au moment de la mise en application de la loi de 1913, il n'est pas possible d'en indiquer les résultats, mais l'optimisme du rapporteur demeure intact. « Il est facile de comprendre, déclare-t-il, que le système des « trois huit » permettant deux postes d'extrac-

tion d'une durée journalière de seize heures, doit aboutir à un rendement supérieur au système actuel ». Ici encore, M. DRIVET emploie le mot rendement improprement ; il est possible qu'une telle organisation (à supposer que l'on dispose de la main-d'œuvre nécessaire) puisse augmenter la production, mais on ne voit pas du tout pourquoi il en serait de même du rendement, malgré l'affirmation que celui-ci « se ralentit sûrement au bout de la huitième heure ».

Aucune tentative de justification n'accompagne ces mots, les membres de la Chambre devront se contenter de cette affirmation, et partager la conviction du rapporteur. Si M. DRIVET ne parvient pas à nous faire partager son optimisme, il ne paraît pas non plus très convaincu de l'infailibilité de ses affirmations quand il déclare que la Commission, « tenant compte des desiderata exprimés par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, *des nécessités d'approvisionnement du pays...* », a décidé de reporter la date d'application au 1^{er} octobre, et, quand il prend soin, dans le cas où les faits ne correspondraient pas à ses affirmations, d'en rejeter à l'avance la responsabilité sur les Compagnies. C'est à elles qu'« il appartiendra » de réaliser toutes les espérances « de la vérité que nous affirmons » « par un meilleur aménagement du travail et la modernisation des méthodes d'exploitations ».

CHAPITRE VII

LA DISCUSSION DU PROJET A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LES 10 ET 11 JUIN

§ 1^{er}. — LA SÉANCE DU 10 JUIN

A) *Texte proposé*

Article premier. — Les articles, 9, 9 a, 9 b, 10, 11, 12, 12 a, 12 b, du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustible, celle des ouvriers occupés dans les travaux des autres mines et des ardoisières, ainsi que dans les recherches de mines ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

Article 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée, pour chaque poste, et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant.

Pour les mines où l'entrée a lieu par galerie, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Article 11. — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents.

Article 12. — Par dérogation aux dispositions de la présente section, la journée de huit heures pourra être augmentée, en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale.

Ces dérogations seront prises par le Ministre des mines, sous sa responsabilité.

Article II. — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi, ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation.

Article III. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à compter du 1^{er} octobre 1919.

Il faut, avant d'examiner les arguments présentés par les adversaires et les défenseurs du projet Durafour, signaler l'absence au début de la séance de M. LOUCHEUR, alors Ministre de la Reconstitution industrielle, et de M. COLLIARD, Ministre du Travail, qui n'arriva à la Chambre qu'au dernier instant de la discussion.

Les excuses présentées par les deux membres du gouvernement expliquent peut-être leur absence mais, il est inadmissible qu'une discussion de cette importance ait pu être entreprise sans la présence de tous ceux qui pouvaient éclairer l'Assemblée.

Il semble que la Commission des mines, connaissant l'incompétence de la très grande majorité des députés, et aussi en raison du désaccord qui régnait entre elle et M. LOUCHEUR, en dépit de l'affirmation contraire du rapporteur, ait tenté d'obtenir un vote de surprise, et de mettre le gouvernement en présence d'un fait accompli.

La hâte avec laquelle furent adoptés les différents articles faillit assurer la réussite de ce projet. Sans la moindre discussion, il est décidé que la journée des ouvriers et employés de toutes les mines, des ardoisières et des entreprises de recherches de mines, ne peut excéder huit heures, et que le calcul, pour les travaux souterrains, en sera fait du premier descendant au dernier remonté.

La suppression des dérogations, sauf celle prévue en cas de guerre, ne soulève pas plus de difficultés, bien que le Comité des Houillères ait émis devant la Commission des mines « des doutes sur la possibilité pour le gouvernement d'accepter la suppression fatale des dérogations » (1). Il est vrai que, le 5 mars, était intervenu, entre les représentants patronaux et les délégués ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais, une convention supprimant toutes les dérogations, sauf pour cause de défense nationale.

L'article 2, prévoyant le maintien des salaires, est adopté toujours sans aucune objection. Par l'Art. 2 de la loi du 23 avril 1919 on avait pris la même précaution en déclarant que « la réduction des heures de tra-

(1) Rapport Drivet.

vail ne pourra, en aucun cas, être une cause déterminante de la réduction des salaires ».

Il y a là, dans notre législation du travail, une innovation importante.

Toutes les lois réduisant la durée du travail s'étaient abstenues, jusqu'à ce jour, de traiter de la question des salaires ; on estimait que leur détermination incom-
bait aux seules parties intéressées.

En 1919, le Parlement, qui avait entrepris de faire bénéficier la classe ouvrière de la loi de huit heures dans un esprit de conciliation et d'apaisement social, a voulu, par l'interdiction de la diminution des salaires, éviter des conflits qui eussent pu « atteindre, endomager le principe même de la loi » (1)

D'autre part, « il s'est produit pendant la guerre toute une série d'événements qui ont amené les collectivités, gouvernement ou parlement à intervenir dans les questions de salaires » (2).

Les partisans de la proposition DURAFOUR, malgré leurs affirmations souvent renouvelées que la production resterait la même, malgré la diminution du temps de travail, prirent la sage précaution d'envisager l'éventualité contraire, et de garantir les salaires contre toute variation défavorable.

Le système du travail à la tâche est aussi répandu que possible dans les mines, par suite de la dispersion des chantiers, et, si sincèrement les représentants des ouvriers n'avaient pas cru à la diminution du rende-

(1) Chambre des Députés, 2^e séance du 17 août 1919; *Journal Officiel*, page 2059, M. Briand.

(2) M. Albert Thomas.

ment journalier, ils n'auraient pas songé à insérer cet article dans la loi.

On arrive, en quelques instants, au dernier article fixant la date d'application.

La Commission des mines propose le 1^{er} octobre, M. LAFONT le 1^{er} juillet, et M. Marius VALETTE, le 16 juin.

M. LAFONT s'empresse de se rallier à cette dernière date, et M. BOUVERI, vice-président de la Commission des mines, l'imite.

Devant une telle énormité, s'élève, pour la première fois, une protestation de la part du Commissaire du Gouvernement. La France souffre déjà normalement d'une grande pénurie de combustible, aujourd'hui ses mines les plus riches sont détruites, noyées, improductives pour longtemps et on veut supprimer tout délai pour l'application d'une mesure qui bouleversera profondément les conditions de l'exploitation. En 1905 et en 1913, pour la mise en vigueur en période normale de dispositions applicables à une partie seulement du personnel, le législateur avait reconnu la nécessité de très longs délais permettant une réorganisation du travail et le recrutement du personnel indispensable au maintien de la production.

Mais M. DRIVET se borne à déclarer qu'un accord est intervenu, la semaine dernière, entre les Compagnies et les représentants des ouvriers, et qu'il est en tous points conforme à la proposition DURAFOUR, sauf sur le mode de calcul des huit heures.

On vient d'adopter les différents articles d'une loi

capitale pour l'avenir économique du pays, la ruine ou la prospérité de la France peuvent en résulter, et pas un membre de l'Assemblée n'a élevé une objection, n'a demandé un éclaircissement.

Sans doute ce silence résulte de l'incompétence en la matière de la majorité de la Chambre ; il se trouvait cependant en son sein des députés capables d'éclairer l'assemblée sur les conséquences de la proposition.

C'est seulement quand les articles ont été successivement adoptés que s'ouvre la discussion avant le vote sur l'ensemble, grâce à l'intervention de M. LOUCHEUR.

Le Ministre attire enfin l'attention de la Chambre sur l'importance de son vote, et tente de l'éclairer sur ce qu'on lui demande.

Son intervention déchaîne les menaces des partisans de M. DURAFOUR ; on ne compte pas sur des arguments pour faire triompher la volonté des ouvriers mais sur le manque de combustible et la grève. A chaque hésitation, à toute opposition, on agite la menace de la cessation du travail. Quelques exemples donneront une idée des conditions dans lesquelles se poursuit la discussion et feront ressortir les influences qui pesèrent sur la liberté de décision des membres du Parlement. A l'occasion du désaccord sur le mode de calcul des huit heures, M. DRIVET déclare : « Je lui rappelais (à M. LOUCHEUR), à lui qui connaît bien la corporation des mineurs, que, lorsqu'elle a pris une décision, avec une sagesse que justifie sa puissance, elle a aussi la *fermeté nécessaire pour la faire triompher* ».

Pour faire adopter une date de mise en vigueur de

la loi, plus rapprochée que le 1^{er} octobre, M. Marius VALETTE fait entrevoir une grève, en déclarant qu'« il fallait tenir compte de l'état d'esprit de la corporation minière qui *entendait* mettre la loi de huit heures *immédiatement* en application et, au plus tard, vers la mi-juin ». « J'ai dit à plusieurs de nos collègues qu'un seul jour de grève faisait perdre le bénéfice du supplément de travail de dix journées. Si donc vous avez dix journées de grève pour l'ensemble de la corporation minière, vous perdez, et au delà, l'avantage que vous donne le supplément de la neuvième heure pendant trois mois ».

M. BOUVERI se contente de déclarer que « le Congrès (de Marseille) a donné à ses délégués un mandat et nous, leurs représentants, nous avons le devoir de défendre devant vous sa décision »... « Si vous poussez les arguments à bout, vous causerez encore de la misère et du froid dans les intérieurs pour l'hiver prochain plus qu'en donnant satisfaction aux mineurs. »

A une demande de renvoi de la discussion au lendemain proposée par M. SIMONET, le rapporteur déclare : « Il y a un intérêt plus grand que vous ne le pensez à ce que la question soit réglée aujourd'hui et, je ne veux pas insister sur les difficultés en face desquelles nous pouvons nous trouver. »... « Il y aurait un *danger sérieux* à vouloir reporter encore cette discussion, étant donné que les événements marchent vite. »

La reprise de la discussion sur le mode de calcul des huit heures fournit à M. VALETTE l'occasion de renouveler et d'aggraver ses menaces, il prévient la Chambre

que la corporation minière lui « adresse un *avertissement formel* et précis de ce qu'elle demande »..... Si, d'ici au 15 juin, cette loi n'est pas votée, vous exposez le pays à un *conflit des plus graves*. M. Bouveri a dit, il y a huit jours, que lorsque les mineurs sortent de la mine, *on ne sait pas quand ils y rentreront*. Il est entendu que vous ne voulez pas voter sous la menace, mais *prenez garde* que les mineurs n'ayant pas obtenu satisfaction ne chôment d'une manière générale à partir du 16 juin dans toute la France ».

Telles furent les menaces qui pesèrent sur le débat du 10 juin, leur gravité résultait de la grande pénurie de charbon ; la situation déjà compliquée, en 1918, quand la production mensuelle moyenne s'élevait à 2.192.000 tonnes, était devenue critique à la suite d'une nouvelle chute de la production tombée successive-ment à 2.034.000 tonnes en mars, à 1.635.000 tonnes en avril et enfin à 1.595.000 tonnes en mai 1919.

La Chambre se trouvait ainsi dans une situation particulièrement difficile ; si elle votait la proposition Durafour, il en résulterait une nouvelle chute de production. Elle paraîtrait également céder aux injonctions des syndicats et soumise de toute évidence à leur dictature. Le vote acquis dans ces conditions constituerait un précédent extrêmement dangereux susceptible de provoquer les revendications les plus exagérées.

Si elle ne se soumettait pas, la grève déjà partiellement déclarée se généraliserait, et ce serait l'arrêt de toute production et celui de l'industrie française qui,

vivant au jour le jour, sans aucun stock, serait obligée de cesser immédiatement le travail. L'approvisionnement du pays en prévision de l'hiver, déjà difficile, serait impossible à réaliser.

Non seulement les représentants des ouvriers, certains de l'issue du débat, n'acceptèrent pas de modification au texte Durafour mais refusèrent systématiquement tout délai aussi bref fût-il pour permettre à M. LOUCHEUR et à la Commission de discuter et de trouver une formule d'entente. Le 10 juin, quand éclate le désaccord entre le Ministre de la Reconstitution industrielle et les défenseurs du projet, certains membres de l'Assemblée demandent le renvoi à la Commission, mais M. BOUVERI s'y oppose en déclarant que la Chambre n'a pas « une journée à perdre ».

M. LOUCHEUR, de concession en concession, demande seulement le renvoi de la discussion « à cet après-midi », M. BOUVERI s'y refuse encore ; M. SIMONET, devant la gravité de la situation et de la question, réclame le renvoi de la discussion au lendemain matin pour une deuxième délibération, mais M. DRIVET « a le regret de ne pouvoir donner satisfaction » à ses collègues et à M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, car « il est d'extrême urgence de voter le texte législatif qui sera dans l'avenir la charte du travail pour les mineurs ». C'est « *aujourd'hui* » que la question doit être réglée.

Une seconde délibération s'impose, selon M. SIBILLE, pour qu'une nouvelle étude dégage la vérité d'affirmations contradictoires ».

Ce n'est pas l'avis de M. CADOT qui estime qu'il convient de « voter immédiatement » le projet soumis, ni celui de M. VALETTE qui prie la Chambre « encore une fois de ne pas voter la deuxième délibération ».

M. LOUCHEUR insiste pour obtenir une deuxième délibération permettant au Gouvernement de rechercher avec la Commission un texte d'accord, et M. BOURVERI persiste à la refuser.

Enfin, malgré l'opposition de la Commission, la Chambre accorde au Gouvernement le principe d'une seconde délibération, et M. PERRIER se hâte de demander qu'elle ait lieu le lendemain matin pour qu'on ne puisse consacrer qu'un après-midi à la discussion d'une question de cette importance.

B) *Arguments des défenseurs du Projet Durafour*

Le 6 juin 1919, avait été signé, entre les exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais et leurs ouvriers, un accord conforme aux exigences du projet Durafour, sauf sur le mode de calcul des huit heures.

La formule du projet de loi était celle du premier ouvrier descendu au dernier ouvrier remonté, alors que celle de l'accord, que M. LOUCHEUR défendit à la séance de la Chambre du 10 juin, calculait la journée de travail du dernier ouvrier descendu au dernier ouvrier remonté. Avant de discuter les arguments présentés de part et d'autre, il importe de faire ressortir ce qu'était la journée du mineur avant 1919, et ce qu'elle devait être suivant l'adoption de l'un ou de l'autre mode de calcul des huit heures proposés à la Chambre.

La loi du 31 décembre 1913 avait décidé que la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustibles ne pouvait excéder la durée de huit heures.

Cette durée se calculait des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants.

La temps nécessaire à la descente et à la remonte était exclu des huit heures, ainsi que celui consacré au « briquet ».

On estime généralement qu'il faut 30 minutes environ pour descendre un « poste » dans une exploitation d'importance et de profondeur moyennes. Le temps nécessaire à la remonte est le même, les cages circulant exactement à la même vitesse à la montée et à la descente.

La durée moyenne de chaque opération est de 15 minutes par ouvrier, soit au total 30 minutes.

Le temps consacré au briquet est également de 30 minutes, de sorte que le régime de 1913, tel qu'il était appliqué, ajoutait aux huit heures officielles une heure supplémentaire de présence.

Le travail minier s'exerçant dans des conditions particulières, il en résulte que, contrairement à beaucoup d'industries, la durée de présence et la durée de travail ne se confondent pas.

La journée du mineur se compose de trois parties : le temps nécessaire pour l'amener du jour au fond et inversement ajouté à celui du briquet donne une

heure de *présence* mais non de travail, l'ouvrier ne fournissant aucun effort physique au cours de ces 60 minutes.

Une autre partie de la journée est consacrée à aller du puits au chantier et au trajet de retour. La durée de ces deux parcours est en moyenne de 40 minutes. Elle représente, bien que cela soit discutable, un certain travail *improductif*.

Le reste de la journée sera consacré au travail *productif* sur le chantier où est occupé l'ouvrier.

Sous le régime de 1913, le mineur fournissait un travail *productif* pendant 7 h. 20 (8 h. — 0 h. 40).

Le mode de calcul préconisé par M. LOUCHEUR incorporant aux huit heures le temps de la remonte et du briquet, le travail productif n'était plus que de 6 h. 35. [8 h. — (0 h. 15 + 0 h. 40 + 0 h. 30)].

Celui du projet Durafour mettant à la charge de l'exploitant la descente et la remonte abaissait la durée du travail *productif* à 6 h. 20. [8 h. — (0 h. 15 + 0 h. 15 + 0 h. 40 + 0 h. 30)].

M. DRIVET estime qu'il ne s'agit entre ces deux derniers systèmes « que d'un écart de quinze à vingt minutes dans la durée de la journée de travail » et qu'une telle différence « ne peut pas influencer d'une manière bien importante sur la production du charbon ». La question n'était pas aussi négligeable que le rapporteur s'efforçait de le faire croire. Le rendement de l'ouvrier du fond était, en 1924, de 799 kilogrammes, pour une durée de travail effectif de 6 h. 20. Si on n'avait pas incorporé dans le calcul de la journée de

travail ces quinze minutes, la production supplémentaire quotidienne par ouvrier aurait été de 31 k. 500 ou de 8 t. 66, par an, et au total de 1.800.000 tonnes. Or, entre le prix de vente moyen à la mine et la valeur moyenne de la tonne importée que les statistiques douanières fixaient, en 1924, à 118 francs, il existait un écart de 30 francs. C'est donc environ 54 millions de francs de dépenses supplémentaires que cette réduction de production imposa aux consommateurs français.

Cette modification ne portait pas « sur un point relativement insignifiant » (1) quand on tient compte de la situation charbonnière en 1919. Un autre argument de M. DRIVET consista à affirmer que sans le vote d'une loi spéciale au travail dans les mines, les mineurs se trouveraient « dans une situation inférieure à celle qui est faite à l'ensemble des travailleurs français » par le vote de la loi de huit heures. Cette affirmation est renouvelée par M. LOUCHEUR qui ne veut pas laisser « les mineurs dans un état d'infériorité par rapport aux autres travailleurs ». Si on considère uniquement l'application de la loi de 1913, il est évident que la durée de présence est de neuf heures, mais le temps du travail improductif et productif n'est que de huit heures. Il est difficile de considérer les trente minutes consacrées à la descente et à la remonte comme un « travail », ces opérations s'effectuant sans aucun effort physique. Il était déjà généreux de considérer comme un travail rémunéré le fait de se rendre au chantier et d'en revenir.

(1) Chambre des Députés, séance du 10 juin. *Journal Officiel* du 11 juin 1919.

Beaucoup d'ouvriers, surtout dans les grandes villes, ont un très long trajet à faire pour aller de chez eux à leur atelier, et cependant on n'en tient aucun compte pour le calcul de la durée de leur journée. Le mineur au contraire habite généralement le « coron » entourant immédiatement le puits, et quelques minutes lui suffisent pour se rendre sur le « carreau » de la fosse.

Le parcours qu'il doit faire au fond n'est pas particulièrement pénible, la majeure partie des galeries d'accès aux chantiers étant vastes et fort bien aérées. Que M. Loucheur ait accepté que « dans ces huit heures soit comprise la demi-heure du briquet », c'est qu'il ne pouvait pas résister aux exigences des ouvriers, mais il est difficile de conclure avec lui que cela « n'est que trop juste étant donné que le mineur ne peut sortir de la mine pour manger ».

Certes, le mineur obligé de prendre un repas au fond se trouve quelque peu privé de confort mais, pendant qu'il mange, il se repose, comme le laboureur qui, en pleine campagne, s'assoit près de ses chevaux pour prendre son repas. La tentative de justification du Ministre aurait quelque valeur si le briquet était un véritable repas, en réalité il a beaucoup plus le caractère d'un repos. Le mineur, avant de partir de chez lui, prend son petit déjeuner vers cinq heures du matin, à 8 h. $\frac{1}{2}$, a lieu le briquet et, quand il rentre chez lui, vers 14 heures, c'est pour prendre son principal repas. En s'en tenant strictement à la loi de 1913, on ne pouvait donc pas dire que le mineur allait être désavantagé par rapport aux autres ouvriers à la suite de la loi générale

des huit heures. Il cessait simplement de bénéficier d'une réduction particulière de la journée de travail.

On pouvait soutenir qu'il bénéficiait encore avec le régime de 1913 d'un privilège, celui de ne pas avoir à sa charge le temps nécessaire pour aller au chantier et en revenir, soit quarante minutes.

L'assimilation de ces quarante minutes à un travail rémunéré pouvait compenser les inconvénients d'un cheminement souterrain et du retard du repas de midi.

A une affirmation de M. LOUCHEUR que l'application du système Durafour provoquera une chute de production, M. BOUVERI, Vice-Président de la Commission, n'oppose pas de dénégation, mais déclare que cela sera parce qu'on « ne fait rien, ou on ne fait pas assez » pour faciliter le travail du mineur. A l'en croire, l'outillage et l'organisation des mines n'ont jamais été perfectionnés. Si cette infériorité avait été réelle, était-ce le moment de réduire encore la production, en diminuant le temps du travail en pleine crise de combustible ? N'aurait-il pas été plus indiqué d'imposer aux mines certaines améliorations que signalerait le Vice-Président et dont la réalisation devrait être obtenue après un délai déterminé ? Il serait peut-être alors possible de voter la nouvelle loi sans provoquer de trop vives perturbations économiques.

Mais M. BOUVERI préfère limiter son activité à une critique donnant l'impression qu'il n'est pas descendu dans une mine depuis plus de trente ans. Il ignore complètement la mine moderne, notamment les améliorations de l'aérage qui a été triplé par le creusement de

puits spéciaux de retour d'air, l'augmentation des sections et du nombre des galeries, le développement de l'emploi des marteaux à air comprimé pour le creusement des galeries au rocher et l'abatage de la veine, l'amélioration de l'éclairage par l'emploi de lampes électriques, etc...

Ces reproches sont repris par M. DRIVET, il accuse les exploitants de ne pas avoir fait « un effort assez rapide pour s'adapter aux formules nouvelles, pour procéder à un aménagement du travail minier, pour mieux utiliser le personnel et employer utilement le temps passé au fond de la mine ». Le rapporteur oublie que précisément l'intérêt des Compagnies est d'appliquer tous les progrès possibles pour améliorer le rendement de l'ouvrier. Elles n'ont jamais cessé de modifier leur outillage dans ce sens, mais le machinisme évolue lentement et la mise au point des nouveaux appareils nécessite de longues expériences.

Il ne faut pas perdre de vue que la loi de 1913 n'entrait réellement en vigueur qu'un mois avant la déclaration de guerre, et M. DRIVET oublie encore que les mines qui restèrent en exploitation n'eurent pas la possibilité de transformer leur outillage au cours des hostilités. Toutes les activités de l'intérieur étaient consacrées à la fabrication du matériel de guerre et les houillères, non seulement ne trouvaient pas de matériel nouvellement perfectionné, mais ne pouvaient même pas remplacer celui en service rendu défectueux par une extraction intensive.

Il suffirait, selon le rapporteur, pour « faire face à la diminution qui résultera du fait de l'application de la

loi, ce que je n'ai pas l'intention de nier », « d'organiser le travail à trois postes ».

M. DRIVET contredit ainsi formellement les affirmations contenues dans son rapport d'après lesquelles les nouvelles dispositions n'influeraient pas sur la production.

L'organisation à trois postes ne donnera pas la production escomptée ; l'expérience démontre que les postes d'après-midi et de nuit produisent moins que celui du matin, parce que les ouvriers qui les composent arrivent à leur travail moins dispos. Le rapporteur ne tient aucun compte de la pénurie de la main-d'œuvre et n'indique pas où se recruteront les ouvriers nécessaires pour alimenter le travail à trois postes ni comment on les logera si on les trouve.

Ce sont des détails qui ne méritent pas de retenir son attention, la critique seule l'intéresse. En bon parlementaire, la solution serait à son avis dans la création d'une Commission chargée de rechercher des améliorations possibles de l'outillage !

Les exploitants n'ont pas attendu l'intervention de M. Drivet pour faire l'essai des haveuses (dès 1900) pour employer (dès 1907) les marteaux pneumatiques pour le forage des trous de mine et les marteaux piqueurs (dès 1906) pour l'abatage du charbon. L'expérience et l'intérêt seront toujours plus efficaces pour assurer l'essor et le succès des entreprises que les délibérations des Commissions les plus expertes.

La raison pour laquelle les syndicats tenaient au mode de calcul de la proposition Durafour est qu'il

assure une limitation rigoureuse de la durée de présence à la mine.

La loi de 1913 prévoyait huit heures du dernier descendu au premier remonté, laissant à la charge des ouvriers le temps de la descente et de la remonte. Il en est résulté, comme l'indique M. CADOT, que les Compagnies, n'ayant pas un très grand intérêt à le faire, n'ont pas cherché à accélérer le plus possible ces deux opérations.

Avec le projet présenté, l'exploitant guidé par l'intérêt s'efforcera de diminuer le temps de la descente et de la remonte. Grâce aux améliorations à prévoir, ce temps ne réduira pas, autant que cela apparaît au premier examen, la production.

Certes les affirmations de M. CADOT étaient en grande partie justifiées mais, quelle que dût être la réduction du temps consacré à la descente et à la remonte, la durée du travail effectif en serait réduite, et ce n'était pas bien le moment de créer un nouveau déficit dans la production déjà très insuffisante. En théorie, dès son entrée dans le puits le mineur doit être considéré comme étant au travail, il est cependant difficile d'assimiler à un travail le fait de circuler dans la colonne du puits dans un ascenseur. Cette façon de voir est le résultat de la confusion de la durée de présence et de la durée du travail effectif.

L'objet essentiel de la loi doit être de protéger les forces physiques de l'ouvrier. Il était facile de réprimer les abus qui pouvaient exister et, par la limitation du temps de la descente et de la remonte, d'obliger les

Compagnies à effectuer toutes les modifications susceptibles d'améliorer ces opérations.

M. CADOT indique généreusement tout un système permettant cette compression du temps de présence improductif sans se soucier des charges financières très lourdes que sa réalisation imposerait à un moment où les plus importantes de nos exploitations avaient à relever les ruines de la guerre. En paroles, on modifie rapidement et comme on veut l'exploitation des mines, malheureusement dans la pratique on rencontre des difficultés que les bonnes intentions ne suffisent pas toujours à vaincre, et la crise était menaçante.

M. VALETTE ne fait aucune difficulté pour reconnaître que ce que demande en réalité la Commission ce n'est pas la journée de huit heures, mais celle de sept heures et demie seulement : « Avec le système qu'elle a adopté, la Commission des mines a la certitude que le mineur ne fera pas plus de huit heures. C'est le résultat qu'il est nécessaire d'atteindre, et c'est celui qu'elle désire » (1).

Ainsi les représentants des ouvriers reconnaissent parfaitement la crise de combustible et sa gravité mais, bien loin de retarder l'application de mesures qui de leur propre aveu l'aggraveront, ils en profitent pour *exiger* le vote de toutes les réformes souhaitées. Leur argument le plus puissant c'est la grève.

C) *Arguments des adversaires du projet*

Les différents articles étaient votés quand M. LOUCHEUR, par une intervention tardive, fait connaître

(1) M. Léon Perrier Président de la Commission.

les réserves du Gouvernement avant le vote sur l'ensemble et avertit la Chambre que ce qu'on lui demande ce n'est pas huit heures mais 7 h. 20 ou 7 h. 25, soit une durée de travail inférieure à celle acceptée quinze jours plus tôt par la Fédération des mineurs. La formule ministérielle donnera un « travail effectif » de 7 h. 30, alors que celle de M. DURAFOUR correspond à moins de 7 heures de travail

En réalité, si on entend les mots « travail effectif » dans le sens de travail donnant un *résultat*, ces temps sont respectivement de 6 h. 35 et de 6 h. 20, ce n'est pas d'ailleurs la seule confusion commise par M. LOUCHEUR.

Non seulement son absence au début de la séance est regrettable, mais aussi celle d'un commissaire ayant les connaissances techniques nécessaires. La nomination de M. DEFLINE, directeur des mines, à cette fonction, date seulement du 11 juin. L'examen des répercussions de la loi proposée amène M. LOUCHEUR à déclarer que « ce serait pendant deux heures l'impossibilité absolue de remonter aucune benne de charbon. En effet, avec le système qui vous est proposé, pendant que les bennes descendent, elles ne peuvent pas remonter les ouvriers du fond. Il faut d'abord descendre la benne et il aurait fallu auparavant faire remonter les ouvriers du fond. Vous ne pouvez plus employer la même manœuvre pour faire à la fois descendre et remonter les ouvriers ».

« C'est quarante minutes que vous perdez chaque fois et trois fois quarante minutes c'est deux heures d'extraction de charbon perdues ».

On ne conçoit pas ce que l'impossibilité de remonter aucune benne de charbon pendant deux heures peut avoir d'alarmant, le débit des machines d'extraction permettant la remonte de tout le charbon en bien moins de vingt-deux heures, et encore moins pourquoi la descente et la remonte de deux postes ne peut s'effectuer simultanément. Chaque puits comporte deux cages ou bennes animées d'un mouvement alternatif, à la descente de l'une correspond la montée de l'autre.

M. CADOT attire l'attention du Ministre sur cette particularité mais en vain. M. LOUCHEUR persiste à penser que « si on faisait remonter les hommes en même temps qu'on en fait descendre d'autres, on arriverait à ce phénomène qu'à un moment donné la mine serait sans aucun ouvrier pendant environ deux heures avec le système des « trois huit ». C'est très facile à voir avec le graphique de la montée et de la descente ».

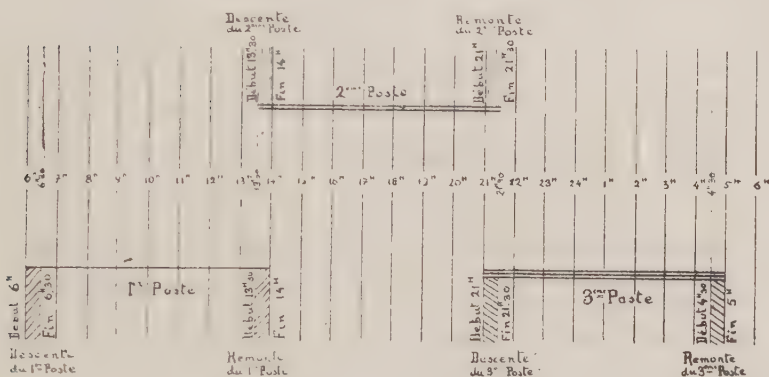
Nous ne connaissons pas ce graphique, mais ce qui se passe pratiquement permet d'établir celui que nous reproduisons, et de faire apparaître l'exagération de l'affirmation ministérielle.

Le temps nécessaire à la descente du personnel peut être évalué, en *moyenne*, à trente minutes. Celui consacré à la remonte est sensiblement égal. Les chiffres que nous donnons ne peuvent être que des moyennes normales, le temps nécessaire à ces deux opérations variant suivant le matériel, la profondeur des puits, le nombre d'ouvriers employés par poste, le diamètre du puits et la capacité des cages, etc...

Dans les conditions envisagées, la descente du premier poste commence à 6 heures pour prendre fin à 6 h. 30 et sa remonte commencée à 13 h. 30 sera terminée à 14 heures.

Le deuxième poste descend de 13 h. 30 à 14 heures et remonte de 21 heures à 21 h. 30.

Horaire de la marche à 3 Postes



Le troisième poste descend de 21 heures à 21 h. 30 et remonte de 4 h. 30 à 5 heures.

Il apparaît donc qu'entre 5 heures et 6 heures, il n'y a personne au fond, c'est-à-dire pendant une heure et non durant deux heures comme l'affirme M. LOUCHEUR.

Cette affirmation et l'impossibilité pour la très grande majorité des députés de la vérifier, mit la Chambre dans l'embarras et détermina le vote d'une seconde délibération fixée au lendemain matin.

§ 2. — LA SÉANCE DU 11 JUIN

La Commission, hâtivement convoquée à midi, se réunit, le 10 juin, à dix-huit heures, pour entendre M. LOUCHEUR, mais tous ses membres ne purent être touchés par leur convocation, chose regrettable pour une discussion aussi grave.

Le bien-fondé des affirmations ministérielles fut partiellement reconnu et, aussitôt, à la séance de la Chambre du 11 juin, M. Marius VALETTE, recourant aux menaces, prévient ses collègues que le moment est venu de prendre leurs responsabilités et leur lit une lettre de M. BARTUEL (1) avertissant M. DURAFOUR que le Congrès de Marseille demande le vote de la loi « pour le 12 courant, dernier délai, (vote acquis de la Chambre et du Sénat à cette date) et sa promulgation immédiate pour application des huit heures, le 16 juin 1919, dernier délai. Faute de quoi, c'est la grève, le 16 juin 1919, qui a été décidée par le Congrès ».

« Comme conclusion, déclare M. VALETTE, la Chambre se trouve en présence d'une situation très nette....

» Si le texte intégral... n'est pas voté par la Chambre, vous êtes prévenus, vous savez à quoi vous en tenir...

» Le conflit éclatera automatiquement le 16 juin..» (2).

Ces paroles justement qualifiées de « chantage » par M. PLICHON donnent une idée de la liberté de décision

(1) Secrétaire de la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol.

(2) Journal officiel du 12 juin 1919.

laissée aux députés, et expliquent la faiblesse de l'argumentation des représentants ouvriers.

A) *Arguments des défenseurs du projet Durafour*

Devant le graphique de la descente et de la remonte des trois postes, le rapporteur est obligé de reconnaître devant la Chambre l'exactitude partielle des affirmations de M. LOUCHEUR. Les mines resteraient sans personnel non pas deux heures, mais seulement une heure (comme l'indique notre graphique), et le principe de la journée de huit heures ne recevrait pas dans ces conditions sa pleine application.

La Commission donc a décidé de modifier le texte de la proposition de loi.

La journée ne peut excéder une durée de huit heures comprenant la demi-heure du briquet. Cette durée est calculée pour chaque catégorie d'ouvriers de chaque poste, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits ou dans la galerie d'accès des *derniers* ouvriers *descendant* ou entrant, jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des *derniers* ouvriers *remontant* ou sortant.

Une consigne fixera le temps maximum de la remonte, la durée de la descente étant égale à celle de la remonte et déterminera les mesures assurant aux ouvriers la possibilité de remonter dans l'ordre suivi pour la descente de telle sorte qu'en aucun cas il ne s'écoulera pas plus de huit heures entre le moment où l'ouvrier est mis en possession de sa lampe et celui où il la rend. C'est la formule de calcul dite « de la lampe

à la lampe » comprenant dans les huit heures le temps de la descente, de la remonte et du briquet. Durée de travail et durée de présence se confondent. En admettant que l'ouvrier en possession de sa lampe soit descendu immédiatement, la durée du travail productif devait être de : 8 heures — (0 h. 30 (briquet) + 0 h. 40) (cheminement) = 6 heures 50, soit 30 minutes de plus qu'avec le système Durafour.

Ainsi la journée de chaque ouvrier sera de 7 h. 30 et non pas, comme est obligé de le reconnaître M. VALETTE, de 8 heures, mais le maintien d'un régime exceptionnel s'impose pour éviter la désertion de la mine et « pour donner satisfaction à la corporation minière ». Le revirement de la Chambre a été provoqué par la révélation du « trou » de deux heures pendant lequel la mine resterait sans travailleurs avec le travail à trois postes. Ce « trou », déclare M. VALETTE, n'entraînera pas de diminution de production puisque actuellement l'interruption de travail dans les chantiers organisés à un ou deux postes est « de quinze heures ou de six heures ».

En effet, la chute de production devait avoir une autre cause soigneusement passée sous silence par l'orateur.

La journée du mineur telle qu'elle résultait de la loi de 1913 assurait un travail productif de 7 heures 20, le vote du projet Durafour le ramènerait à 6 heures 20.

La diminution de production résulterait de cette différence d'une heure.

Pour l'éviter, on proposait d'augmenter le nombre

de postes et de travailler sans arrêt dans la mine. Ce système, pratiquement impossible, l'était d'autant plus, en 1919, que son application nécessitait une main-d'œuvre supplémentaire considérable impossible à recruter et à loger immédiatement.

Cette pénurie de personnel est signalée par M. BOUVERI, elle « ira en s'accroissant », les mineurs s'en vont ailleurs, « exécutant d'autres travaux », « à cause des vexations, à cause de ce caporalisme, permettez-moi l'expression, de certains ingénieurs des mines ».

La crise de main-d'œuvre indiquée par M. BOUVERI était réelle et devait s'accroître, non pour la raison qu'il indique, mais tout simplement par suite des salaires élevés payés par les entrepreneurs des régions libérées, l'agriculture et certaines industries. Ce n'est pas le mode de calcul de la journée de travail qui devait retenir ou éloigner le mineur de la mine, mais uniquement le taux du salaire. M. BARTHE croit trouver un remède à la pénurie de charbon en engageant le Gouvernement à « obliger les exploitations minières à se moderniser », à fournir au personnel un matériel perfectionné. Il oublie que les Compagnies sont les premières intéressées à augmenter leur extraction et paraît ignorer que depuis de longues années elles poursuivent des expériences d'appareils mécaniques. Cette question sera plus spécialement traitée lors de l'étude des conséquences de l'application de la loi de 1919 dans le chapitre consacré à l'outillage, mais, dès à présent, il convient d'indiquer qu'à un perfectionnement de l'outillage et à une augmentation de rendement ne

correspond pas automatiquement un accroissement de production.

B) *Arguments des adversaires du projet*

Le projet gouvernemental s'efforçait de « faire faire à l'ouvrier huit heures de travail et rien de plus » (1) pour éviter tous les abus possibles, mais il avait le grand défaut, aux yeux des représentants ouvriers, d'exiger exactement huit heures de chaque ouvrier, alors que « c'est en réalité la journée de sept heures trois quarts pour la majorité des ouvriers et la journée de sept heures et demie pour le reste que la proposition Durafour établit » (2).

Cependant, quinze jours auparavant, au Congrès de Marseille, les mineurs n'avaient réclamé que « l'application intégrale et immédiate de la journée de huit heures dans les mines, descente, remonte et repas compris » et la suppression des dérogations. Toutes ces revendications sont satisfaites ; chaque ouvrier fera au maximum huit heures, la durée du briquet, soit une demi-heure, sera comprise dans les huit heures ce qui, comparativement aux ouvriers des autres industries, est une faveur, et le mineur sera considéré comme étant au travail dès qu'il se présentera sur le carreau à la lampisterie pour y prendre sa lampe et se rendre au puits, le refus d'adopter le mode de calcul de M. DURAFOUR n'entraîne donc aucune injustice, la crise de combustible l'impose, et M. LOUCHEUR n'exagère au-

(1) M. PERRIER, Président de la Commission des mines.

(2) M. Marius VALETTE.

cunement quand il déclare à la Chambre que « dans la situation tragique où nous sommes »..., « le besoin du charbon du pays domine toute la question ».

De 2.680.000 tonnes, en mars 1918, la production des mines françaises était tombée à 1.593.000 tonnes seulement, en mai 1919. Une crise de main-d'œuvre se manifestait dans tout le pays et nous verrons dans la dernière partie de cette étude la gravité qu'elle devait présenter dans les mines. Il n'était donc pas possible d'accorder une nouvelle faveur aux mineurs dont le sort était considérablement amélioré par le projet gouvernemental, puisqu'ils bénéficiaient d'une diminution « d'environ une heure et quart sur le travail effectif actuel » (1).

Pour assurer le respect de ces nouvelles décisions, le Gouvernement prend l'initiative de renforcer le contrôle des délégués mineurs. C'est celui que préfèrent les ouvriers de la mine, parce qu'il est exercé par leurs mandataires; on pense ainsi leur être agréable et obtenir la concession demandée. Désormais, le délégué mineur pourra exercer ses fonctions trente jours par mois, alors que ses journées d'inspection étaient limitées à treize.

La manœuvre de M. LOUCHEUR est immédiatement dévoilée par M. Marius VALETTE qui s'oppose à la confusion de la question de la durée de la journée avec celle des délégués mineurs, et déclare qu'« il ne faut pas que sous prétexte de renforcement du contrôle des délégués

(1) M. LOUCHEUR.

mineurs on dise que la loi sur la durée de la journée de travail va être améliorée. C'est autre chose ».

Cette question du contrôle provoqua de regrettables interventions et fut l'occasion de violentes critiques du corps des mines. M. LOUCHEUR crut devoir s'y associer et déclarer : « Je me méfie aussi du contrôle, bien qu'il soit sous mes ordres. J'accepte de rechercher avec votre Commission de nouveaux moyens de contrôle s'il le faut » (1).

Entre autres reproches, M. BARTHE déplore que le contrôle n'ait pas contraint les mines à employer leurs bénéfices de guerre à améliorer leur matériel. Il était bien difficile aux Compagnies de se procurer du matériel spécial pendant que les besoins de la défense nationale accaparaient l'activité de toutes les entreprises de construction. Beaucoup d'ateliers spécialisés dans ce genre de fabrication situés en territoire envahi ne pouvaient plus rien fournir et les difficultés d'approvisionnement furent telles, au lendemain de l'armistice, que les exploitations du Pas-de-Calais cédèrent à celles du Nord moins complètement détruites le matériel commandé au cours des hostilités. Malgré tout il était inexact d'accuser les sociétés minières de n'avoir apporté aucun perfectionnement à leur matériel, c'était « articuler à la légère une accusation en face de laquelle il convient d'énoncer des faits et d'opposer des chiffres. Voici, à titre d'exemple, pour la période quinquennale (1915-1919) la valeur des sommes consacrées par l'en-

(1) Séance du 10 juin, Chambre.

semble de trois des plus importantes Compagnies minières du bassin de la Loire aux objets suivants :

1^o Transformation et amélioration
de l'exploitation, notamment de l'ou-
tillage 11.220.135 fr.

2^o Travaux de complément et d'ex-
tension. 13.172.916 »

3^o Travaux neufs proprement dits. 34.145.131 »

4^o Sommes dépensées en vue du
maintien et de l'accroissement de la
main-d'œuvre (cantonnements, cités
ouvrières, installations d'hygiène, etc.). 9.486.199 »

Ensemble 68.024.381 »

soit environ 6 francs par tonne de charbon extrait.

« A titre d'indication, nous noterons que pendant la même période, les sommes payées en dividendes aux actionnaires se sont élevées à 36.558.100 francs et celles payées en salaires d'exploitation aux ouvriers à 168.203.500 francs » (1).

Après quelques allusions aux travaux de reconstitution des mines sinistrées, la Chambre vota à l'unanimité des 481 votants, non la proposition DURAFOUR, mais le texte élaboré de concert par M. LOUCHEUR et la Commission des mines. Les huit heures devaient être calculées d'après la formule dite « de la lampe à la lampe » et le contrôle exercé par les délégués mineurs se trouvait notablement développé.

(1) « La crise du charbon et la pénurie de main-d'œuvre minière », de M. PETIT.

CHAPITRE VIII

LE RAPPORT COLIN

A la suite de l'adoption de la proposition de loi sur la durée du travail dans les mines par la Chambre des Députés dans sa séance du 11 juin 1919, la Commission du Sénat en commença l'examen dès le 13 juin, et M. Maurice COLIN, sénateur, présenta, le 17 juin 1919, au Sénat, le rapport fait au nom de la Commission.

Pressée par les événements, la Commission sénatoriale se borna à recommander l'adoption des textes proposés par le Gouvernement. Ces textes apportaient à la proposition de la Chambre des modifications « de pure forme touchant uniquement à la rédaction même ou à l'ordre des dispositions adoptées par la Chambre ou se bornant à alléger le texte de dispositions inutiles » (1), sauf sur deux points.

D'abord, contrairement à ce que paraît indiquer l'article 9 adopté par la Chambre, « il est bien spécifié que la loi vise uniquement les ouvriers travaillant dans les mines, autrement dit ceux qu'on appelle les ouvriers du fond » (1). Il n'était pas indifférent de savoir si la loi s'appliquerait aux seuls mineurs du fond ou à tous les ouvriers employés dans les dépen-

(1) Rapport de M. Maurice COLIN, Documents parlementaires, Sénat annexe N° 263, séance du 17 juin 1919.

dances de la mine ; en effet, en mars 1919, les mines de houille employaient 98.918 ouvriers dans les travaux du fond et 55.131 dans les travaux du jour. Le 17 juin, alors que la loi générale des huit heures était votée, il n'y avait pas de raison de faire bénéficier les ouvriers du jour d'un régime de faveur, leur travail s'effectue dans des conditions normales, qui ne permettent aucunement de réclamer l'assimilation aux ouvriers du fond.

Au contraire, l'article 9 n'étendant le bénéfice de la nouvelle législation « qu'aux travaux souterrains des ardoisières et de recherches de mines », il paraît équitable au rapporteur d'accorder le même régime aux ouvriers occupés aux travaux souterrains de toutes les carrières.

En second lieu, la Commission estime qu'il convient de modifier l'article 13 relatif aux dérogations aux articles 9 à 12.

Le texte de la Chambre n'autorisait ces dérogations que dans le seul cas de guerre et dans l'intérêt de la défense nationale. Cette limitation excessive présente de nombreux inconvénients aux moments de crises temporaires de combustible, et empêche d'y faire face sans augmentation toujours difficile d'une main-d'œuvre spécialisée, aussi la Commission sénatoriale propose de permettre au Gouvernement d'accorder des dérogations « en cas de nécessité nationale ». Cette question des dérogations sera traitée plus spécialement dans la seconde partie de ce travail relative à l'applica-

tion de la loi DURAFOUR, et on verra combien il est regrettable que l'avis du Sénat n'ait pas prévalu.

Repoussant le mode de calcul de la journée tel qu'il était proposé par la loi DURAFOUR, le rapporteur précise que la journée du mineur commence au moment où il prend sa lampe pour cesser à l'instant où il la rend. Ce dernier mode de calcul a l'avantage d'assurer à tous les mineurs l'égalité la plus complète dans la durée du travail, alors que celui du premier descendu au dernier remonté présente le grave inconvénient d'aboutir à des inégalités et à des injustices, parce qu'il est impossible que tous les ouvriers remontent exactement dans l'ordre où ils sont descendus. Avec ce dernier système, non seulement on impose aux exploitants de comprendre dans les huit heures la durée de la descente, de la remonte, des trajets au fond pour se rendre aux chantiers et du briquet, mais un seul ouvrier peut accomplir le temps de huit heures de présence dans la mine, c'est celui qui, descendu le premier, sera remonté le dernier, tous les autres seront présents moins de huit heures.

Cette proposition de M. COLIN devait également être rejetée ; on a d'ailleurs très nettement l'impression à la lecture de son rapport qu'il ne se faisait pas d'illusion sur le vote que la pression ouvrière devait imposer au Parlement.

Devant les difficultés d'approvisionnement du pays en charbon, et pour éviter une grève générale des mineurs, la Commission propose au Sénat, malgré tous les inconvénients considérables qui devaient résulter

d'une telle mesure, l'application de la nouvelle réglementation de la durée du travail sans délai, sans palier, à la différence des lois de 1905 et de 1913.

Cependant le rapporteur estime qu'il est de son devoir d'exposer la gravité de la situation. La production mensuelle des houillères françaises, qui était, en 1918, de 2.192.000 tonnes, baisse régulièrement depuis janvier 1919, elle est tombée successivement de 2.304.000 tonnes à 2.034.000 tonnes en février, à 1.887.000 tonnes en mars, à 1.635.000 tonnes en avril et à 1.595.000 tonnes en mai, alors que, pour les mêmes mines, cette production mensuelle était avant guerre de 1.848.000 tonnes.

Le rapporteur s'élève avec raison contre l'affirmation qu'à une durée plus brève de la journée correspondra un travail plus intensif, toutes les expériences passées démontrant que la production décroît proportionnellement à la diminution du temps de travail effectif.

La chute de production, qui résulterait du vote de la proposition DURAFOUR, déjà extrêmement grave en temps normal par suite du déséquilibre entre la production des mines françaises et la consommation nationale, risque de devenir catastrophique au moment où les mines du Nord et du Pas-de-Calais ne peuvent plus fournir un tonnage appréciable. « C'est un déficit de plus de 50 millions (de tonnes) que devraient couvrir les apports, soit du bassin de la Sarre, soit de l'étranger ».

La France, au moment où elle vient d'être meurtrie dans sa puissance industrielle par la guerre devra donc

compter dans une très large mesure sur l'étranger pour lui assurer l'élément le plus indispensable au relèvement et à l'existence de l'industrie. Et M. COLIN est contraint de terminer en s'en remettant à « la sagesse et au patriotisme de nos mineurs », marquant par une telle conclusion l'impuissance du Parlement devant les exigences ouvrières.

CHAPITRE IX

LA DISCUSSION DEVANT LE SÉNAT LE 17 JUIN

Poursuivant la lutte engagée, MM. VALETTE et LAFONT demandent, le 13 juin, à interpeller le Gouvernement « sur les mesures qu'il compte prendre pour donner au conflit minier la solution immédiate nécessaire pour éviter la cessation du travail dans les mines annoncée par le Conseil national de la Fédération des Travailleurs du sous-sol » (1).

M. VALETTE avertit à nouveau l'Assemblée que, « si le Gouvernement persiste dans son obstination à faire voter le texte qu'il propose, au lieu du texte présenté par M. DURAFOUR, c'est automatiquement le conflit pour le 16 juin » (2).

Cependant, l'interpellation fut renvoyée, après que le Gouvernement eut posé la question de confiance, au mercredi 18 juin. Mais, au jour dit, le 16, la grève générale des mineurs fut déclanchée dans toute la France.

Le même jour, se réunissait la Commission désignée par le Sénat pour l'examen de la proposition. Devant la gravité de la situation, elle estima devoir adopter les textes proposés par le Gouvernement « après une préparation quelque peu hâtive ».

Les exploitants ayant accepté d'appliquer, à compter du 16 juin, la réduction des heures de travail consacrée

(1) *Journal Officiel* ; Chambre, séance du 13 juin 1919, page 2668.

(2) *Journal Officiel* ; Chambre, séance du 13 juin 1919, page 2669.

par le projet, le dépôt du rapport de M. COLIN fut renvoyé au 17 juin. La lecture en fut aussitôt faite sur la demande de M. LOUCHEUR pour permettre une discussion immédiate, tant était grande la préoccupation des pouvoirs publics.

Le Congrès de Marseille exigeait, non seulement le vote du projet Durafour, mais le relèvement des salaires, au moment où la durée du travail allait être considérablement réduite. Relèvement tel que le coût de la main-d'œuvre, par tonne de charbon extraite, qui était de 30 francs environ serait passé à 70 francs, si on avait satisfait à ces exigences. Il aurait fallu augmenter le prix de vente de 40 francs environ par tonne, ce qui représentait, pour une production normale de 40 millions de tonnes, un supplément de 1.600.000.000 à réclamer aux consommateurs.

Ces augmentations de salaires, manifestement exagérées, paraissent avoir été un moyen de rallier le plus grand nombre de mineurs à la grève qu'ils n'auraient peut être pas faite aussi complètement sans cette surenchère.

A) Arguments en faveur du projet Durafour

Dès le début de la discussion, M. le sénateur FLAISSIÈRES s'était élevé en termes très vifs contre la demande de discussion immédiate. Il fallait avoir recours à la conciliation et, pour la rendre possible, il demandait au Sénat de renvoyer la discussion du rapport de M. COLIN jusqu'au moment du moins où

ses membres auraient eu le temps de lire et d'apprécier le travail de la Commission.

La discussion s'étant engagée malgré tout, M. FLAISSIÈRES invoque en faveur de la proposition Durafour un argument assez inattendu mais parfaitement exact. Il s'agit de choisir entre la formule soutenue par M. LOUCHEUR et celle de M. DURAFOUR ; or le Sénat ne peut, dit-il, « accepter la responsabilité d'un tel arbitrage, parce que nous ne sommes point techniciens, parce que nous n'avons pas eu seulement le temps de lire le rapport de la Commission... ».

En conséquence, il invite le Sénat à voter le projet Durafour pour faire cesser le conflit naissant et « le Gouvernement n'aura aucune peine à obtenir que sur les autres points l'accord se fasse immédiatement ». Ces paroles, par suite du parti auquel appartient M. FLAISSIÈRES, viennent à l'appui de l'opinion émise plus haut, à savoir que la question des salaires n'avait été mêlée à celle du vote de la proposition Durafour que pour permettre des concessions, le cas échéant, au cours des pourparlers.

Cette proposition équivalait à un contre-projet, et on passa outre.

Après une demande d'éclaircissements de M. DOUMERGUE qui avoue ne pas distinguer, comme beaucoup de ses collègues, la différence qui existe entre les deux modes de calcul des huit heures, on procéda au vote successif des articles et M. HERRIOT, dans une dernière intervention avant le vote de l'ensemble, exprima le regret qu'il n'y ait « pas eu assez de conversations,

d'échanges directs de vue » l'origine du conflit se trouvant dans un malentendu.

Le Ministre de la Reconstitution industrielle n'avait pas attendu l'invitation de M. HERRIOT ; dès le 14 juin, le Gouvernement avait fait prévenir la Fédération des Mineurs qu'il était prêt à entrer immédiatement en conversation avec elle. Celle-ci avait répondu que les décisions du Congrès de Marseille étaient impératives, et qu'on ne pouvait pas discuter, tant que ne serait pas pris l'engagement de faire voter le projet Durafour.

Le Gouvernement avait insisté, faisant remarquer qu'il y avait d'autres questions en litige, notamment celle des salaires, et il n'avait pas même reçu de réponse. C'est dans ces conditions que MM. FLAISSIÈRES, DOUMERGUE et HERRIOT, préparant la capitulation du Parlement et du Gouvernement, demandaient que l'on se réunît pour se concilier.

B) Arguments tendant au rejet de la proposition Durafour

M. LOUCHEUR fit valoir en faveur de l'adoption par le Sénat du projet de la Chambre l'unanimité des votes qu'il a obtenue dans cette assemblée et son acceptation par un grand nombre de mineurs. Il invoquait à l'appui de cette affirmation la déclaration de M. BASLY, député mineur, qui se ralliait à la formule dite « de la lampe à la lampe ».

Ce dernier système assure à tous les ouvriers le même temps de travail ou, plus exactement, de présence, « tant dans les déplacements que dans la réception de

la lampe, que dans la descente dans le puits, l'ouvrier devra faire huit heures de présence en tout ; il aura ainsi sept heures environ de travail ou de déplacements divers, et une demi-heure pour son repas ». Au contraire, d'après le projet Durafour, les huit heures doivent être comptées à partir du moment qui s'écoule entre le premier ouvrier descendant jusqu'au dernier ouvrier remontant.

« Le résultat c'est que certains ouvriers feront sept heures un quart, certains ouvriers sept heures et demie, alors que certains autres pourront arriver à faire sept heures trois quarts. Il n'y a par conséquent aucune méthode, et l'on aboutit à des durées de travail essentiellement différentes ». On appelle ce système la loi de huit heures, alors qu'il aboutit à sept heures et demie de présence en moyenne, un seul ouvrier pouvant faire théoriquement huit heures, celui qui, descendant le premier, serait remonté le dernier.

Non seulement nos mines du Nord et du Pas-de-Calais gravement atteintes par la guerre ne retrouveront leur production normale qu'après de longues années mais, pour diverses raisons, la production tombe d'une façon inquiétante depuis plusieurs mois. La crise du charbon est une crise mondiale ; il faut, plus que jamais, faire appel aux ressources nationales et, toute nouvelle diminution de la durée du travail dans les mines doit avoir des conséquences très graves.

Aucun membre du Sénat, soit par incompétence, soit par crainte électorale, ne prit la parole pour soutenir le Ministre de la Reconstitution industrielle, et on

passa au vote de l'ensemble du projet de loi proposé par la Commission. Il fut adopté sans difficulté mais, différant quelque peu du texte voté par la Chambre, une nouvelle discussion allait s'ouvrir devant cette assemblée.

La plupart des modifications apportées par le Sénat au texte de la Chambre étaient sans grande portée, quelques-unes, toutefois, présentaient une certaine importance.

Dans l'article 9, le mot « ardoisières » était remplacé par « carrières », c'est qu'en effet on ne rencontre pas seulement des travaux souterrains dans les ardoisières, mais aussi dans un grand nombre de carrières de toutes espèces. En outre, l'article 13 voté par la Chambre n'autorisait des dérogations qu'en cas de guerre, dans l'intérêt de la défense nationale ; c'était pratiquement leur suppression. Le Sénat voulut faciliter l'approvisionnement en combustible en cas de crise et, dans son texte, ce même article 13 prévoyait la possibilité pour le Ministre du Travail d'accorder des dérogations « en cas de nécessité nationale ».

CHAPITRE X

LES VOTES DU 20 JUIN A LA CHAMBRE ET DU 24 JUIN AU SÉNAT

M. LOUCHEUR déposa sur le bureau de la Chambre, à la première séance du 20 juin 1919, la proposition de loi déjà adoptée par celle-ci mais modifiée le 17 juin par le Sénat. La discussion immédiate ayant été ordonnée, M. DRIVET, rapporteur, donna lecture de la déclaration gouvernementale faite le 19 juin à la Commission des mines par MM. LOUCHEUR et COLLIARD, Ministres de la Reconstitution industrielle et du Travail. Nous reproduisons ce texte parce qu'il marque la capitulation définitive du gouvernement devant les exigences ouvrières.

« Le Gouvernement a examiné à nouveau les divers textes, comme la Commission des mines a bien voulu le lui demander. Il résulte de l'examen, qui a été fait hier des conditions dans lesquelles avait été réalisée l'étude de la proposition de loi DURAFOUR, que la Commission des mines de la Chambre a pu, de bonne foi, être fondée à penser à l'accord des ministres sur le principe de cette loi.

« C'est à ce malentendu qu'il faut attribuer l'indication de cet accord dans le rapport de M. DRIVET et la lettre écrite à la Fédération du sous-sol au sujet des dérogations prévues par M. LÉON PERRIER, président de la Commission des mines, avant le Congrès de Marseille.

» Les mineurs délibérant à ce Congrès ont donc pu de bonne foi également croire à cet accord et par suite que la Commission et le Gouvernement feraient ensemble tout le nécessaire pour demander au Parlement le vote de la loi conforme aux principes dont il s'agit.

» Dans ces conditions, le Gouvernement, dont les idées n'ont pas varié sur le fond, ne veut pas plus que la Commission que les mineurs soient victimes de ce malentendu.

» *Il se déclare donc prêt à accepter le principe du décompte des huit heures entre le premier descendant et le dernier remontant de chaque catégorie et la suppression de toutes dérogations générales, sauf le cas de défense nationale...* » (1).

La Commission ne pouvant « que se féliciter de l'adhésion du Gouvernement et d'un accord qui était venu mettre un terme rapide à un conflit douloureux », s'empressa de reprendre la formule Durafour pour laquelle elle « a toujours manifesté sa préférence », tout en y ajoutant les diverses améliorations obtenues au cours des discussions antérieures.

Ce revirement de M. LOUCHEUR suscita de violentes protestations, notamment de la part de M. Emmanuel BROUSSE qui, en dépit des explications embarrassées du Ministre de la Reconstitution, s'indigna de ce que l'on demandait au Parlement, « témoin irrité » de ces « palinodies », de voter aujourd'hui le contraire de ce qui lui avait été imposé quelques jours plus tôt. Le changement d'attitude du Gouvernement ne résultait

(1) *Journal Officiel* ; Chambre, séance du 20 juin 1919, page 2802.

pas seulement d'un soi-disant malentendu entre le Gouvernement et la Commission mais bien plutôt de la généralisation de la grève des mineurs et du manque de combustible. Il pouvait fort justement être qualifié par M. BROUSSE de « capitulation » devant les exigences ouvrières, et M. DURAFOUR en précisait immédiatement le danger en déclarant que « le pays saura demain que la grève engagée par la Fédération du sous-sol a été légitime et que cette légitimité est proclamée par le Gouvernement lui-même ».

Malgré ces protestations contre le rôle ridicule que le Gouvernement faisait jouer à la Chambre, le vote des articles eut lieu sans modifications et sans opposition. C'est que la situation économique ne laissait plus aucune liberté de décision à l'Assemblée, et le texte voté, le 20 juin, fut déposé au Sénat, le 24 juin, avec demande de discussion immédiate sur déclaration d'urgence.

Ici encore, la discussion ayant lieu en pleine grève, manqua de la liberté indispensable à l'élaboration d'une loi aussi importante, et M. Maurice COLIN, rapporteur, se borna à déplorer la participation des Chambres à des discussions qui ne sont pas de leur compétence et à indiquer que, contrairement à la rédaction de l'article 9, la nouvelle loi ne s'appliquait ni aux ouvriers du jour ni au personnel de surveillance et de contrôle. Quant à la justification des dispositions que l'on demandait au Sénat de voter, il appartenait à M. LOUCHEUR de la faire.

Devant les attaques de plusieurs membres de

l'Assemblée, le Ministre s'efforça d'expliquer son revirement toujours par le malentendu qui s'était élevé entre lui et la Commission des mines de la Chambre essayant, sans convaincre personne, de dissimuler son abdication devant la grève générale des mineurs.

A. M. TOURON qui estimait que c'était une grave erreur de mêler les Chambres à de telles discussions et demandait pourquoi le Gouvernement avait cru devoir proposer au Parlement le vote d'une loi spéciale pour les mineurs, au lieu d'appliquer la législation générale du 23 avril 1919, M. LOUCHEUR se borna à répondre que l'existence d'une législation antérieure justifiait un tel vote. Le travail des mines, dit-il encore, doit être réglementé autrement que le travail à l'air libre, mais précisément la loi du 23 avril avait prévu son application au moyen de règlements d'administration publique, procédé assez souple pour permettre à chaque industrie de trouver le meilleur mode d'adaptation. Ce que la loi DURAFOUR prétend accorder aux mineurs pouvait l'être par ce moyen, puisqu'il s'agit en somme d'une question de travail effectif et de présence à la mine.

M. TOURON souligna encore le danger pour un Gouvernement de discuter avec des grévistes une loi en préparation et, pour le Parlement, d'être mêlé à des discussions entre employeurs et employés. Comme M. HERVEY, nous ne pensons pas que l'obtention d'un tel vote corresponde à l'intérêt véritable de l'ouvrier mineur. Il est naturel et louable de chercher à améliorer sa situation, mais croire que ce résultat sera obtenu

par une diminution du travail et une augmentation des salaires précédant toute amélioration du matériel, seule susceptible d'augmenter le rendement, paraît une utopie, dont les ouvriers seront les premières victimes.

Malgré les paroles de sagesse et de raison prononcées un peu tardivement, au cours de cette dernière discussion, le Sénat vota la loi DURAFOUR, au moment où l'Allemagne estimait devoir maintenir la journée de neuf heures.

Après avoir recherché les origines de la loi de 1919 et retracé les discussions qui précédèrent son vote, nous étudierons, dans la deuxième partie de ce travail, l'application des dispositions adoptées en rappelant brièvement leur évolution pour permettre de les mieux juger.

TEXTE DÉFINITIF

**adopté par la Chambre dans sa séance du 20 Juin 1919
et par le Sénat, le 24 Juin**

ARTICLE PREMIER. — Les articles 9 à 13 constituant la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 9. — La journée des ouvriers et des employés dans les travaux des mines de combustible, de quelque nature qu'elles soient, celle des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières ainsi que dans les recherches de mines ne peut excéder la durée de huit heures tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations ».

« Article 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits

des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

« Pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, elle est calculée depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point ».

« *Article 11.* — Les dispositions des articles précédents ne portent aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalant à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale, une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents ».

« *Article 12.* — Pour les travaux continus, un règlement d'administration publique fixera les conditions du travail sans que la durée de présence de chaque ouvrier, calculée comme il est dit à l'article 10, puisse excéder quarante-huit heures par semaine et sans que le nombre d'ouvriers visés par ce règlement puisse dépasser 5 % du nombre d'ouvriers employés dans l'exploitation ».

« *Article 13.* — Par dérogation aux dispositions des articles précédents, la durée de la journée pourra, en cas de guerre ou de tension extérieure, être augmentée au delà de huit heures.

« Ces dérogations seront décidées par le Ministre chargé des mines sous sa responsabilité ».

ARTICLE 2. — Il est ajouté à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, un alinéa ainsi conçu :

« Dans le maximum prévu par l'alinéa premier ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance de l'application des articles 9 à 13 ».

L'alinéa final du même article est modifié comme suit :

« Les visites supplémentaires faites par un délégué soit pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, soit pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13 lui sont payées en outre et au même prix, sans que pourtant l'indemnité mensuelle puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail ».

ARTICLE 3. — En aucun cas, les salaires de toute catégorie, payés en suite de l'application de la présente loi ne pourront être inférieurs aux salaires payés au jour de sa promulgation. Il en sera de même des primes.

DEUXIÈME PARTIE

L'application de la Loi

CHAPITRE PREMIER

LE DÉLAI D'APPLICATION

Quand furent votées les lois du 30 mars 1900, du 29 juin 1905 et du 31 décembre 1913, le législateur soucieux, non seulement des intérêts des travailleurs mais aussi de ceux du pays, prit le soin de prévoir une période de transition au cours de laquelle se ferait le travail d'adaptation.

En 1900, pour ramener la durée de la journée des enfants et des femmes de 11 heures à 10 heures, on procéda en deux étapes de deux années et, en 1905, lorsqu'il s'agit d'appliquer la journée de huit heures à une partie seulement du personnel employé dans les travaux souterrains des seules mines de combustibles, le Parlement se prononça encore pour le système des étapes successives ou « paliers ». Quand, en 1913, on décida de généraliser une mesure déjà en vigueur en appliquant à tous les ouvriers du fond le régime des huit heures, l'article 5 de la loi prévoit un premier délai de six mois à compter de la promulgation et un autre de deux années à dater de la mise en vigueur de la loi au cours duquel la journée du personnel employé au chargement et au roulage pouvait être maintenue à 8 h. $\frac{1}{2}$.

C'est qu'alors on tenait compte de l'écart toujours croissant entre la consommation et la production pour entraver celle-ci le moins possible. De longs délais

étaient accordés aux Compagnies, afin de leur permettre de prendre toutes les mesures commandées par la situation nouvelle.

Au lendemain de la guerre, au contraire, quand la situation charbonnière était véritablement critique, non seulement on vota une loi dont le premier effet serait de réduire la production dans des conditions sensibles mais on décida que son application serait immédiate et sans aucun mode de transition permettant la transformation de l'outillage, de l'organisation du travail et le recrutement de la main-d'œuvre supplémentaire.

Le projet DURAFOUR proposait bien un délai de deux mois à compter de la promulgation, délai dont l'insuffisance est manifeste mais, devant les exigences des ouvriers, la Commission des Mines, malgré l'intervention de M. LOUCHEUR, décida, pour hâter le vote, d'adopter une date d'application fixe et indépendante de la promulgation de la loi, le 1^{er} octobre 1919.

Au cours de la discussion, la Chambre alla plus loin et, devant la menace de grèves, décida, le 10 juin, d'appliquer la loi en discussion dès le 16 juin.

Réduit à l'impuissance par la menace du manque de combustible, le Gouvernement, qui avait lutté à la Commission des Mines pour faire retarder le plus possible la mise en vigueur dont il prévoyait les funestes conséquences, fut obligé de déclarer à cette même séance que « la date du 16 juin lui convient parfaitement ».

Par la suite, il n'en fut même plus question, le texte définitif est muet sur ce point. L'article fixant la date

du 16 juin supprimé lors de la deuxième délibération à la Chambre des Députés ne fut pas rétabli par le Sénat.

Il faut donc se reporter, devant le silence de la loi, aux dispositions prévues par l'article 1^{er} du Code civil.

Pour qui connaît la complexité de l'organisation du travail minier, cette absence de tout délai dans la mise en vigueur d'une loi si lourde de conséquences économiques et dans de semblables circonstances, cause une véritable stupéfaction, et montre le danger de la dictature des syndicats ouvriers lorsqu'ils poursuivent par tous les moyens la réalisation de leurs revendications.

CHAPITRE II

QUELLES SONT LES EXPLOITATIONS RÉGIES PAR LA LOI ?

Les raisons pour lesquelles les lois de 1905 et de 1913 ne s'appliquaient qu'aux seules mines de combustibles (1) démontrent la singulière formation de la législation ouvrière des mines. Le rapporteur de la proposition BASLY (loi de 1905), M. Odilon BARROT, devant la prétention de limiter les effets de la loi aux houillères, ne pouvait s'empêcher de demander si, « à côté de la situation des ouvriers de la houille », il n'y avait pas lieu et s'il ne serait pas « équitable en même temps qu'humain d'examiner celle des ouvriers exploitant d'autres minerais ou travaillant dans les carrières » (2), et M. AYNARD révèle les motifs de cette exclusion : les autres mineurs « ne se plaignent pas, ne réclament pas, il n'y a pas de syndicats, à ce qu'il paraît, de gens turbulents, de gens qui font peur... », et on a rejeté un amendement proposant de les inscrire dans la loi » (3). Or, l'un des motifs invoqués pour obtenir la réduction de la journée était le danger du travail minier et, à cette époque, les accidents étaient

(1) Il fut entendu au cours de la discussion de la loi de 1905 que les mines de combustibles comprenaient les mines de charbon, de lignite et d'anthracite.

(2) Rapport Odilon Barrot, Doc. Parl. Chambre, annexe N° 2827, 1^{re} séance du 12 décembre 1901.

(3) Chambre des Députés 5 février 1902.

beaucoup plus nombreux dans les mines de fer que dans celles de houille. Rien n'y fit car seuls les syndicats des mineurs des houillères avaient donné des mandats aux représentants des ouvriers à la Commission extra-parlementaire chargée d'étudier la proposition de loi (1).

En 1912, au cours de la discussion à la Chambre des Députés du texte qui devait devenir la loi du 31 décembre 1913, malgré la protestation de M. BOUVIER qui déclara qu'il proposerait une nouvelle loi plus large car « il n'y a pas en France que des mineurs de houille..., etc. » (2), un amendement tendant à assimiler aux mines de combustibles les ardoisières et les mines métalliques n'eut pas de suite. La Commission du Sénat, d'accord avec le Gouvernement, demanda la disjonction de cette disposition, l'obtint et il n'en fut plus question.

Par contre, en 1919, il semble qu'on ait voulu, comme dans le passé, entendre le mot « mines » dans son sens le plus large tel qu'il est défini par la loi de 1810. En effet, l'article 1^{er} de la loi du 24 juin 1919 abroge et modifie l'article 9 de la section 2 du chapitre II du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, et le remplace par les dispositions suivantes : « La journée des ouvriers et des employés dans les mines de combustibles, de quelque nature qu'elles soient, celles des ouvriers et employés occupés dans les travaux des autres mines, des minières et des carrières ainsi que

(1) M. Basly. Chambre des Députés, séance du 28 octobre 1901.

(2) Séance du 27 juin 1905. Chambre des Députés.

dans les recherches de mines, ne peut excéder la durée de huit heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations ».

Une circulaire¹ du Ministre du Travail du 16 février 1920 précise le champ d'application de la loi et déclare qu'elle s'étend à toutes les mines de substances concédées sans exception, quelle que soit leur nature, aussi bien aux mines métalliques, de sel ou de pétrole qu'aux mines de combustibles. Les minières, les carrières et les recherches de mines sont également comprises dans les exploitations soumises aux conditions qu'elle édicte. Alors que la législation antérieure ne comprenait aucune disposition à cet égard, la loi de 1919 exige que même les ouvriers et employés occupés dans les travaux de recherches de mines soient assujettis à ses prescriptions.

Le projet DURAFOUR ne prévoyait cet assujettissement que lorsque ces recherches occuperaient plus de dix ouvriers aux travaux souterrains, mais la loi ne comporte pas cette condition. Il en résulte qu'elle est applicable à toutes les carrières comportant des travaux souterrains. Loi et circulaire s'efforcent de ne laisser aucun doute sur la nature des exploitations soumises à la nouvelle réglementation, car nous nous trouvons en face d'une innovation.

La loi générale des huit heures du 23 avril 1919, en étendant le bénéfice de la journée de huit heures à toute l'industrie, rendait difficile le maintien d'un mode de calcul de cette journée spécial aux seules mines de combustibles. Il semble que ce soit elle qui déter-

mina M. DURAFOUR à comprendre dans sa proposition de loi, en outre des travaux des mines de combustibles, ceux « des autres mines et ardoisières » et, le 17 juin, le Sénat, poursuivant cette unification de régime, remplaça le mot « ardoisières » par celui de « carrières », faisant ainsi bénéficier de la nouvelle législation tous les ouvriers occupés à des travaux souterrains.

CHAPITRE III

QUEL EST LE PERSONNEL SOUMIS A LA LOI ?

Si, par suite de l'évolution de la législation générale de la réglementation du travail et de celle spéciale à sa durée dans les mines, il y avait eu lieu à divers moments de distinguer, comme le fait la loi de 1919, entre le personnel du fond et celui de la surface, il était sans intérêt, le 24 juin, de déclarer que la durée de la journée, « tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations », ne peut excéder huit heures (article 9).

Cette rédaction avait sa raison d'être lors du dépôt de la proposition DURAFOUR (15 avril 1919) accordant la journée de huit heures à tous les ouvriers de la mine, alors que seuls ceux du fond en bénéficiaient à la suite des lois de 1905 et de 1913. Il n'en était plus de même après le vote de la loi du 23 avril, qui étendait le système des huit heures à tous les travailleurs de l'industrie. M. Maurice COLIN, rapporteur au Sénat, avait eu soin de le faire remarquer dans son rapport (1) et à la tribune (2) où il déclarait : « L'incidente « tant pour les ouvriers du fond que pour ceux employés à l'extérieur de l'exploitation » ne cadre, ni avec le but même de la loi, ni avec le contexte de l'article, ni avec toute

(1) Documents parlementaires, Sénat, annexe N° 263, séance du 17 juin.

(2) Sénat, Séances des 17 et 24 juin 1919.

la réglementation de la loi. Votre Commission vous propose de la supprimer ; la portée de la loi sera ainsi nettement délimitée. Elle vise les ouvriers du fond. » Si nous prenons l'effectif général des ouvriers qui, en mars 1919, sont employés à l'exploitation des mines de houille, on en compte 97.918 qui travaillent au fond et 55.131 qui travaillent au jour, c'est-à-dire à l'extérieur de la mine. « *Pour ces derniers ce sont les dispositions du droit commun qui s'appliquent* (loi générale des huit heures de travail). *Les textes du projet actuel visent seulement les 97.918 travailleurs du fond* ».

Il avait obtenu la suppression de la mention du personnel occupé à la surface, et le projet adopté par le Sénat dans sa séance du 17 juin déclarait que « la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines ne peut excéder une durée de huit heures ».

Et comme le texte de la proposition DURAFOUR fut adopté en dernier lieu, M. COLIN tint encore à préciser, le 24 juin, que si l'article 9 est commun aux ouvriers du fond et aux ouvriers du jour qui travaillent dans les mines, « il est bien certain que la réglementation applicable aux ouvriers de la surface est la loi générale de huit heures ». Telle est aussi l'interprétation de la circulaire ministérielle du 16 février 1920. Elle tire de l'existence des deux lois une conclusion imprévue en prétendant que l'article 9 de la loi du 24 juin ne prévoit aucun mode de calcul dans la semaine ou dans toute autre période. « Dans ces conditions, les dispositions de l'article 8 de la loi du 23 avril 1919 concernant la

répartition des heures de travail ne sont pas applicables au personnel du jour ».

La loi du 24 juin s'apparente ainsi étroitement à celles de 1905 et de 1913 qui réglementaient seulement le travail dans les travaux souterrains.

On est tenté de croire, à la lecture de l'article 9, que tout le personnel du fond est soumis au nouveau régime puisqu'il y est dit que « la journée des ouvriers et des employés dans les mines de combustibles, etc... », mais l'interprétation ministérielle fait une distinction entre le personnel de surveillance et le personnel « ouvrier », c'est-à-dire les ouvriers mineurs proprement dits, les boiseurs, les remblayeurs, rouleurs, boute-feux, etc... A côté de ces travailleurs manuels, on rencontre un personnel de surveillance et de contrôle composé généralement d'un ingénieur de fosse, de chefs porions (chefs contremaîtres) et de porions. La circulaire ministérielle et M. COLIN (1) déclarent formellement qu'il doit rester en dehors des catégories visées par la loi.

La réglementation actuelle prévoit donc huit heures pour tout le personnel « ouvrier » de la mine ; mais huit heures selon la loi générale du 23 avril 1919 pour celui du jour, et huit heures pour les ouvriers du fond d'après la loi spéciale du 24 juin.

On est arrivé à comprendre, en 1919, dans une réglementation uniforme, tous les ouvriers occupés au travail souterrain à la suite d'une évolution dont l'origine peut être fixée à la loi de 1900 ; les lois de 1905 et de 1913 en marquent les étapes essentielles. En 1901,

(1) Séance du 24 juin, Sénat.

lors de la proposition Basly qui devait aboutir à la loi de 1905, le législateur ne se reconnaissait pas encore le droit de réglementer la durée du travail des adultes, sauf dans des circonstances spéciales. La première de ces circonstances avait été tirée, en 1900, de la présence simultanée d'adultes et d'enfants dans les mêmes locaux. En 1905, on prétendit justifier l'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail des mineurs en invoquant l'hygiène, la salubrité et la sécurité. Mais ces raisons servirent aussi d'arguments pour exclure le personnel travaillant à la surface du bénéfice de la réglementation en préparation.

M. BASLY qui, dans deux propositions antérieures, en 1891 et en 1898, s'était borné à proposer la limitation à huit heures de la durée de la journée de travail pour les seuls mineurs du fond, la réclamait, en 1901, même pour les ouvriers occupés au jour à la manipulation du charbon. Cette manipulation d'un même produit était la justification présentée par l'auteur de la proposition pour donner satisfaction au vœu des Congrès des mineurs demandant la loi de huit heures pour *tout* le personnel de la mine. Le Congrès de Londres, en 1892, avait trouvé un autre motif à l'unité de réglementation dans le lien de parenté des travailleurs occupés dans les différents services. Ce sont, disait-on, les anciens ouvriers et les enfants des mineurs, qui sont occupés aux travaux du jour.

Les deux arguments étaient d'une grande faiblesse, aussi les ouvriers du jour furent écartés de la réglementation projetée, les conditions de leur travail n'étant

pas différentes de celles des travailleurs des autres industries.

Restait à savoir si tous les ouvriers du fond seraient régis par la nouvelle loi. L'article premier du texte voté par la Chambre consacrait bien le principe de l'application à tous les mineurs, mais le législateur encore timide, prit la précaution de prévoir un article, l'article 3, organisant un tel système de dérogations que cela revenait à s'en remettre au Ministre pour décider quels ouvriers bénéficieraient de la loi. Le Sénat, pour restreindre autant que possible les dérogations et les difficultés qu'elles ne manqueraient pas de susciter, limita le champ d'application de la loi aux seuls ouvriers employés à l'abatage. La raison invoquée était que le piqueur est l'ouvrier essentiel de la mine, dont le travail commande et conditionne celui de tous les autres. Ainsi en fait, sinon en droit, tous les ouvriers bénéficieraient de la limitation du travail.

On estimait alors que le chiffre du personnel occupé à l'abatage à 51 % de la totalité des ouvriers du fond ; en 1912, M. DURAFOUR (1) déclarait qu'il était de 43 %.

Les ouvriers s'étaient résignés à accepter ce qu'un de leurs orateurs avait qualifié d'« embryon de loi », en prenant l'engagement d'en proposer une autre. Ils la considéraient seulement comme « une amorce, un coin enfoncé dans la bastille des longues journées », préférant, plutôt que de voir toute réforme ajournée indéfiniment, s'en accommoder provisoirement, et laisser les organisations syndicales travailler à obtenir

(1) Chambre des Députés, séance du 29 janvier 1912.

par voie de contrats collectifs avec les Compagnies l'assimilation refusée par la loi. Lorsque ces accords se seront multipliés, le Parlement sera sollicité d'en généraliser le principe par un texte impératif.

On ne perdait pas de vue que ce qui avait décidé le Parlement à réglementer la durée de la journée de travail des mineurs adultes avait été principalement l'existence des pratiques déjà suivies dans un grand nombre d'exploitations. Le législateur s'était borné à leur donner une consécration légale avec toutes les précautions nécessaires.

Mais, dès les premiers jours de juillet, M. BASLY déposait une nouvelle proposition étendant le bénéfice de la loi à tous les travailleurs du fond.

Le 5 juillet 1907, la Chambre des Députés votait, sur un rapport de M. JANET, un texte supprimant dans celui de 1905 les mots « à l'abatage ». Cette suppression avait pour conséquence l'extension de la loi de huit heures à tous les ouvriers du fond : herscheurs, conducteurs de chevaux, freinteurs (manœuvre des plans inclinés), déballeurs (enlèvement des wagonnets des plans inclinés), chargeurs d'accrochage, palefreniers, maçons, raccommodeurs (réparation des voies) et galibots.

De cette décision, il résultait que de 65.000 mineurs qui, depuis 1905, bénéficiaient de la loi de huit heures, la réglementation aurait été étendue à un personnel d'environ 150.000 ouvriers.

Le Sénat, avant de se prononcer sur les changements considérables apportés ainsi à la loi de 1905, avant

même qu'elle eut son plein effet, qui ne devait se réaliser qu'en 1910, entreprit, par les soins de sa Commission des mines, une enquête sérieuse en entendant les observations des intéressés, ouvriers et patrons de l'industrie houillère, représentants des autres industries, délégués du commerce et des consommateurs de combustible. Pendant que se poursuivait cette enquête, on atteignit le 1^{er} janvier 1910, époque du dernier palier prévu pour l'application de la loi de 1905.

Six semaines après cette date, les propositions adoptées par la Commission sénatoriale étaient soumises à la haute Assemblée, le 18 février 1910, et votées le 22 novembre suivant.

En raison des divergences de ce texte avec celui adopté par la Chambre en 1907, il dut être soumis à nouveau à cette Assemblée qui lui fit subir, dans sa séance du 30 mars 1912, des modifications nombreuses qui nécessitèrent un nouvel examen du Sénat, le 3 avril 1912.

Ces divergences entre les Assemblées portaient à cette date sur les trois points suivants, dont le premier seul nous intéresse à présent : 1^o Généralisation des huit heures à tout le personnel du fond ; 2^o Mode d'établissement des consignes pour le calcul des huit heures pour chacune des catégories prévues ; 3^o Détermination des dérogations.

La Chambre voulait fixer légalement à huit heures la durée de la journée de travail pour tous les travailleurs du fond sans distinction. Son seul argument était que cela avait été promis ou convenu lors du vote de

la loi de 1905. On avait dit alors que la réduction du temps de travail des piqueurs qui commande dans la mine celui de tous les autres ouvriers entraînerait celle de tout le personnel. On en concluait qu'en étendant désormais par un texte le bénéfice de la loi de 1905 à tout le personnel du fond on ne faisait pas autre chose qu'interpréter et consacrer la volonté non équivoque du législateur d'alors.

C'était en réalité un prétexte pour remettre la question en discussion.

En réduisant à huit heures la durée de présence au fond du personnel employé au chargement et au roulage, on ne tirait pas une conséquence de la loi de 1905, mais on innovait ou tout au moins on modifiait profondément le régime de la loi de 1905, au risque de compromettre la production.

Pour éviter ce danger, le projet adopté par le Sénat divisait, au point de vue de la réglementation de la durée de la journée de travail, le personnel du fond en trois catégories :

1^o Les piqueurs au charbon et au rocher, dont la journée restait fixée à huit heures ; on leur ajoutait les ouvriers chargés de l'entretien et du boisage, dont le travail est intimement lié à celui des piqueurs, ce qui portait de 50 % à 70 % le chiffre du personnel soumis au régime de 1905.

2^o Le personnel employé au chargement et au roulage, dont la journée était fixée à neuf heures (22 à 23 % du personnel).

3^o Les conducteurs de chevaux et leurs aides, les surveillants, géomètres, boutefeux, machinistes, chargeurs d'accrochage, chauffeurs, palefreniers et ouvriers spécialistes, dont la journée pouvait dépasser neuf heures, et serait fixée par une consigne (7 à 8 % du personnel).

La Chambre repoussa ce système parce que toute réglementation par catégorie d'ouvriers, si justifiée qu'elle soit par la nature du travail et les nécessités de l'exploitation, n'était pas admise par les ouvriers et leurs représentants.

Ces différences de régime entre ouvriers travaillant dans la même entreprise étaient de nature à susciter des jalousies et à affaiblir la cohésion syndicale.

Le Sénat dut se résigner à l'assimilation aux piqueurs des autres ouvriers du fond moyennant un certain nombre de précautions destinées à éviter, ou au moins à atténuer les conséquences fâcheuses de cette extension des huit heures. Il fut cependant décidé que la durée de présence au fond des machinistes et de leurs aides, des chargeurs d'accrochage, des conducteurs de chevaux et de leurs aides, des palefreniers, des ouvriers boutefeux, des ouvriers chargés de l'entretien des puits et appareils servant à la circulation de l'air, des eaux et du personnel, ainsi que celle des ouvriers spécialistes non occupés au travail ordinaire de la mine serait fixée par une consigne visée par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, le délégué mineur entendu, et portée par voie d'affiches à la connaissance des intéressés.

La loi du 31 décembre 1913 ne s'appliquait qu'aux ouvriers des travaux souterrains, et laissait de côté le personnel du jour, notamment les machinistes et receveurs du jour.

Elle ne réglementait que le personnel « ouvrier », c'est-à-dire celui occupé à des travaux manuels, à l'exclusion du personnel chargé de la surveillance tels que « surveillants, boutefeux, géomètres ». Cette interprétation devait être reprise pour l'application de la loi de 1919.

Si les boutefeux ont été maintenus dans l'énumération de la consigne, on a eu soin de spécifier « les ouvriers boutefeux », ce qui excluait ceux chargés d'un rôle de surveillance.

La loi ne s'appliquait donc ni au personnel du jour ni à celui chargé au fond de la surveillance, comme cela devait encore être en 1919.

CHAPITRE IV

LE CALCUL DES HUIT HEURES

Il importe, avant d'aborder la question du calcul des huit heures dans les mines, de se souvenir que la journée du mineur est composée de deux parties nettement différentes quant à leur influence sur la production. Elle comprend une part de travail effectif et une part de présence dans la mine. Quand intervint la limitation de la journée, il fut plus important que jamais de savoir de quoi elle serait composée. Les représentants des ouvriers ont toujours repoussé la distinction précédente ; selon eux, seule la présence compte et, dès que l'ouvrier pénètre dans la mine, dès qu'il est sous le contrôle de la surveillance, il doit être considéré comme étant au travail.

La discussion de la loi de 1905 suscita différents modes de computation des huit heures. Leur étude est indispensable, si l'on veut connaître l'évolution par laquelle on arriva, en 1919, à une réduction considérable du travail effectif.

En 1900, avec la proposition BASLY calculant la durée de la journée d'après le seul temps de présence dans la mine, l'ouvrier était considéré comme étant au travail dès l'instant où il a pénétré dans le puits, et comme ne le cessant qu'au moment de son retour à la surface. C'est le système dit « du jour au jour ». Il avait un inconvénient, les premiers descendus ne

séaient pas fatalement les premiers remontés, et il en résulterait des inégalités. Pour les supprimer, il eut fallu tenir un compte individuel, solution impraticable. Le Comité des Houillères fit remarquer qu'un tel mode de calcul assimilait au travail pour les mineurs tout ce qui est exclu dans les autres corps de métiers. Si les mineurs, à l'heure du repos du milieu de la journée, descendent du chantier pour se grouper dans la voie que parcourt l'air frais entrant dans les travaux, en quoi sont-ils dans une situation plus mauvaise que les ouvriers métallurgistes ou les mécaniciens qui se groupent dans un coin de leur atelier ? Si les ouvriers de la mine vivant dans des coronas à proximité de l'orifice du puits ont à parcourir sous terre le chemin que doivent faire au jour les autres ouvriers pour aller de leur domicile souvent éloigné jusqu'à la porte de leur atelier, pourquoi déduire ce temps pour ces derniers et le compter pour les mineurs ?

Dans un autre système dit « du pic au pic », on proposait de compter le temps de travail en mesurant la durée du temps écoulé entre l'arrivée de l'ouvrier au chantier et son départ pour retourner au puits. Malheureusement ce système n'évitait pas non plus l'inconvénient du mode de calcul précédent, il fallait aussi tenir un compte spécial pour chaque ouvrier. Le point de vue adopté par la Commission de la Chambre pour déterminer le mode de calcul de la durée de la journée de travail n'était ni le seul à envisager ni le plus important. On s'occupait de ce qui agréerait

ou non aux mineurs et de la plus ou moins grande facilité de mise en pratique. Il y avait pourtant des considérations d'ordre général autrement importantes, c'était en particulier de savoir quelle répercussion aurait sur la production telle ou telle façon de compter les huit heures.

Il n'était pas indifférent d'adopter un système ou un autre, on en aura une idée d'après le temps nécessaire à cette époque pour se rendre au chantier et en revenir. Il était estimé qu'aux mines de Béthune, dans le Pas-de-Calais, il fallait au minimum 45 minutes et au maximum une heure et quart pour effectuer ce double trajet suivant les puits.

Ces deux systèmes offraient pour la Commission des Mines de la Chambre le même inconvénient ; ne pouvant pratiquement être appliqués qu'à des groupes ou des catégories d'ouvriers, ils risquaient d'entraîner des inégalités et des injustices.

On s'est alors efforcé de trouver un mode de calcul intermédiaire, celui dit « du trait » ; c'est le temps pendant lequel tous les ouvriers se trouvent au fond de la mine. Il est compté depuis le moment où descend la dernière équipe jusqu'à celui où la première se présente pour remonter.

C'est le dernier mode de calcul qui fut adopté, la journée devant être « calculée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant ».

Une disposition spéciale fut ajoutée à la demande des représentants des ouvriers mineurs du départe-

ment du Gard pour déterminer le mode de calcul dans les mines où l'entrée se fait également par galeries. Il existe en effet, dans les régions montagneuses, des exploitations qui comportent à la fois des puits et des galeries aboutissant au jour. Les mineurs peuvent emprunter les uns ou les autres pour se rendre à leur travail et il arrive, ainsi que l'indiqua M. de RAMEL à la Chambre des Députés, le 5 février 1902, qu'ils ont un sérieux avantage à circuler par les galeries. « Dans nos terrains tourmentés, les puits sont établis le plus souvent dans des ravins d'un accès difficile, si bien que l'ouvrier doit faire un parcours très long et très pénible, deux ou trois kilomètres au jour à travers la montagne, par de très mauvais sentiers, exposé aux intempéries, pour arriver à l'entrée du puits et de là descendre au fond de la mine ». Il aura donc, dans bien des cas, intérêt à circuler à l'abri du mauvais temps dans la galerie creusée à flanc de coteau et aboutissant à une recette souterraine du puits. L'article 1^{er} tenant compte de cette particularité indiquait que, « pour les mines où l'entrée a lieu par galeries, cette durée sera calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point ».

La loi ne distinguait pour l'entrée et la sortie que deux cas, suivant qu'elles ont lieu par puits ou par galeries d'accès, alors que la circulaire du 20 octobre 1905 du Ministre des Travaux publics envisageait toutes les autres combinaisons possibles et la manière de compter les huit heures d'après le système adopté par la loi.

Des détails dans lesquels entre à ce sujet la circulaire, le seul point qui nous intéresse consiste dans l'établissement d'une consigne non prescrite explicitement par la loi. L'exploitant était tenu d'y fixer l'heure de la fin de la descente et l'heure du commencement de la remonte et de la porter à la connaissance des ouvriers. La fixation du commencement et de la fin de la journée légale de travail n'était pas la seule question que soulevait le mode de calcul des huit heures, il y avait encore celle des repos pris au cours du travail, généralement au fond, mais, dans certaines régions, à la surface avec remontée au jour.

La proposition BASLY ne faisait pas mention des repos mais, en raison de la formule employée « huit heures de l'entrée à la sortie de la mine », elle comprenait implicitement la durée des repos, du moins pour ceux pris au fond (1).

La question donna lieu à de longues discussions, en raison de la difficulté qu'il y avait à régler par un texte unique des situations et des usages fort différents suivant les régions.

On s'arrêta à la solution suivante contenue dans l'article 2 de la loi de 1905 ; les repos seraient organisés par un règlement qui s'inspirerait des usages locaux. Pris au fond ou au jour, leur durée *s'ajouterait* à celle de la journée de travail fixée par l'article 1^{er} de la loi.

Si l'administration ne tenait de la loi aucun droit d'intervention pour fixer la durée et la répartition de ces repos, elle pouvait exiger et contrôler leur appli-

(1) 108.000 ouvriers prenaient leur repos au fond et 3.068 au jour.

cation notamment en s'assurant qu'il existait une consigne ou affiche fixant la durée et la répartition des repos selon les accords passés entre les intéressés.

On remarquera que cette consigne, contrairement à celle exigée par la circulaire pour la remonte et la descente des ouvriers, était explicitement prévue par la loi en son article 2.

Cependant l'auteur de la circulaire soumettait les deux consignes aux mêmes sanctions, comme nous le verrons lors de l'étude des sanctions.

Les huit heures n'étaient donc comptées ni d'après le temps de travail effectif ni d'après la présence dans la mine, mais selon un système mixte où se manifeste la tendance à l'adoption du temps de présence dans la mine comme base du calcul de la journée. Nous savons que ce sera le mode de calcul adopté en 1919, sans autre restriction que celle résultant du calcul par groupe et par poste. Quand intervint la loi de 1913, les bases du calcul de 1905 ne furent pas modifiées. Le temps du repos continua à être exclu des huit heures, ainsi que le temps moyen de la montée et de la descente calculé par groupes et par catégories d'ouvriers.

L'effort des syndicats se concentra sur la réglementation de la durée de la descente et de la remonte.

On a vu précédemment que, si la loi de 1905 avait fait une obligation de régler les repos par une consigne, elle n'en avait pas explicitement exigé une pour la détermination de l'horaire de la descente et de la remonte.

Le Ministre avait bien prescrit dans sa circulaire

l'établissement d'une consigne pour cet objet, au même titre que pour les repos, et il avait prétendu soumettre aux mêmes sanctions le défaut d'établissement de l'une comme de l'autre. Mais les commentateurs de la loi (1) n'avaient pas manqué de signaler combien était au moins douteuse la solution préconisée par le Ministre. Aussi le texte adopté par la Chambre, le 2 juillet 1907, indiquait « qu'une consigne acceptée et visée par l'Ingénieur en Chef de l'arrondissement minéralogique et dûment portée à la connaissance des intéressés par voie d'affiches fera connaître, en tenant compte de la nature et de la puissance des installations de la mine, pour les ouvriers de chaque poste et de chaque catégorie, l'heure du commencement et de la fin de la descente, l'heure à laquelle des moyens de remonte devront être mis à la disposition du personnel, comme aussi la durée totale de la remonte. La même consigne déterminera, le cas échéant, ce qu'il faut entendre par le fond de la galerie d'accès ».

Ce texte provenant de la Chambre peut être considéré comme l'expression des desiderata des ouvriers, et il y a lieu de remarquer qu'il ne cherche pas à introduire dans les huit heures ni les repos ni le temps de la descente et de la remonte, mais seulement à réglementer celles-ci en fixant leur point de départ et leur durée.

Il s'agissait de mettre désormais les Compagnies dans l'impossibilité d'éluder les prescriptions de la loi sur ces divers points en les faisant tomber sous le coup de

(1) Entre autres, M. Ménard, conseiller à la Cour d'Amiens. Lois nouvelles, 1^{er} mars 1906. Le travail dans les mines.

contraventions tandis que, sous le régime de la loi de 1905, elles étaient en règle avec celles-ci, quelle que fut l'heure du retour au jour des ouvriers dès lors que les appareils de remonte se trouvaient à l'heure fixée à la disposition du personnel.

On laissait cependant aux Compagnies le soin de fixer elles-mêmes cet horaire sous la garantie du visa de l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, avec obligation de le porter par voie d'affiche à la connaissance des intéressés.

Le fait que la consigne devait être dressée, pour chaque poste, et pour chaque catégorie d'ouvriers, avait paru laisser aux Compagnies une latitude suffisante pour leur permettre d'accommoder cet horaire aux nécessités de leur exploitation, le temps qui sépare le commencement et la fin de la descente, comme aussi la durée totale de la remonte devant varier essentiellement avec le nombre et l'importance des équipes. On pensait ainsi donner satisfaction aux Compagnies, et faire tomber une de leurs objections le plus souvent reproduite. Les rouleurs, par exemple, disait-on, ne peuvent transporter le charbon qu'après qu'il a été abattu par les piqueurs, par conséquent leur travail ne peut ni commencer ni prendre fin en même temps que celui des piqueurs. En fait, dans le Nord et le Pas-de-Calais, les herscheurs descendaient environ une heure après les ouvriers à la veine et remontaient deux heures après eux.

Au moyen de la consigne, il serait possible d'établir un horaire déterminé pour chaque poste et pour chaque

catégorie, l'intervalle entre les heures de descente de chaque catégorie pourrait être le même qu'entre les heures de remonte, ce qui assurerait l'application de la loi en laissant à l'exploitant une élasticité suffisante pour l'organisation du travail. En ce qui concerne les mines où l'entrée a lieu par galeries, il était prévu que les huit heures seraient calculées depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point. La consigne devait déterminer ce qu'on entendait par le fond de la galerie d'accès d'accord avec les services du contrôle. Dans l'esprit des auteurs de la proposition, le temps nécessaire pour atteindre le fond de la galerie ne devait jamais excéder la durée raisonnable et normale admise pour la circulation par puits.

Des dispositions qui précèdent (adoptées par la Chambre en 1907), il résultait que la consigne devait établir quatre « barrières », l'une fixant l'heure du commencement, une autre celle de la fin de la descente, une autre celle à laquelle les appareils de remonte devraient être à la disposition des ouvriers, et enfin celle de la durée totale de la remonte.

Le Sénat, en 1910, tout en admettant la nécessité de la consigne, avait supprimé la première et dernière de ces dispositions. Il n'admettait pas qu'on fixât, ni l'heure du commencement de la descente, sous prétexte que les ouvriers suivant la distance de leurs habitations à la mine arrivent au puits à des heures différentes, ni la durée totale de la remonte, en raison de l'impossibilité matérielle où se trouveraient les ouvriers d'arriver tous au même moment à la recette, les chantiers où ils travaillent se trouvant plus ou moins éloignés.

Par la barrière fixant l'heure du commencement de la descente, les ouvriers voulaient empêcher certains mineurs de descendre avant les autres pour « parer la taille », c'est-à-dire mettre le chantier en état avant le commencement de la journée de travail.

Pour les autres mineurs, ces travailleurs zélés qui n'étaient rien que des « dévorants » descendant dans le puits deux ou trois heures avant l'ouverture normale du chantier pour s'emparer des bois et causer ainsi un préjudice permanent aux ouvriers sérieux qui, leur dure tâche remplie, ont besoin d'un repos suffisamment réparateur » (1).

Quant à la disposition fixant la durée totale de la remonte, qualifiée par M. BOUDENOOT de consigne guillotine, les représentants des ouvriers prétendaient que la supprimer équivalait à ruiner toute l'efficacité de la loi, que la fixation de l'heure du commencement de la remonte perdrait ainsi tout son intérêt et toute sa raison d'être, que la faculté d'établir les consignes, non seulement suivant les puits, ce qui aurait peut-être été insuffisant, mais encore suivant les postes et les catégories d'ouvriers, paraissait devoir laisser aux Compagnies une latitude suffisante pour leur permettre de donner à l'organisation des exploitations toute la souplesse désirable. En réalité, cette disposition, comme celle tendant à fixer l'heure de la descente, était moins dirigée contre les Compagnies que contre les ouvriers.

La première était destinée à empêcher des ouvriers de descendre avant l'heure d'ouverture normale des

(1) N° 1180, annexe à la séance du 22 février 1912 Documents parlementaires, page 125.

chantiers. Celle fixant la durée de la remonte avait pour but de mettre dans l'impossibilité les ouvriers qui le désiraient de rester au fond de la mine après l'heure de fermeture normale des chantiers. Il s'agissait de barrer toute prolongation de la journée, soit du côté du commencement, soit du côté de la fin de la journée.

On faisait valoir à l'appui de ces exigences des motifs d'ordre et même de sécurité, alors que les raisons essentielles et profondes étaient de contraindre tout le personnel soumis à la loi à ne faire que huit heures.

Aussi, malgré l'opposition manifestée par le Sénat, en 1910, la Commission des mines de la Chambre maintenait-elle, en 1912, sa manière de voir en ce qui concerne la nécessité d'une consigne et son contenu.

Au cours de la discussion qui eut lieu devant la Chambre, et en vue de laquelle avait été établi le rapport Durafour, la question du mode de calcul des huit heures se trouvait encore compliquée par des points nouveaux soulevés en séance par voie d'amendement. C'est ainsi que la question de la réglementation des *repos*, dont il n'avait plus été question depuis 1905, celle d'une fixation légale maxima de la longueur des galeries d'accès, et celle de l'interdiction pour un même ouvrier de faire partie de deux postes dans l'espace de 24 heures, de descendre après l'heure fixée par la consigne, vinrent s'ajouter à celle des barrières à introduire dans la consigne.

Le Sénat fut d'avis que, si à la rigueur on pouvait fixer la durée des *repos*, il était impossible de déterminer,

même pour une seule fosse, l'heure à laquelle ils devaient être pris par tout le personnel. Le repos « coïncide avec le repas, sa durée est réglée par la coutume. Mais, aux alentours de l'heure traditionnelle, les ouvriers le prennent quand il leur plaît, suivant l'état de leur chantier et de leur travail, et aussi suivant leur gré. Il serait déraisonnable de les gêner à ce propos ».

Les délégués des ouvriers eux-mêmes ne demandaient pas qu'on fixât *l'heure*, mais seulement la *durée* des repos. C'est ce que décida l'article 9 b de la loi du 31 décembre 1913. On admit que la descente ne devait durer que le temps raisonnablement nécessaire, et qu'enfin l'écart entre la durée de la descente et celle de la remonte devait être d'une demi-heure au maximum.

Le Sénat aurait voulu cependant qu'on n'apportât pas une rigueur absolue et intransigeante dans la notation à la minute de l'heure limite de la remonte, qu'on ne fît pas de la consigne une consigne « guillotine » si, à l'heure fixée pour la fin de la remonte, il restait au fond de la mine plus ou moins près du puits un certain nombre d'ouvriers à remonter. Quel que fut le motif pour lequel ils auraient été retardés, le Sénat demandait qu'on pût les remonter sans risque pour l'exploitant d'être mis en contravention, cela, dans le but d'éviter des accidents par suite de bousculades, de l'entrée des ouvriers en surnombre dans les cages, et de la précipitation dans les manœuvres.

Comme correctif au système des consignes qu'il déclare mauvais en soi, il aurait voulu voir adopter

ce qu'il appelle « une période tampon », consistant en un délai de vingt minutes, par exemple, après l'expiration de l'heure réglementaire pendant lesquelles la contravention ne pourrait pas être dressée pourvu que, sur une période d'une certaine durée, la quinzaine par exemple, l'heure réglementaire n'ait pas été dépassée de dix minutes. Après discussion sur la durée de la période tampon, l'idée fut abandonnée sur la déclaration formelle et réitérée du ministre qu'on donnerait aux consignes un jeu suffisant par une application large et libérale.

Quand l'entrée avait lieu par galeries, la loi de 1905 s'était bornée à déclarer que la durée des huit heures serait calculée depuis l'arrivée au fond de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

La Chambre, en 1907, le Sénat, en 1910, avaient reproduit cette disposition sans modification. En 1912, la Chambre s'avisa de situer à une distance maximale et uniforme de mille mètres le point qui constituerait le fond de toute galerie d'accès, parce qu'on lui aurait signalé une galerie mesurant 4 kilomètres à la mine de lignite de Trets (Bouches-du-Rhône) exploitée par la Compagnie de la Grand-Combe. Cette galerie aurait été établie à l'origine pour éviter aux ouvriers un parcours beaucoup plus long pour se rendre au puits par lequel ils pénétraient précédemment dans la mine. Et il fut signalé que des situations analogues n'étaient pas rares. Cette réglementation risquait de se retourner contre les ouvriers, si la Compagnie reportait l'entrée de la mine au point qui lui était le moins

désavantageux. La Commission du Sénat proposa au Ministre du Travail de se mettre d'accord pour supprimer ce texte malencontreux, et on transigea en fixant à 1.200 mètres au lieu de 1.000 mètres le fond « légal » de la galerie d'accès, et en décidant que le parcours au delà de cette distance ne serait compris dans les huit heures que si des moyens mécaniques n'étaient pas mis pour le parcourir à la disposition des ouvriers.

La Chambre avait introduit, à la même date, dans l'article premier, un paragraphe nouveau déterminant les principes suivant lesquels devait être faite la rédaction des consignes. Au Sénat, cette disposition fut adoptée en corrigeant la rédaction qui avait été improvisée. En dernier lieu, il fut décidé que les consignes devaient être « basées sur l'appréciation du temps raisonnablement nécessaire aux opérations, en tenant compte d'une part de la nature de la mine et, d'autre part de ses installations, de leur meilleur aménagement possible pour une circulation rapide, ainsi que des conditions de l'exploitation et de l'entretien ».

Deux autres dispositions avaient été introduites par la Chambre dans le texte : l'une, qui interdisait des « doublages », c'est-à-dire la possibilité pour un ouvrier qui avait fait partie d'un poste de faire partie d'un nouveau poste dans les vingt-quatre heures ; elle fut rejetée par la Commission du Sénat, d'accord en cela avec le Gouvernement, sur la remarque de ce dernier que les termes de l'article 2 de la loi joints à la loi sur le repos hebdomadaire suffiraient à prévenir les

abus. L'autre ainsi libellée fut maintenue : « Il n'est pas interdit de laisser descendre des ouvriers après l'heure réglementaire fixée par la consigne pour leur catégorie. Dans ces cas, ils seraient soumis, en ce qui concerne la remonte, aux mêmes obligations que les ouvriers de leur poste et de leur catégorie ». Cette disposition, de nature à favoriser les descentes tardives individuelles faites en dehors de l'heure normale fixée par les consignes et susceptibles de devenir un danger pour la sécurité, ne paraît pas très justifiée.

Entre temps, il avait été admis que, pour la rédaction de la consigne, l'avis des délégués mineurs devait être pris.

L'exploitant les établissait lui-même, les soumettait au service des mines qui les visait après avoir pris l'avis du délégué mineur. Les difficultés seraient tranchées par le Ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des mines. Elles étaient révisées dans la même forme, soit sur l'initiative de l'exploitant, soit sur celle du service des mines toutes les fois qu'il se produisait un changement important dans les circonstances qui avaient présidé à leur établissement.

Le seul mode accepté par la loi pour porter ces consignes à la connaissance des intéressés était l'affichage.

Les points, qui devaient être réglementés par ces consignes séparément pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers, étaient l'heure du commencement de la descente, celle de la fin de la descente, la durée des repos collectifs, l'heure à laquelle les

moyens de remonte devaient être mis à la disposition du personnel, l'heure de la fin de la remonte. Dans les mines où l'entrée et la sortie se faisaient par galeries d'accès, la consigne devait indiquer si des moyens de transport mécaniques étaient mis à la disposition des ouvriers pour parcourir cette galerie, leur nature, les conditions dans lesquelles les ouvriers étaient admis à les utiliser, enfin le point de la galerie qui devait être considéré comme le fond. Ces divers points devaient être réglés d'après l'appréciation du temps raisonnablement nécessaire aux opérations en tenant compte de la nature de la mine, de ses installations, de leur meilleur aménagement possible pour une circulation rapide, ainsi que des conditions de l'exploitation et de l'entretien. Pour ces appréciations, on devait donc tenir compte, non seulement de l'état de choses existant, mais aussi des améliorations possibles pratiquement.

Il était un seul point pour lequel des limites précises étaient fixées par la loi, c'était l'écart qui pouvait exister entre la durée de la remonte et celle de la descente. Il ne pouvait pas être de plus d'un quart d'heure, cependant il était possible de le porter à une demi-heure en cas de nécessité reconnue par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique.

Quant au personnel des catégories énumérées à l'article 9 de la loi, machinistes et leurs aides, chargeurs d'accrochage, conducteurs de chevaux et leurs aides, palefreniers, ouvriers boute-feux, ouvriers chargés de l'entretien des puits et appareils servant à la cir-

culatlon de l'air, des eaux et du personnel, ouvriers spécialistes non occupés au travail de la mine, une consigne devait les diviser en autant de catégories qu'il était nécessaire, et s'efforcer dans toute la mesure du possible, pour déterminer la durée de leur présence au fond, d'adopter les règles prévues pour le personnel, dont la durée de la journée était fixée par la loi. Telle a été la réglementation successive du mode de calcul de la durée de la journée de huit heures pour les mineurs, tant qu'ils ont été seuls à bénéficier de cette limitation. Il convient de faire remarquer que les dispositions de la loi de 1913 n'ont pu pratiquement être appliquées. La loi devait entrer en vigueur, aux termes de son article 5, six mois après sa promulgation, c'est-à-dire le 1^{er} juillet 1914, un mois à peine avant la déclaration de guerre. Au lendemain de la paix, la réglementation de la durée du travail minier subit de nombreuses et profondes modifications notamment pour la computation des huit heures.

Nous assistons au triomphe de la théorie qui prétend confondre le travail effectif et la durée de présence pour en faire une journée de travail. Les huit heures sont calculées sans restriction, d'après la durée de présence, par l'incorporation dans ces huit heures de la totalité du temps nécessaire à la descente et à la remonte ainsi que celui des repos.

La journée de travail reste limitée à huit heures, mais le système adopté, en 1905, a été renversé; le calcul se fait « depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des *premiers* ouvriers descendant jusqu'à

l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des *derniers* ouvriers remontant ».

L'article 10 prévoit que le calcul se fera, non pas individuellement, mais par poste et par catégorie, pour permettre d'accommoder les horaires aux nécessités de l'exploitation. Néanmoins, le Conseil général des Mines et le Ministre du Travail estiment que « les termes employés par le législateur ne permettent pas de fractionner pour le calcul des huit heures une opération continue et ininterrompue de descente ou de remonte par équipes affectées à différents quartiers de la mine, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles telles, que, par exemple, l'existence de deux champs d'exploitation réalisant en fait deux mines distinctes desservies par un seul puits pour la circulation du personnel ». La circulaire prend encore le soin d'indiquer la façon de composer les catégories prévues par la loi et interdit de faire descendre ou remonter un ouvrier d'une catégorie déterminée pendant la période réglementaire affectée par les horaires à une autre catégorie.

Le paragraphe 2 de l'article 10 détruit tout le système élaboré précédemment par les mines où l'entrée a lieu par galeries. On ne tient plus compte de leur plus ou moins grande longueur et de la façon dont la circulation y est aménagée, les huit heures seront calculées, comme dans le cas des mines desservies par des puits, depuis l'arrivée à l'entrée de la galerie d'accès jusqu'au retour au même point.

Cependant il existe certains cas pour lesquels la circulaire prévoit des dérogations, non en vue certes

de favoriser les exploitants ; comme la loi, elle s'efforce de réduire le plus possible le travail effectif et ces dérogations sont prévues uniquement pour éviter que ce mode de calcul ne se retourne contre les ouvriers.

Il existe, notamment en pays de montagnes, des mines dont l'entrée a lieu à la fois par puits et par galerie. Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que ces galeries sont généralement creusées pour éviter aux ouvriers un parcours souvent long et pénible. Il est non moins certain que la circulation par galerie, même à l'aide d'appareils mécaniques de locomotion, est moins rapide que celle effectuée dans les puits par cages. Les Compagnies auraient donc maintenant avantage à décider que l'entrée se fera uniquement par le puits. La circulaire, n'osant pas aller jusqu'à leur interdire cette prétention, admet, dans ce cas particulier, l'assimilation de la galerie d'accès à une route en tunnel jusqu'à son point de rencontre avec le puits d'extraction et la durée du travail n'est comptée que depuis l'arrivée à ce point de rencontre.

On sait à la suite de quelles discussions on décida de calculer les huit heures d'après la seule durée de présence. Il était difficile, — nous ne disons pas impossible, ni injustifié, — d'appliquer aux mineurs le mode de calcul de la durée de la journée de droit commun d'après le travail effectif. Cette difficulté résultait des deux faits suivants : en premier lieu ces travailleurs avaient joui d'une réglementation de la durée de journée de travail calculée d'après un système mixte « le trait », comprenant dans les huit heures

tout le temps de travail et une partie du temps de présence, en second lieu, la nature même du travail de la mine, l'endroit où il doit être exécuté exigeant, pour que l'ouvrier y accède, un trajet assez long que les travailleurs de l'industrie et du commerce n'ont généralement pas à parcourir.

De ces deux faits, il serait inévitablement résulté, si on avait adopté pour les mineurs le calcul des huit heures d'après leur travail effectif, que les huit heures auraient été prolongées pour eux de tout le temps nécessaire pour se rendre de l'entrée de la mine au chantier et en revenir, ainsi que de celui des repos. Et même, si on n'avait pas voulu revenir en arrière, si on s'en était tenu au mode de calcul des huit heures adopté en 1905 et en 1913, avec exclusion du temps des repos, il n'en serait pas moins résulté que les mineurs se seraient trouvés, sous le rapport de la durée de la journée de travail, dans une situation moins favorisée que les autres travailleurs de l'industrie et du commerce. Et cette situation se serait produite à la suite d'une période d'une quinzaine d'années au cours de laquelle les travailleurs de la mine avaient joui sous le rapport de la durée de la journée de travail sinon en fait, en raison de la guerre, du moins en droit, d'un régime plus favorable que celui des autres ouvriers. Ces considérations *expliquent* en partie les revendications présentées avec l'appui de grèves par les mineurs, mais elles *ne les justifient pas* plus que le vote d'une loi qui, sous le prétexte de tenir compte du caractère pénible du travail souterrain, sacrifia l'intérêt général à une question de soi-disant égalité.

CHAPITRE V

CONVENTIONS ET USAGES
FIXANT POUR LA JOURNÉE NORMALE
UNE DURÉE INFÉRIEURE A HUIT HEURES
DÉROGATIONS
PERMETTANT DE FAIRE PLUS DE HUIT HEURES

§ I. — CONVENTIONS ET USAGES

Les trois lois de 1905, 1913 et 1919 sur la détermination légale de la journée de travail des mineurs contiennent des dispositions permettant, dans certains cas, d'en fixer la durée normale, soit à moins, soit à plus de huit heures.

La diminution des heures de travail résulte de « conventions et d'usages équivalant à des conventions » et leur augmentation de « dérogations ».

La fixation de la durée normale de la journée à moins de huit heures a été prévue dans les trois lois en des termes identiques. Il y est dit qu'« il n'est porté aucune atteinte aux conventions et aux usages équivalents à des conventions qui, dans certaines exploitations, ont fixé pour la journée normale une durée inférieure à celle fixée par les articles précédents ».

Cette disposition n'avait pas soulevé d'objection au cours de l'élaboration de la loi de 1913, et la circulaire ministérielle du 12 juin 1914 ne lui consacre aucun développement. Il n'en avait pas été de même lors de l'application de la loi de 1905.

Les discussions avaient porté sur le fait de savoir si

la fixation à huit heures de la durée légale de la journée de travail devait être entendue comme un maximum ou comme une limite absolue.

Si cette fixation avait ce dernier caractère, il était possible de s'écarter des usages et conventions antérieures limitant la journée à moins de huit heures et d'exiger une durée de travail supérieure jusqu'à huit heures, sans qu'il y ait « dérogation ».

L'origine de cette disposition paraît être l'article 3 de la loi du 9 septembre 1848 ainsi conçu : « Il n'est porté aucune atteinte aux usages et conventions qui, antérieurement au 2 mars, fixaient pour certaines industries la durée de la journée de travail à un nombre d'heures inférieur à douze ». Cet article avait été inséré dans la loi pour mettre fin à certaines contestations entre patrons et ouvriers de l'industrie du bâtiment. Les uns prétendaient, en invoquant la loi, ne plus devoir tenir compte des conventions antérieures, et exiger le maximum d'heures prévu par la loi, les autres protestaient avec raison contre une telle interprétation.

En 1905, cette disposition fut incorporée dans la loi, à la suite d'un amendement de M. GROUSSIER destiné à empêcher que fut relevée jusqu'au maximum légal la durée de la journée qui, dans certaines exploitations du Nord et du Pas de Calais, lui était inférieure.

On ne voulait pas qu'une loi destinée à améliorer le sort de la généralité des ouvriers put avoir pour résultat d'aggraver la situation d'un certain nombre d'entre eux.

Des difficultés s'élevèrent, dans le Nord et le Pas-de-

Calais, où les ouvriers faisaient, au cours de la seconde quinzaine de novembre précédant le chômage de la Sainte-Barbe, des « longues coupes », c'est-à-dire travaillaient deux ou trois heures de plus par jour pour augmenter leurs salaires en prévision des jours de fête.

Si ces longues coupes intervenaient dans des exploitations soumises à la limite légale de la journée de travail, elles constituaient des « dérogations » nécessitant l'autorisation de l'ingénieur des mines.

Mais si elles avaient lieu dans des mines où la journée, en vertu de conventions ou d'usage, était inférieure à la durée fixée par la loi, et si elles ne dépassaient pas la durée légale de la journée de travail constituaient-elles encore des dérogations soumises à autorisation ou bien pouvaient-elles être librement pratiquées ? La circulaire du 20 octobre 1905 admettait que, si, dans ces mines, les conventions ou les usages avaient conservé le système des longues coupes, celles-ci pouvaient être pratiquées sans autorisation, à condition de ne pas dépasser la durée légale du travail. Il suffisait d'afficher, près du puits à côté de la consigne générale, un avis spécial pour chacune de ces longues coupes toujours facultatives pour les ouvriers. Cette interprétation souleva des protestations et, à la suite d'une interpellation, le Ministre, par la circulaire du 1^{er} février 1906, revint sur la première manière de voir. Il était désormais exigé une autorisation, comme s'il s'agissait d'une dérogation véritable, pour permettre une longue coupe, même si la durée totale du travail ne dépassait pas *huit heures*, le maximum légal.

Dans la première interprétation, il avait été admis, conformément à la logique, que l'efficacité de l'usage ou de la convention s'étendait non seulement à la limitation de la journée de travail à une durée inférieure à celle prévue par la loi, mais encore à toutes les modalités de cette durée, sans toutefois excéder la limite légale.

Dans la seconde, au contraire, l'usage et les conventions n'avaient de valeur que si elles réduisaient le temps normal de la durée du travail, ce qui revenait à choisir arbitrairement entre les effets de l'usage et les clauses des conventions qui forment généralement un tout indivisible.

On ne voit pas pourquoi des ouvriers bénéficiant d'une journée de travail moins longue que l'ensemble des travailleurs de la même industrie ne peuvent pas prolonger leur travail dans les limites légales sans autorisation. Il faut rechercher la raison de cette interprétation, non dans les explications du ministre, mais dans la volonté des syndicats, qui ont toujours poursuivi la réduction de la journée de travail. Leur façon de procéder consiste à déclarer que, dans telles exploitations, on ne travaille que tant de temps, et que la nouvelle réglementation ne fera que confirmer légalement un état de fait. En 1919, comme en 1913, la fixation de la durée normale de la journée à un temps inférieur au temps légal, en vertu de conventions ou d'usages, ne souleva pas de difficultés. Cette disposition a été reproduite dans la loi sans avoir donné lieu, ni à débat soit dans les Commissions, soit en discussion

publique, ni même à mention dans les divers rapports intervenus à cette occasion. M. Drivet se borne à indiquer son adoption par la Commission des mines de la Chambre. Il semble qu'elle soit intervenue un peu par habitude, car nous ne pensons pas qu'elle ait encore sa raison d'être à la suite d'une nouvelle et si considérable réduction de la journée de travail du mineur.

§ II. — LES DÉROGATIONS

La durée de la journée de travail peut donc se trouver réduite au-dessous de la limite légale par des usages ou des conventions ; il est aussi possible de la prolonger au delà de cette durée dans certaines conditions. Ces prolongations donnent lieu à ce que l'on a appelé des « dérogations » et ont été l'objet de diverses réglementations. Elles ont tenu une place importante dans les deux premières lois de 1905 et de 1913, où elles ne constituaient pas une innovation. Un grand nombre de lois réglementant le travail contiennent des dispositions analogues destinées à permettre et à faciliter leur application.

Dans les mines, les dérogations ont été très largement admises et à peine réglementées en 1905. En 1913, elles ont été maintenues d'une manière à peu près aussi libérale, mais accordées selon une réglementation rigoureuse destinée à éviter le retour des abus qui s'étaient produits de 1905 à 1913. La loi Durafour n'en comporte plus que deux destinées à ne jouer qu'exceptionnellement et dans de telles conditions qu'on peut conclure à leur disparition effective.

C'est par une évolution toujours soucieuse des seuls intérêts des ouvriers mineurs que ce résultat a été atteint en deux étapes. La proposition Basly de 1900 ne prévoyait pas de dérogations, tout au plus son auteur envisageait-il le cas de travaux urgents pour la sécurité des ouvriers.

C'est au cours de l'élaboration de la loi que cette idée apparut pour sauvegarder l'existence de certaines mines dites « malades ». Ces exploitations situées dans le midi et particulièrement dans l'arrondissement minéralogique d'Alais risquaient de se trouver dans la nécessité de suspendre leur exploitation après l'expiration des délais accordés pour l'application de la loi, par suite de l'impossibilité de modifier leurs installations ou de la nature du gisement particulièrement ingrat et difficile à exploiter.

Pour éviter une telle extrémité, et surtout en raison de l'état déficitaire de notre production par rapport à notre consommation, on prévut la possibilité de dérogations permanentes accordées sur la demande des exploitants par le Ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des mines.

On avait songé, pour augmenter les garanties contre la multiplication des dérogations de cette nature, à déterminer par un règlement d'administration publique les cas dans lesquelles elles pourraient être accordées. Cette idée fut abandonnée pour éviter les lenteurs de la procédure devant le Conseil d'Etat et on se borna à admettre que la décision du ministre serait susceptible d'un recours pour excès de pouvoir. Toute une

procédure sur laquelle il est inutile d'insister, puisqu'elle est aujourd'hui sans objet, était prévue par la circulaire du 20 octobre 1905.

La loi admettait, en même temps que des dérogations permanentes, des dérogations temporaires applicables à toutes les mines pour des motifs divers et accordées par l'Ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique.

Leur durée ne devait pas dépasser deux mois, mais elles étaient renouvelables indéfiniment. On avait pensé un peu naïvement obvier ainsi aux abus.

Ces dérogations pouvaient être accordées en cas d'accidents à éviter ou à réparer, en cas de nécessités occasionnelles et en cas d'accord entre les ouvriers et l'exploitant pour le maintien de certains usages locaux. S'il y avait urgence absolue, l'exploitant pouvait prolonger la durée légale du travail sans attendre l'autorisation nécessaire.

La circulaire ministérielle prévoyait une procédure compliquée et minutieuse pour l'obtention des dérogations, mais les inconvénients qui pouvaient en résulter n'apparurent pas, pour la double raison que la loi ne s'appliquant qu'à une partie du personnel, celui chargé de l'abatage, il était possible de prolonger la journée des autres ouvriers sans donner lieu à dérogation, et surtout par suite de la manière abusive dont furent pratiquées les dérogations « occasionnelles ». Ces abus, en certains cas, furent tels que la loi ne s'appliquait qu'exceptionnellement.

Les dérogations occasionnelles étaient prévues pour

permettre de faire des « longues coupes » ou « la redouble ». Cela consistait à travailler un certain nombre d'heures supplémentaires après la journée normale, notamment en hiver, les samedis et veilles de fêtes entraînant un chômage. Cette pratique permettait à l'ouvrier de gagner une plus forte quinzaine et aux Compagnies de faire face à de plus importantes demandes de charbon, sans augmenter le nombre de leurs ouvriers par des embauchages qui n'auraient pu être maintenus.

Quand la Commission du Sénat fit une enquête approfondie avant le vote de la loi de 1913, il lui fut révélé que certains ouvriers descendaient une heure ou une heure et demie avant les autres pour « parer » la taille et même commencer l'abatage.

A Lens, la durée des longues coupes était de trois mois à raison d'une heure par jour de travail supplémentaire.

Ces renseignements émanaient des exploitants et n'étaient donc pas suspects, il ne faut donc pas être surpris d'entendre MM. LAMENDIN, BASLY et BOUVERI se plaindre amèrement de l'abus des dérogations. M. BOUDENOOT déclarait aussi que si les ouvriers demandaient la modification de la loi de 1905, « c'est surtout parce que l'abus des dérogations a été tel dans certaines exploitations que cela a permis d'avancer qu'il est des mines où, pour ainsi dire, la loi de huit heures ne fonctionne pas » (1).

(1) Doc. Parl. Sénat N° 322, annexe à la séance du 22 juillet 1913, page 1206.

Toutefois, on n'estima pas possible la suppression pure et simple des dérogations.

En 1907, la Chambre fixa à trente heures par an, et à raison de deux heures par jour, les dérogations possibles pour parer à la pénurie de combustible.

En 1909, le Sénat porta ce chiffre à quatre vingt-dix heures et prévint même celui de cent cinquante heures, moyennant l'approbation ministérielle.

Les ouvriers craignaient que le déséquilibre constant de la production houillère par rapport à la consommation fut considéré comme un état de crise permanent et permit de continuer d'une manière abusive la pratique des dérogations. Les discussions qui se poursuivirent entre le Sénat et la Chambre aboutirent aux décisions suivantes :

On prévoyait trois catégories de dérogations temporaires.

1^o Des dérogations pouvaient être accordées par l'Ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, après avis du délégué mineur, soit à la suite d'accident, soit pour un motif de sécurité, mais seulement pour une période très courte.

2^o Pour faire face aux « nécessités occasionnelles » ou pour maintenir certains usages locaux, la loi accordait aux exploitants un maximum de soixante heures de dérogations annuelles avec maximum de deux heures par jour. Il leur suffisait de prévenir l'Ingénieur en chef, afin de lui permettre de tenir un compte exact des heures de dérogations utilisées.

Ces heures de travail supplémentaire étaient facultatives pour les ouvriers, contrairement à celles faisant l'objet de la première catégorie de dérogations.

3^o Enfin des dérogations temporaires étaient encore prévues en cas de crise exceptionnelle de combustible, ou pour les besoins de la défense nationale. Seul le Gouvernement pouvait les accorder et en préciser la durée.

La loi de 1905 avait prévu en outre, comme nous l'avons vu, des dérogations permanentes pour permettre aux mines dites « malades » de poursuivre leur exploitation ; celle de 1913 ne crut pas devoir modifier sur ce point l'article 2 du livre II du Code du Travail, et les instructions de la circulaire du 20 octobre continuèrent à s'appliquer.

La loi votée le 31 décembre 1913 ne devait être appliquée que le 1^{er} juillet 1914, la guerre survenant en août, et la cessation des hostilités ayant été fixée au 24 octobre 1919, on peut considérer que le régime des dérogations, si laborieusement élaboré de 1905 à 1913, n'a pas été appliqué, ou plus exactement la période de 1914 à 1919 s'est écoulée sous le régime des dérogations prévues pour les besoins de la défense nationale.

Le vote du système des dérogations de la loi de 1913 souleva des critiques ; on lui reprochait de ne pas être assez large et d'aller à l'encontre des intérêts des consommateurs. Dans l'industrie, où la journée était de dix heures, et non de huit, comme dans les mines, on avait admis quatre vingt-dix jours de dérogations, à raison de deux heures par jour, soit 180 heures par an.

On ne travaillait que deux cent quatre-vingt-cinq jours par an dans les mines, contre trois cents dans l'industrie, et l'écart entre la consommation et la production houillère augmentait sans cesse, surtout depuis l'application de la loi de 1905, malgré le supplément de main-d'œuvre embauché, malgré les améliorations de l'outillage.

En 1919, quand fut déposé le projet Durafour, la situation extrêmement critique du marché houiller exigeait le maintien des dérogations, et elles étaient plus que jamais indispensables après le vote d'une loi réduisant encore la durée du travail déjà très insuffisante pour assurer les besoins de la consommation.

Dans ce cas encore, il ne fut tenu aucun compte de la situation économique, ni de l'intérêt général, mais uniquement de la volonté des représentants des ouvriers et, quelle que fut la puissance des raisons exigeant le maintien d'heures supplémentaires, l'abolition des dérogations fut pratiquement votée.

Non seulement les dérogations pour des nécessités occasionnelles ou pour le maintien de certains usages locaux sont abolies, mais celles accordées par le gouvernement pour remédier à une crise exceptionnelle due à la pénurie de combustible le sont également.

Bien mieux, le législateur, dans son ardeur à satisfaire aux revendications ouvrières, décida la suppression des dérogations prévues par l'article 12 de la loi de 1913 pour le cas d'accident ou pour un motif de sécurité.

Exceptionnellement, l'article 13 permet de prolon-

ger au delà de huit heures la durée de la journée de travail en cas de guerre, ou de tension extérieure, et la circulaire du 16 février prend le soin de préciser que la période de tension extérieure est « la période de paix très courte qui précède généralement la déclaration d'un conflit imminent ».

Ce texte doit être interprété d'une façon très étroite et considéré comme désignant l'imminence de la guerre.

Au moment le plus difficile de l'affaire de la Ruhr, au début de 1923, une demande d'autorisation d'heures supplémentaires fut adressée au ministre. Ce dernier la refusa estimant que la situation ne présentait pas la gravité voulue (1).

En 1913, malgré la prévention signalée contre les dérogations, on n'avait pas cru pouvoir modifier en quoi que ce soit le système prévu pour les mines dites « malades ». On avait estimé qu'il valait mieux leur accorder un régime d'exception que de les contraindre à cesser leur exploitation. En 1919, ces dérogations permanentes disparurent avec les autres. Il est inutile de faire ressortir qu'on ne tint jamais compte de la production, et la disparition éventuelle de quelques exploitations ne causait aucune inquiétude aux ouvriers qui savaient dans quelle crise de main-d'œuvre se débattaient les Compagnies, crise que la nouvelle loi ne ferait qu'aggraver.

Si ces mines ont pu continuer leur exploitation, ce n'est que par suite du bouleversement monétaire, et

(1) « La loi de huit heures », par Jean Beaudemoulin, p. 131.

leur abandon est à prévoir avec le retour à une situation normale. Non seulement la situation commandait impérieusement le maintien des dérogations dans les mines, mais leur suppression ne se justifiait pas au moment où la loi du 23 avril en prévoyait de permanentes et de temporaires pour permettre l'application du régime des huit heures dans les différentes industries.

C'était accorder un nouveau privilège aux mineurs déjà favorisés quant à la durée du travail par rapport aux ouvriers des autres corporations.

CHAPITRE VI

LE CONTROLE ET LES PÉNALITÉS

§ I. — LE CONTROLE

La mine appartenant en général à une société il faut, pour que les autorités chargées du contrôle puissent exercer leur surveillance utilement, qu'elle soit dirigée par un chef responsable. Cette exigence est précisée par l'article 7 de la loi du 27 avril 1838 d'après lequel les travaux d'exploitation doivent être soumis à une direction unique.

S'il en était autrement, le Préfet pourrait ordonner la cessation partielle ou complète des travaux. Le concessionnaire est tenu, en application de ce principe, de faire connaître à l'Ingénieur en chef des Mines le nom du Directeur technique des travaux (1).

L'existence d'une législation spéciale aux mines permet à l'Administration d'intervenir dans l'exploitation d'une concession pour veiller :

- 1^o A la conservation de la richesse minérale.
- 2^o A la protection de la surface.
- 3^o A la protection du personnel.

Nous n'avons, ici, à considérer que l'intervention de l'administration en faveur du personnel, et uniquement pour les questions de durée du travail. La loi

(1) Décret du 14 janvier 1909 réglementant l'exploitation des mines.

du 2 novembre 1892 confie aux ingénieurs et contrôleurs des mines, en ce qui concerne l'exploitation des mines, minières et carrières, les attributions des inspecteurs du travail placés pour ce service, d'abord sous l'autorité du Ministre du Commerce et de l'Industrie et, aujourd'hui, sous celle du Ministre du Travail. Cependant, ils restent sous l'autorité du Ministre des Travaux publics pour la surveillance de la sécurité ou de l'hygiène (1).

CONSTATATION DES INFRACTIONS. — Les infractions aux dispositions légales sont constatées par les ingénieurs et les contrôleurs des mines, au moyen de procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Si le procès-verbal est nul ou s'il n'en a pas été dressé, on admet la possibilité de faire la preuve par tous les moyens. Cependant, la poursuite a presque toujours pour origine un procès-verbal (2). Quand il s'agit de constater une infraction aux articles 9 et 13 du Code du Travail, la loi exige la rédaction des procès-verbaux en trois exemplaires, au lieu de deux, chiffre normalement requis.

Un exemplaire est destiné au Préfet du département où l'infraction a été constatée, un autre sera adressé au parquet de l'arrondissement où cette infraction a eu lieu et où elle sera poursuivie, et le troisième exemplaire sera remis au contrevenant.

LES DÉLÉGUÉS MINEURS. — Ils ont été institués par la loi du 8 juillet 1890 modifiée à différentes reprises

(1) Article 95, Livre II du Code du Travail.

(2) Protection du Travail industriel, par MM. MÉNIARD et LENOURY.

et font l'objet des articles 120 à 157 du livre II du Code du Travail.

Ces délégués ont parmi leurs fonctions celle de signaler les infractions relevées par eux, au cours de leurs visites des travaux souterrains, aux dispositions relatives à la durée du travail.

Il existe à chaque puits un registre spécial fourni par l'exploitant et mis à la disposition du personnel. Le délégué est tenu d'y inscrire l'heure du commencement et de la fin de son inspection ainsi que l'itinéraire suivi. Les observations qu'il peut avoir relevées y sont inscrites, le jour même ou au plus tard le lendemain de la visite. Si l'exploitant le juge bon, il peut consigner ses observations en regard de celles du délégué. Délégué et exploitant sont tenus de faire parvenir sans délai au Préfet des copies de leurs consignations sur le registre ; elles sont destinées à être communiquées aux ingénieurs des mines (1).

Les délégués mineurs effectuent quatre sortes de visites : les visites réglementaires bimensuelles, les visites à la suite d'accidents, les visites pour accompagner les ingénieurs ou contrôleurs des mines et les visites de contrôle de la durée du travail.

Ces dernières seules nous intéressent, elles font l'objet de l'article 2 de la loi du 24 juin 1919.

Cet article 2 a ajouté, à la suite du second alinéa de l'article 155 du livre II du Code du Travail, un alinéa ainsi conçu :

(1) Art. 130 du Livre II du Code du Travail.

« Dans le maximum prévu par l'alinéa premier ne sont pas comprises les journées employées par les délégués mineurs à la surveillance des articles 9 à 13 ».

Le maximum auquel fait allusion l'article 2 de la loi est celui que le Préfet, sur l'avis de l'ingénieur des mines et sous l'autorité du Ministre du Travail (1), fixe au mois de décembre pour l'année suivante. Il détermine le nombre des journées que le délégué doit consacrer à ses visites.

L'alinéa final de l'article 155 a été modifié par la loi de 1919 ; il indique que les journées supplémentaires faites par un délégué pour la surveillance de l'application des articles 9 à 13 lui sont payées en outre, et au même prix, sans que pourtant l'indemnité mensuelle ne puisse jamais être supérieure au prix de trente journées de travail.

La circulaire du 16 février 1920 mentionne « qu'il demeure d'ailleurs bien entendu que cette disposition spéciale ne déroge en rien à l'article 95 du livre II du Code du Travail, qui a confié aux ingénieurs et contrôleurs des mines, en ce qui concerne l'exploitation des mines, minières et carrières, les attributions des inspecteurs du travail. Ces agents devront donc tenir la main à la stricte application de la loi ».

Cette précision de la circulaire n'est pas inutile, car il semble bien que l'on ait compté presque uniquement sur les délégués mineurs pour le contrôle de l'application des dispositions de la loi de 1919.

(1) Loi du 8 juillet 1890. Ministre des Travaux publics.

On a vu combien s'était manifestée vivement, au cours de la discussion du projet Durafour, la défiance des ouvriers vis-à-vis des ingénieurs du corps des mines. Il n'est donc pas surprenant que dans cette loi imposée par les mineurs et faite pour eux on ait songé à confier la surveillance de son application tout particulièrement aux délégués mineurs, et qu'on leur ait accordé toutes facilités pour remplir leur mission.

Les délégués mineurs sont en effet des mandataires élus par les ouvriers du fond, et ne sont aucunement sous les ordres des ingénieurs des mines. Ce sont tous d'anciens mineurs ayant travaillé au moins cinq ans au fond.

Il est tout naturel que leurs pairs leur accordent toute leur confiance pour défendre leurs intérêts. L'article 154 du livre II du Code du Travail déclare que les « visites prescrites par le présent chapitre sont payées par le Trésor au délégué mineur comme journées de travail ». Il ne faut pas en conclure que la rétribution des délégués est à la charge de l'administration. C'est uniquement pour assurer leur indépendance que les sommes dues aux délégués sont payées par le Trésor qui les recouvre ensuite comme des contributions directes sur l'exploitant (1).

§ II. — LES PÉNALITÉS

Les infractions aux dispositions des articles 9 à 13 donnent lieu à poursuite des chefs d'établissements, directeurs ou gérants devant le tribunal de simple

(1) Précis de législation minière, par M. LÉVI.

police. Les amendes dont ils sont passibles varient de 5 à 15 francs (1). Elles sont appliquées autant de fois qu'il y a de personnes occupées irrégulièrement. Cependant le total des amendes est limité à 500 fr. (2).

Récidive. — S'il y a récidive, la poursuite a lieu devant le tribunal correctionnel et l'amende est de 16 à 100 francs.

L'article 161 précise qu'il y a récidive lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En matière de contravention de simple police, il n'y a récidive que si le jugement est antérieur à la seconde infraction et que si cette dernière a été commise dans le ressort du même tribunal de police qui a condamné à l'occasion de la première (3).

Il doit y avoir autant d'amendes qu'il a été constaté de nouvelles contraventions entraînant les peines de la récidive, mais l'article 162 en limite le total, quand il s'agit des articles 9 à 13, à 2.000 francs. Tout en posant en principe que toute inobservation des dispositions légales ou des consignes constitue une contravention passible de pénalités, la loi écarte la responsabilité pénale de l'exploitant dans trois cas. L'article 164 b provenant de la loi du 31 décembre 1913 dispose en effet que « les peines prévues par les articles précédents ne sont pas applicables lorsqu'un

(1) Art. 159 du Livre II du Code du Travail.

(2) Art. 160 du Livre II du Code du Travail.

(3) M. E. MESNARD. Lois nouvelles, 15 mars 1906. Le Travail dans les mines.

ouvrier est resté au fond après l'heure fixée par la consigne en vue de prêter assistance à cause d'un accident ou pour parer à un danger existant ou imminent, ou en raison d'un cas de force majeure, ou aussi lorsque le dépassement de la journée est imputable à une infraction personnelle et exceptionnelle de l'ouvrier à l'article 9 du présent livre, ainsi qu'aux instructions et règlements contenus dans les consignes prévues aux articles 9 *a* et *b* ».

Les deux premières exceptions (accidents et cas de force majeure) ne nécessitent pas d'explication; M. BOUDENOOT et M. DURAFOUR ont indiqué quelle était la portée de la troisième exception.

Cet article « exonère l'exploitant de toute pénalité pour les retards imputables à une infraction personnelle de l'ouvrier ».

« En ce dernier cas, la pénalité ne jouerait donc que si la généralité et la persistance de ces retards indique que l'on est en présence d'heures supplémentaires imposées ou tolérées et non en présence d'infractions personnelles (1) ».

« Nous entendons par là, comme l'a expliqué le rapporteur du Sénat, que la pénalité jouera dans tous les cas où l'on se trouvera en présence d'infractions qui, par la généralité et la persistance des retards, ne présenteront pas le caractère d'infractions purement accidentelles » (2).

(1) Rapport BOUDENOOT, 22 juillet 1913. Journal Officiel, Doc. parlam. Sénat, année 1913, session ordinaire page 1209, document n° 322.

(2) Rapport DURAFOUR, 21 novembre 1913. Journal Officiel, Doc. parlam. Chambre des Députés, session extraordinaire, page 101, document 3237.

Pénalités encourues pour entrave au contrôle

Quiconque apportera une entrave au contrôle des Ingénieurs des mines et des Contrôleurs sera passible d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, cette amende sera de 500 à 1.000 francs (art. 178). En outre, les outrages, les actes de résistance et les violences contre ces agents de l'Administration sont réprimés suivant les dispositions du Code pénal applicables à ceux qui se rendent coupables de faits analogues à l'égard des officiers de police judiciaire (art. 179).

Enfin, tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations des délégués mineurs seraient poursuivis et punis conformément à la loi du 21 avril 1810 (art. 180).

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — Les circonstances atténuantes sont applicables aux condamnations prononcées pour les infractions aux dispositions relatives à la durée du travail dans les travaux souterrains conformément à l'article 463 du Code pénal (art. 182).

RESPONSABILITÉ CIVILE. — « Les chefs d'entreprise sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs gérants ou préposés » (art. 184).

Il importe que le contrôle recherche si le chef a ordonné ou toléré la prolongation de la durée du travail ou si la responsabilité en incombe à des subordonnés.

Dans le premier cas, il y aurait responsabilité pénale et, dans le second, responsabilité civile, tandis que les subordonnés seraient pénalement responsables. La responsabilité pénale se confond avec la responsabilité civile à défaut d'agents intermédiaires.

TROISIÈME PARTIE

Les conséquences de la loi du 24 juin 1919

Appliquée sans délais, sans dérogations, au lendemain de son vote, la loi Durafour, qui conservait au personnel l'intégralité de ses salaires en dépit de la réduction des heures de travail et du rendement, suscita de graves perturbations dans l'exploitation des mines et le marché charbonnier.

La chute du rendement de l'ouvrier, et par suite de la production, entraîna le relèvement du prix de revient et du prix de vente de la tonne de charbon. L'aggravation de la pénurie de combustible imposa un accroissement de l'importation de houille dans des proportions regrettables à la fois pour notre balance commerciale et notre change. Enfin, la nécessité de faire un large appel à la main-d'œuvre étrangère pour relever la production obligea les Compagnies à engager des dépenses considérables pour loger leur nouveau personnel.

Nous nous proposons d'examiner dans la troisième partie de cette étude ces importantes conséquences économiques, sociales et financières résultant de la mise en vigueur de la nouvelle législation de la durée du travail dans les mines.

SECTION I

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

CHAPITRE PREMIER

LA CHUTE DU RENDEMENT

Pendant la guerre, les difficultés d'approvisionnement de la France en combustible causées par la mobilisation des classes de jeunes ouvriers mineurs, par l'envahissement des mines du Nord et des deux tiers du Pas-de-Calais et enfin par la suppression des importations de charbons belges et allemands, furent encore aggravées par une baisse importante du rendement de l'ouvrier du fond. Alors qu'en 1914 la production moyenne journalière de l'ouvrier du fond dans les mines françaises s'élevait à 978 kilos, elle passait, en 1915, à 856 kilos, en 1916, à 916 kilos, en 1917, à 870 kilos et, en 1918, à 827 kilos, malgré la prolongation d'une heure de la journée de travail pendant toute la guerre.

La chute de rendement en quatre ans était donc de 15,43 %. Sans doute elle était due à des circonstances exceptionnelles : emploi d'ouvriers âgés ou ayant quitté la mine depuis longtemps déjà, de prisonniers de guerre, d'ardoisiers, d'ouvriers de mines métalliques, encombrement des chantiers, développement des tra-

vaux dans des mines à faible rendement, enfin difficultés du travail dans les houillères voisines des lignes allemandes. Mais elle était due aussi à des causes permanentes, notamment la hausse rapide des salaires du fond, qui, passés de 5 fr. 64 en 1915 à 11 fr. 15 en 1918, devançaient parfois les besoins et engageaient une partie du personnel qui n'économise pas à faire un moindre effort.

Au lendemain de l'armistice, la pénurie de combustible, l'avenir des houillères et aussi l'intérêt de tout le pays ne permettaient pas d'admettre comme définitive cette importante diminution du rendement.

Alors les syndicats ouvriers ont cru trouver la solution de ces difficultés, et en même temps donner satisfaction à leurs mandants, en demandant au Parlement une application plus rigoureuse de la journée de 8 heures. Des compensations à la diminution de durée du travail devaient être obtenues, affirmaient-ils, par une meilleure organisation de l'exploitation, par des perfectionnements de l'outillage, et aussi par un effort plus efficace de l'ouvrier ; plus dispos et plus conscient de son véritable intérêt, il produirait, en un temps moindre, autant que pendant la journée fixée par la loi du 31 décembre 1913.

Déjà au moment de l'élaboration de la loi du 29 juin 1905 qui, pour la première fois, devait régler spécialement la durée du travail des ouvriers adultes dans les mines, de semblables arguments furent produits en faveur de la réduction de la durée de travail. A cette époque, le Parlement, pour éviter toute réduction de

rendement et de production, accorda de longs délais à l'industrie minière pour la transformation de son outillage et l'organisation de ses travaux ; la loi du 29 juin 1905, avec ses trois paliers successifs, ne fut définitivement appliquée que le 2 janvier 1910. Ces précautions ne permirent pas toutefois aux mines de conserver le rendement moyen journalier du fond de 1905 ; de 997 kilos en 1905, il passa à 988 kilos en 1906, puis à 971 kilos en 1907, 939 kilos en 1908, 938 kilos en 1909, et enfin à 944 kilos en 1910. Si les facilités données à l'exploitant et à l'ouvrier par de longues périodes de transformations n'avaient pas permis, en temps normal, de maintenir le rendement moyen journalier du fond, il était évidemment impossible, en 1919, à un personnel déprimé par la guerre disposant d'un outillage rendu défectueux par une exploitation intensive, de pouvoir obtenir les rendements de 1913, alors que l'on réduisait brusquement de 20 % la durée de son travail.

D'autres expériences plus récentes ont montré qu'aucune modification ne s'est produite ni dans le sens, ni dans la portée des constatations antérieures.

En octobre 1918, pour répondre à la demande de la Fédération du sous-sol, le Ministre de l'armement ordonnait de réduire à huit heures la durée du travail dans une des divisions des mines de Blanzky, où la journée de neuf heures était pratiquée depuis le début de la guerre. Le Syndicat ouvrier se faisait fort d'obtenir la même production en huit heures de travail qu'en neuf heures. En réalité, un essai de trois mois donna une chute de rendement de 7,5 % par rapport au

rendement du trimestre correspondant de 1917, et de 11 % par rapport aux trois premiers trimestres, soit exactement le pourcentage de la réduction du temps de travail.

Pareille répercussion de la réduction de la durée du travail sur le rendement s'est encore produite, en février 1919, au moment de la suppression de l'heure supplémentaire de travail ; aussi M. COLIN, rapporteur au Sénat, prévoyant les difficultés graves qu'entraînerait pour le pays l'application de la loi Durafour, jugea utile de rappeler en ces termes l'influence de la diminution de la durée du travail sur les rendements et la production : « Si certains affirment que la diminution des heures du travail a pour conséquence un travail plus intensif, ce n'est pas cependant ce qu'on a pu constater, en février 1919, où la suppression de l'heure patriotiquement consentie par les mineurs pendant la guerre a eu pour conséquence une baisse notable dans le rendement et la production ».

Brusquement appliquée dans toutes les mines, sans aucun examen préalable des possibilités de réalisation pratique, la loi du 24 juin 1919 produisit un véritable bouleversement dans les conditions de travail, de rendement et de production de l'ouvrier mineur, en apportant deux modifications importantes à la réglementation établie par les lois du 29 juin 1905 et du 31 décembre 1913.

La première modification est relative au mode de calcul de la durée du travail. Avec le nouveau régime

qui impose de la calculer, pour chaque poste, et pour chaque catégorie d'ouvriers, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire des derniers ouvriers arrivant au jour, il ne peut y avoir qu'un ouvrier théorique faisant 8 heures de présence au fond, celui qui, descendu le premier, remonterait le dernier. Les temps nécessaires à la descente et à la remonte du personnel réduisent la durée de présence au fond à 7 h. 30 en moyenne, au lieu de près de neuf heures en 1914.

L'autre modification importante apportée par la loi Durafour est l'incorporation du temps du briquet (30 minutes) à la journée de travail.

Cette double modification a ramené la durée du travail effectif de l'ouvrier, qui était de 7 h. 20 en moyenne, sous le régime de 1913 à 6 h. 20, soit une réduction de 16 % environ.

Ces dispositions restrictives, qui imposent seulement aux mines, parmi toutes les industries françaises, une durée de travail effectif bien inférieure à huit heures leur créent une situation nettement défavorable. Aussi les rendements par ouvrier du fond et par ouvrier du fond et du jour, qui étaient déjà bien faibles en 1918 (827 kilos et 564 kilos) par rapport à ceux de 1913 (978 kilos et 625 kilos) continuèrent à s'infléchir progressivement pour tomber à 803 kilos et 506 kilos en 1919, et à 756 kilos et 475 kilos en 1920. Cette régression des rendements s'est produite simultanément dans tous les bassins, comme le montre le tableau ci-dessous

extrait de la statistique de l'industrie minière du
Ministère des Travaux publics pour l'année 1920.

MINES DE COMBUSTIBLES

Rendement moyen net par journée de travail

	Par ouvrier du fond			Par ouvrier du fond et du jour		
	1913	1919	1920	1913	1919	1920
Bouches-du-Rhône	1.356 kil.	1.179 kil.	1.121 kil.	919 kil.	726 kil.	690 kil.
Saône-et-Loire . .	1.368	1.052	1.099	827	620	649
Moselle	1.045	872	857	775	590	585
Loire	952	796	763	612	501	487
Nord et P.-de-Cal.	975	738	738	730	514	447
Gard	910	699	696	636	426	402
Ensemble France.	978 kil.	803	765	695	506	475

La statistique ajoute : la diminution du rendement moyen en 1920 par rapport à 1913 est de 21.8 % pour le fond et de 31.7 % pour l'ensemble fond et jour.

Cette chute de rendement pendant les années 1919 et 1920 ne doit pas nous surprendre. Compter que l'ouvrier plus dispos augmenterait bénévolement son effort, comme l'affirmaient les syndicats, au moment de l'élaboration du projet de loi, c'était compter sur une révolution psychologique. L'homme ne cherchera jamais, si on s'en remet à son bon vouloir, à produire en six heures vingt autant qu'en sept heures vingt, surtout dans des travaux qui demandent un effort physique constant et une certaine attention, comme l'exigent les différents travaux du mineur. Aussi a-t-on observé pareille régression du rendement et de la

production, non seulement en France, mais aussi dans les charbonnages étrangers où l'on a réduit la durée du travail (1).

En Allemagne, dans la Ruhr, la production individuelle par journée de travail, est passée de 973 kilos, en 1913, à 572 kilos, en 1921, pour une durée de travail utile moyen de 6 h. 25.

Même constatation dans les mines anglaises où la durée de travail fut réduite de une heure au milieu de 1919. Pour une diminution de temps de 11,56 %, on eut à constater une chute de production de 14,5 % par ouvrier.

Nous avons vu précédemment que la baisse du rendement moyen de l'ouvrier du fond, en 1920, a été de 21,8 % par rapport au rendement de 1913 et de 31,17 % pour l'ensemble fond et jour. Pour l'ouvrier mineur occupé à l'abatage du charbon, la diminution de son rendement, 17 %, représente la diminution de la durée de son travail effectif.

Pour l'ouvrier du fond, la baisse de rendement (21,8 %) est plus importante que pour le piqueur (17 %) parce que l'exploitant a dû accroître le personnel improductif du fond pour remplacer l'ancienne consigne des dix heures pour les services de la surveillance etc., par celle des huit heures.

Pour l'ensemble du personnel fond et jour, la chute est plus accentuée encore, parce que la réduction de la durée de travail des ouvriers du jour est plus forte que celle des ouvriers du fond, et aussi parce que l'on

(1) *La France et les huit heures*, par André-François PONCET et Emile MIREAUX.

a été amené à augmenter le nombre des ouvriers du jour.

Pour améliorer ces divers rendements, les charbonnages ont adopté certaines organisations permettant de relever la durée du travail effectif.

Et notamment, comme le permet l'article 10 de la loi du 24 juin 1919, elles ont fait descendre et remonter leur personnel par catégories variant de une, dans le cas de puits à faible extraction, à deux, souvent trois et quatre, dans les puits à forte extraction ; nous citerons même le cas du puits N° 5 bis des mines de Bruay, où le nombre de catégories a été porté à cinq.

Parfois aussi on utilise les puits d'aérage desservant des étages secondaires pour y descendre ou en remonter une partie du personnel. On arrive, dans ces conditions, non seulement à réduire le temps de descente et de remonte des ouvriers, mais aussi à diminuer la longueur de leur trajet dans les travaux du fond.

Dans le cas de sièges à forte production et à personnel nombreux, on a pu abaisser la perte de temps due à la descente et à la remonte en organisant le travail à deux postes, chacun d'eux comprenant la moitié du personnel. Mais alors on s'est heurté à une autre difficulté ; si le rendement de l'ouvrier, et en même temps la production ont été améliorés sensiblement par l'augmentation de la durée effective du travail, par contre le nouveau personnel accessoire de chargeurs d'accrochage, rouleurs, machinistes, conducteurs de chevaux... etc., nécessité par le deuxième poste, a fait tomber le rendement par descente totale

du fond. Pour tirer, dès le début, un bon parti de cette nouvelle organisation du travail, il aurait fallu pouvoir la faire avec un nombre suffisant de mineurs à l'abatage, dont la production aurait permis d'obtenir le plein rendement du personnel auxiliaire. Mais, peu à peu, par l'embauchage de nouveaux ouvriers polonais, on a pu faire disparaître cet inconvénient.

Enfin, certains charbonnages, qui se servent de locomotives à air comprimé ou électriques pour le transport des charbons dans les galeries principales, les utilisent parfois pour le transport du personnel, et arrivent dans ces conditions à réduire d'une fraction appréciable la durée des trajets du puits aux chantiers.

D'autre part, les mines ont continué à développer sans cesse l'emploi de l'outillage mécanique dans les chantiers pour économiser la main-d'œuvre devenue rare et chère, et aussi pour améliorer le rendement de l'ouvrier moyen dont la valeur professionnelle baisse plutôt par suite du recrutement intensif nécessité par la loi Durafour.

Nous examinerons ultérieurement dans un chapitre spécial le développement donné à l'outillage.

Toutefois, ces importantes améliorations apportées au matériel des chantiers et à l'organisation du travail paraissent annulées par la diminution de l'effort que permet à l'ouvrier l'emploi de l'outil mécanique, et surtout par le pourcentage de plus en plus élevé de la main-d'œuvre étrangère depuis 1919. Certainement, au fur et à mesure que ce personnel s'adaptera aux conditions souvent difficiles des gisements fran-

çais, on enregistrera une amélioration nettement progressive des rendements.

Déjà, depuis 1923, les rendements par descente du fond ont tendance à s'améliorer, comme l'indique le tableau ci-dessous.

RENDEMENTS MOYENS JOURNALIERS (1)

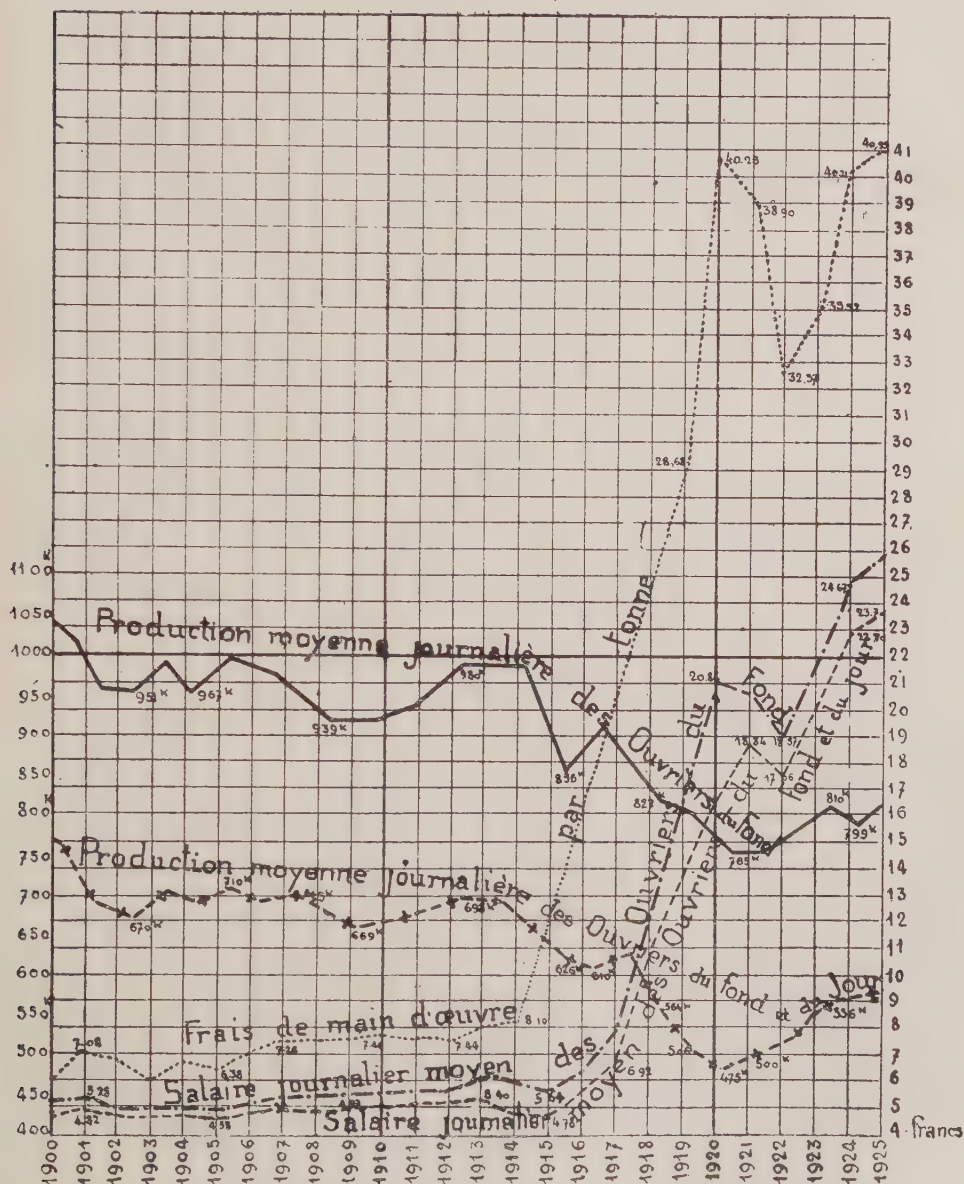
ANNÉES	FRANCE		NORD		PAS-DE-CALAIS		LOIRE	
	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour
1913	978	695	910	660	1058	754	952	612
1920	765	475			789	557	765	487
1921	767	500			784	553	750	474
1922	758	487			752	509	837	532
1923	796	547	736	486	756	569	835	545
1924	799	566	744	551	774	580	825	547
1925	807	578	738	551	788	600	835	556

On remarquera que le rendement par descente du fond, qui s'élevait à 765 kilos, en 1920, est passé à 799 kilos, en 1924 et 807 kilos, en 1925, soit une amélioration de 4,44 et de 5,49 %, par rapport à 1920, laissant encore des pertes de 18,30 et de 17,48 % par rapport à 1913.

Cette modeste amélioration du rendement jointe aux difficultés de recrutement causées par la faible natalité française ne nous auraient permis d'augmenter notre production que bien lentement; si nous

(1) Rapport présenté au Comité Central des Houillères de France 1926.

Rendements , Salaires , Frais de main d'œuvre à la tonne



n'avions pu trouver dans le recrutement de la main-d'œuvre étrangère, en majeure partie polonaise, un appoint suffisant pour nous permettre à la fois de reconstituer les mines dévastées et de développer la production de nos charbonnages.

CHAPITRE II

LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION

Les différentes mesures adoptées au cours de la guerre pour relever la production des charbonnages français furent maintenues jusqu'au début de 1919, et leur permirent d'extraire 2.304.173 tonnes en janvier 1919. Mais la suppression en février de l'heure supplémentaire de travail (9^{me} heure), puis le renvoi progressif du personnel adventice et des prisonniers de guerre mis à la disposition des mines, en ramenant le chiffre du personnel de 207.000, au 1^{er} janvier 1919, à 163.000 au 1^{er} juillet suivant, firent tomber peu à peu la production mensuelle. En mai 1919, elle était réduite à 1.609.915 tonnes et l'on ne pouvait obtenir de l'étranger que 1.588.000 tonnes.

Ces insuffisances de production et d'importation jointes à la cherté du combustible créèrent de lourdes difficultés à l'industrie française, difficultés que M. SCHNEIDER signalait en ces termes au Congrès international des Chambres de Commerce, en mars 1919 :
« Si on vous demande, Messieurs, ce dont la France a
» le plus besoin pour se relever, répondez du charbon.
» Il me semble qu'on ne peut pas plus refuser à la
» France du charbon qu'on n'a le droit de refuser à
» boire à un blessé sur un champ de bataille. »

Cette situation était d'autant plus grave que les charbonnages français ne pouvaient pas améliorer leur

production pour répondre aux besoins des pays non envahis et aux demandes pressantes des régions libérées. La dévastation systématique des mines du Nord et du Pas-de-Calais, l'insuffisance de l'outillage et surtout le manque de personnel empêchaient tout relèvement immédiat de l'extraction.

Aussi, au moment de la discussion du projet de loi du 24 juin 1919 devant le Sénat, le rapporteur, M. COLIN, jugea prudent d'appeler l'attention de l'assemblée sur cette situation difficile. La Commission estime, disait-il, qu'elle a le devoir de ne pas vous cacher les inquiétudes que lui cause l'approvisionnement en charbon.

Le vote de la loi du 24 juin 1919, sa mise en vigueur immédiate et brutale sans paliers d'applications, sans dérogations vinrent encore affaiblir les moyens d'approvisionnement, en réduisant de 20 % la production dont le tonnage tombait en août à 1.533.857 tonnes.

Mais, à partir de juillet, le nombre des ouvriers mineurs employés dans les charbonnages s'est relevé du fait de la remise en activité partielle de quelques puits peu sinistrés du Nord et du Pas-de-Calais, et aussi des embauchages facilités par l'augmentation des salaires et la suppression d'un certain nombre d'ateliers militaires. Enfin, vers la fin de l'année, l'arrivée de travailleurs italiens et polonais renforça encore les effectifs. Ces différents appoints firent progresser le personnel de 163.000 ouvriers en juillet 1919, à 169.000 au 31 décembre suivant et permirent de relever

progressivement l'extraction mensuelle à 1.795.000 tonnes en décembre. Cependant, malgré cette amélioration des effectifs, la production des houillères françaises, non compris la Lorraine, n'a été que de 19.966.000 tonnes, inférieure de 6.345.000 tonnes à celle de 1918, et de 8.958.000 tonnes à celle de 1917, Si on ajoute la production des mines de Lorraine, qui a été de 2.375.000 tonnes, on obtient, pour l'année 1919, le chiffre total de 22.341.000 tonnes.

Le retour à la France de la Lorraine, qui a besoin pour alimenter ses propres industries d'un tonnage de houille supérieur à sa production, n'a pu qu'accroître le déficit en charbon dans l'ensemble du pays.

En 1920, le recrutement de 1.303 ouvriers italiens, de 6.952 ouvriers polonais, et le développement intense donné aux travaux de reconstitution des mines sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais permirent de porter la production de 22.348.000 tonnes à 25.260.000 tonnes, soit une augmentation de 2.919.000 tonnes, dont 1.413.000 tonnes pour le bassin du Nord et 452.000 tonnes pour le Pas-de-Calais.

Malgré cette amélioration, la France a dû encore importer plus de 24 millions de tonnes en 1920. Aussi doit-on regretter que la baisse du rendement créée par la loi Durafour ait beaucoup contribué à aggraver le déficit. Si l'on prend pour base la baisse moyenne fond et jour, qui s'élève aux environs de 20 % et qu'on l'applique à 200.000 ouvriers ayant travaillé 270 jours par an, on trouve que la perte de production due à la détérioration du rendement s'élève, de juil-

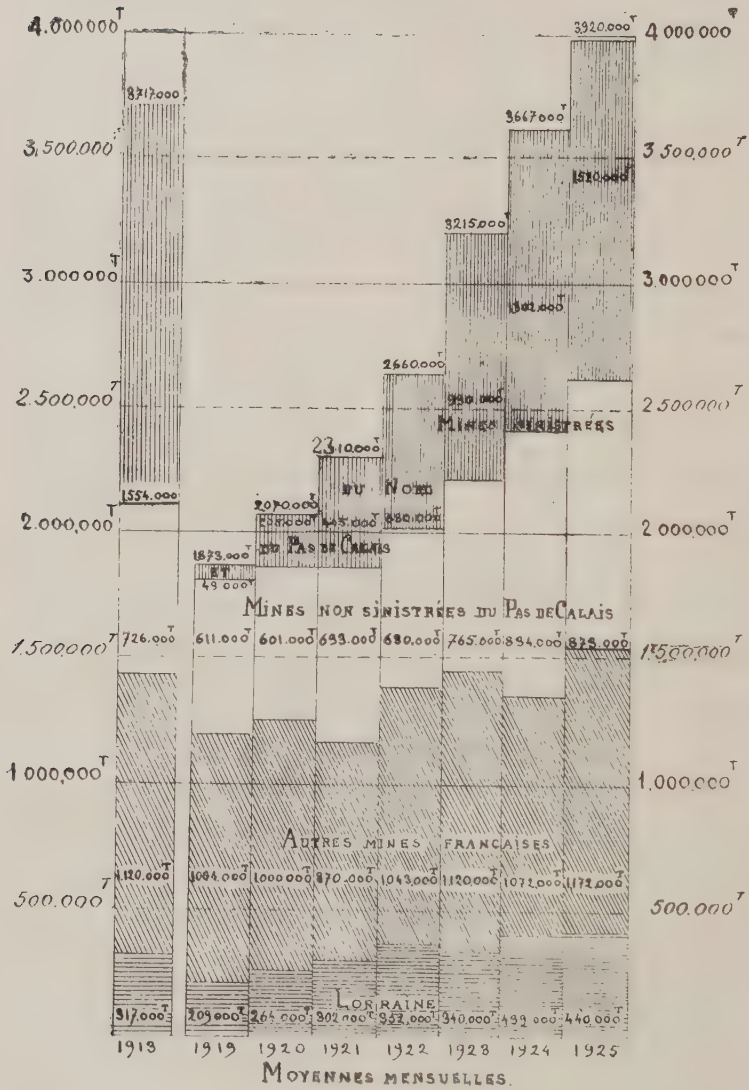
La production des mines françaises (Lorraine comprise), qui était seulement de 22.341.000 tonnes en 1919 s'est élevée à 48.033.000 tonnes en 1925, donnant une augmentation de 25.692.000 t. ou de 114 % en six ans.

Elle est due en très grande partie aux charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, dont l'extraction est passée de 7.882.000 tonnes, en 1919, à 28.729.000 tonnes, en 1925, fournissant une augmentation de 20.847.000 tonnes, soit 81 % de l'augmentation totale des houillères françaises. Mais ce sont surtout les charbonnages dévastés qui contribuèrent le plus à relever la production, bien que le travail à accomplir pour leur reconstitution fût énorme.

Dans le Pas-de-Calais, le degré de destruction des mines envahies était tel que l'extraction n'y put être pratiquement reprise qu'en 1920. Alors qu'avant la guerre la production mensuelle s'élevait à 985.000 tonnes, on ne put même pas atteindre 1 % de ce tonnage en décembre 1919. Mais l'immense effort du début fut soutenu avec suffisamment d'énergie et de continuité pour permettre d'obtenir, en décembre 1920, 10 % du tonnage mensuel de 1913, puis 22 % en 1922, 51 % en 1923, 74 % en 1924 et 89 % en 1925. Enfin, en 1926, on dépassera vraisemblablement le tonnage mensuel de 985.000 tonnes d'avant guerre.

Dans le bassin du Nord, les destructions allemandes n'avaient guère atteint que les installations de la surface aussi, comme les travaux du fond avaient pu être entretenus jusqu'en septembre 1918, la remise en

Houillères françaises. Production nette de charbon



état des charbonnages put se faire plus rapidement que dans les houillères du Pas-de-Calais.

D'ailleurs, pour hâter le plus possible leur relèvement, les mines du Pas-de-Calais leur firent abandon d'une partie du matériel commandé pour leur propre compte. Cet appoint a permis à la plupart des houillères du Nord de reprendre l'extraction du charbon, dès 1919. Alors qu'elles ne pouvaient plus rien produire au lendemain de l'armistice, elles arrivaient à extraire 101.350 tonnes en décembre 1919, soit 17,50 % de la production d'avant guerre. En décembre 1920, l'extraction s'élevait à 40 %, puis à 62 % en décembre 1921. Enfin, suivant une marche rapide, favorisée par le recrutement d'ouvriers étrangers, la production mensuelle franchissait les étapes de 67 % en 1922, de 82 % en 1923, de 101,6 % en 1924, et, en 1925, la moyenne mensuelle atteignait un chiffre supérieur de 11 % à celui d'avant guerre.

Au lieu de 6.813.761 tonnes en 1923, le bassin du Nord extrayait 7.605.474 tonnes de charbon en 1925 ; en l'espace de sept ans, il avait donc non seulement réparé les dommages de la guerre, mais encore bien accru la puissance de production atteinte en 1913.

Dans le Nord, comme dans le Pas-de-Calais, le relèvement de la production est dû uniquement au recrutement important de la main-d'œuvre étrangère et à la reconstitution des mines dévastées, travaux qui ont été effectués rapidement, malgré l'énormité de la besogne à accomplir, grâce à l'énergie et à la volonté des ingénieurs et du personnel de tout rang, grâce aussi à l'ef-

fort du pays tout entier qui a supporté la charge écrasante des emprunts nécessaires à la restauration, aux lieu et place des Allemands qui n'ont pas tenu leurs engagements. . . .

En 1926, l'industrie houillère a repris son allure bien ordonnée d'avant guerre et sept ans auront suffi pour faire disparaître presque complètement les traces du cataclysme. Elle se montre plus puissante que jamais en orientant aussi son activité vers la création d'industries chimiques et l'utilisation du charbon sous forme de distribution de gaz et d'énergie électrique.

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DE L'OUTILLAGE MÉCANIQUE

L'industrie minière est, avec l'agriculture, celle dont les salaires constituent plus de la moitié du prix de revient ; aussi, bien avant la loi de juin 1905 réduisant la durée du travail effectif dans les mines, les charbonnages, soucieux à la fois de défendre leurs intérêts et d'alléger l'effort du personnel, avaient inlassablement amélioré les conditions de son travail. En 1919, la chute importante de production due à l'application de la loi Durafour et à la crise aiguë de main-d'œuvre provoqua un nouvel effort pour économiser le personnel et obtenir un meilleur rendement, en mettant à sa disposition de nombreuses machines de plus en plus perfectionnées.

Les haveuses. — Le problème du remplacement de la force humaine par la machine pour l'abatage de la houille s'est posé en France surtout vers 1900, quand la rareté et la cherté de la main-d'œuvre, en même temps que les progrès de la mécanique, lui eurent donné un grand intérêt. A cette époque, les résultats remarquables du havage mécanique en Angleterre et en Amérique engagèrent les charbonnages français à l'expérimenter dans leurs travaux. On essaya des machines américaines aux mines de Lens (haveuses

à pic Sullivan) et aux mines de Marles (haveuses à chaîne Morgan, Gardner), des machines anglaises aux mines de Béthune (machine à disque Diamond et machine à barre Hurd), etc..., et les mines d'Anzin firent même construire des machines s'adaptant mieux aux particularités de leur gisement. Mais, l'emploi de ce procédé d'abatage demeure encore soumis à trop de conditions spéciales pour se généraliser. La haveuse exige, pour une marche normale, une allure régulière des terrains, une certaine dureté à peu près constante du charbon, un mur bien nivelé et un toit solide, ensemble de conditions rarement réalisées dans les mines françaises. Enfin, son poids élevé en rend les manœuvres longues et difficiles. Aussi, malgré la ténacité des techniciens, malgré les modifications apportées aux machines pour mieux les adapter aux particularités de notre gisement, ce procédé reste encore dans la période des essais. Quelques chiffres permettront d'ailleurs d'en juger. Dans le Pas-de-Calais, le havage mécanique, après avoir donné 1 % de l'extraction à l'époque de sa plus grande vogue, ne joua plus ensuite qu'un rôle insignifiant dans l'abatage du charbon, en ne fournissant que 47.854 tonnes en 1913, soit 0,02 % de la production.

Pendant la guerre, le nombre des haveuses décrut régulièrement, il n'en restait plus que deux en service à Marles en 1918, et, en 1919, elles n'étaient plus du tout employées dans les mines encore en activité dans le bassin. La période de réorganisation marque une reprise des expériences d'abatage mécanique ; en 1922,

une haveuse Diamond fut remise en marche à Bruay, deux Sullivan à Ostricourt, une autre Sullivan et une haveuse à barre à Courrières. En résumé, elles étaient fort peu utilisées (1). Au cours de 1923, deux autres types : Ingersoll et Knapp furent expérimentées à Nœux et à Courrières, Lens fit aussi des essais avec deux haveuses Sullivan sans que l'on puisse noter encore un véritable développement de ce mode d'abatage ; en 1924, on a encore utilisé vingt haveuses de différents types, mais « comme les années précédentes, elles ont donné des résultats assez décevants » (2). En 1925, le nombre des haveuses en activité progresse un peu (28), mais les appréciations ne sont pas modifiées.

Dans le bassin du Nord, le havage mécanique reste aussi dans la phase des essais, l'irrégularité des veines s'opposant à un emploi généralisé ; dix-huit machines ont été en service en 1924, notamment la haveuse à barre, qui a fourni 1,15 % de l'extraction (3). En 1925, on n'employait encore que dix-huit haveuses, dont douze mues par l'air comprimé et six électriquement. La nature du gisement des mines de la Loire ne permet pas non plus une utilisation pratique de la haveuse. En 1920, les représentants de différentes marques durent reconnaître, après la visite des travaux, l'impossibilité d'utiliser des appareils aussi volumineux par suite de la densité du boisage à proximité immédiate du front de taille (4). Une expérience tentée à Montrambert avec une haveuse électrique, pendant

(1) Rapports des Ingénieurs en Chef des mines au Conseil général.

(2) (3) (4) Rapports des Ingénieurs en Chef au Conseil général.

cinq mois, aboutit à un échec « à cause du toit de la couche qui n'était pas solide, du mur qui était glissant, de la manœuvre de la haveuse qui était délicate et demandait un personnel supplémentaire. Il fallait employer les explosifs, et le rendement n'était pas supérieur à celui que l'on obtient avec les ouvriers, avec moins de chance d'éboulements et d'accidents » (1).

Les marteaux à air comprimé. — L'insuccès du lavage mécanique dans les gisements du Nord et du Pas-de-Calais engagea les houillères, vers 1906, à essayer le marteau piqueur, qui est une adaptation à la mine des marteaux pneumatiques en usage dans les chaudronneries, fonderies, etc..., etc....

Ce nouvel outil individuel actionné par l'air comprimé, offre l'important avantage sur la haveuse, outil de chantier, de ne pas entraver le travail de toute la taille en cas d'avarie de certaines pièces. Sous l'action des coups rapides du marteau, son aiguille pénètre comme un coin dans la veine, ouvre les clivages ou « limets », détache et fait tomber de gros blocs de charbon. Son poids peu élevé (8 kil. 850 en moyenne avec l'aiguille), son faible encombrement donnent toutes facilités à l'ouvrier pour le manœuvrer et l'utiliser dans les couches irrégulières, en dressant ou en allures plissées. Il résulte de son emploi une économie de main-d'œuvre importante et une amélioration de rendement s'élevant en moyenne à 20 %. Enfin, dans certains cas, il a permis l'exploitation de veines beaucoup trop dures pour être abattues au pic.

(1) Rapports des Ingénieurs en Chef au Conseil général.

Après de nombreux perfectionnements, le marteau piqueur a commencé à rendre quelques services vers 1910 ; on en comptait 743 en usage en 1911, dans les charbonnages du Pas-de-Calais, puis 1056 en 1912, et 1392 à la fin de 1913. Au lendemain de la guerre, la progression fut plus rapide ; de 3.870 en 1922, leur nombre passa à 5.967 en 1923, puis à 10.115 en 1924 et à 13.303 en 1925.

Dans le bassin du Nord, l'emploi des marteaux piqueurs pour l'abatage du charbon s'est également développé après la guerre et le vote de la loi Durafour ; de 195, en 1913, leur nombre fut porté à 1.395 en 1923, puis à 2.940 en 1924, et à 4.000 en 1925. Il en est de même dans la Moselle, quoique dans une proportion moindre ; on en employait 41 en février 1922, puis 76 en décembre 1923, pour atteindre le chiffre de 261 en décembre 1924.

Les mines de la Loire l'utilisent, elles aussi, de plus en plus, et leur total crût, de 173 en 1920, à 520 en 1923 et à 560 en 1924.

Parallèlement au développement des marteaux, le tonnage abattu mécaniquement dans le Pas-de-Calais, s'éleva, de 4,27 % de la production totale en 1913, à 16 % en 1922, 24 % en 1923, 31 % en 1924 et 44 % en 1925, pourcentage largement dépassé dans les Compagnies de Béthune (67 % en 1925), Lens (55 % en 1924), Dourges (près de 100 % contre 11,02 % en 1913).

Dans le Nord, la proportion du charbon abattu au marteau piqueur, qui était infime en 1913, atteignit

successivement 21 % en 1923, 38 % en 1924 et près de 50 % au début de 1926.

Ce pourcentage est encore beaucoup plus élevé dans les mines de la Moselle où, par suite du développement considérable des moyens mécaniques d'abatage, il a atteint, en 1924, 83 %. Ce chiffre comprend le tonnage abattu, par le havage seul (5 %), par les explosifs avec ou sans havage (69 %), et seulement 9 % par les marteaux piqueurs.

Depuis 1919, la progression rapide du nombre de marteaux piqueurs et l'importance des tonnages abattus dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ainsi que dans le nouveau bassin belge de la Campine (73,1 % en 1924 contre 59 % en 1923) mettent en évidence les avantages de cet outil, et permettent de prévoir, dans un avenir assez rapproché, la suppression presque complète de l'ancien abatage au pic. Malheureusement, l'accroissement de rendement susceptible d'être fourni par le marteau paraît actuellement diminué par la baisse de la valeur professionnelle moyenne du mineur d'après guerre due à la proportion élevée d'étrangers.

Vers la fin de 1907, en même temps que l'on cherchait à réaliser l'abatage mécanique du charbon, on essayait, dans certaines houillères, de forer mécaniquement les trous de mines dans le rocher à l'aide de marteaux dits perforateurs actionnés par l'air comprimé, dont la masse en mouvement, de 1 kil. 5 à 2 kil. 5, frappe environ 2.000 coups à la minute. Les avantages de ce nouvel outil mécanique s'affirmèrent rapidement ; son faible

poids (13 kilos $\frac{1}{2}$ en moyenne), sa solidité, la facilité pour l'ouvrier d'orienter à volonté les trous de mines, la possibilité par suite d'en réduire le nombre, la vitesse d'avancement du fleuret, quatre fois supérieure à celle de la barre à mine, établirent nettement sa supériorité. Très vite, il fut adopté dans toutes les exploitations du Pas-de-Calais et du Nord, où il remplaça les différents types de perforatrices montées sur affût ou colonne, et actionnées à bras ou par l'air comprimé. Sa mise au point, plus rapide que celle du marteau piqueur, a permis d'en utiliser 1.878, dès 1913, dans les mines du Pas-de-Calais (alors que l'on n'y comptait que 1.392 marteaux piqueurs), puis 3.518 en 1923, 4.561 en 1924 et 4.803 en 1925.

Son emploi dans les mines du Nord se développa aussi très vite ; les marteaux perforateurs, qui n'étaient qu'au nombre de 689 en 1913, étaient 1.310 fin 1923, 1.948 fin 1924 et 2.303 fin 1925. On les utilise beaucoup également dans la Loire et dans la Moselle où leur nombre passa successivement de 1.643, en février 1922 à 1.715, en décembre 1923, et à 2.290, fin 1924.

Couloirs oscillants.

Ce développement de l'outillage pneumatique pour l'abatage du charbon et le forage des trous de mines, en nécessitant une distribution d'air comprimé dans presque tous les chantiers, permet parfois d'évacuer mécaniquement la houille des tailles par l'emploi de couloirs oscillants, notamment dans le cas de déhouillages par longues tailles. La concentration du travail, le déhouillement rapide et uniforme des panneaux,

l'enlèvement facile des charbons et enfin l'influence d'une surveillance plus active permettent d'obtenir de bons résultats avec cette méthode. Toutefois, son application exige une certaine régularité du gisement et un toit assez bon.

Traction.

La traction elle-même se modifie et se perfectionne dans les grandes galeries de roulage. Le développement de la production de chaque siège a fréquemment amené l'exploitant à augmenter son champ d'action et, en même temps, à allonger ses galeries. Ainsi s'est posée, par la nécessité de gagner du temps, la question du transport mécanique des matériaux dans les travaux souterrains. Une des premières applications de traction mécanique souterraine a été réalisée dans le Pas-de-Calais, en 1900, à la fosse N° 5 des mines de Marles où une locomotive électrique à trolley remorquait une rame de 40 wagonnets contenant chacun 500 kilos de charbon. Plus tard, en 1907, la Compagnie des Mines de Béthune essaya divers types de locomotives à benzine. A partir de 1910, l'emploi de locomotives à air comprimé à haute pression pour les transports du fond a pris un certain développement dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ; en 1914, on en comptait 26 de trois marques différentes aux mines d'Anzin, huit à Dourges, six à Liévin et enfin plusieurs à Lens. Ce mode de traction a été repris depuis la guerre, notamment aux mines de Lens, de Dourges et aux mines d'Anzin, où vingt-huit locomotives ont été utilisées dans trois puits en 1925.

Enfin, les nombreux emplois de la locomotive à accumulateurs électriques en Amérique, et son développement en Allemagne ont engagé quelques mines du Nord et du Pas-de-Calais, notamment Dourges, à essayer ce mode de traction dans leurs travaux. Son prix de revient de la tonne kilométrique inférieur à celui de la locomotive à air comprimé, sa facilité de conduite, son petit nombre d'organes et son démarrage facile lui donnent, dit-on, de réels avantages. Toutefois, dans les mines non grisouteuses, on a intérêt à employer la locomotive à trolley pour desservir les galeries principales ; la Compagnie de Marles en avait encore 24 en service en 1919.

La traction mécanique progresse rapidement dans la Moselle, où le nombre des locomotives du fond est passé de 89 en février 1922 à 92, fin décembre 1923, pour atteindre 112 en 1924.

L'emploi de ces diverses machines, très avantageux dès que l'importance du transport journalier dépasse 200 tonnes kilométriques, permet d'accélérer et d'augmenter la circulation des wagonnets dans les galeries, et aussi de transporter l'ouvrier vers son chantier, ou de le ramener au puits à la fin de son poste ; on lui fait réaliser ainsi un gain de temps notable.

Accélération de la descente et de la remonte.

Le mode de calcul de la durée de la journée tel qu'il résulte de la loi Durafour comprenant dans le temps de travail la durée de la descente et de la remonte, a engagé les Compagnies à accélérer ces opérations par

des modifications des cages, par l'aménagement des puits de retour d'air et la décomposition du personnel en catégories. Dans la Moselle, par exemple, dès 1920, on avait installé « des escaliers permettant l'entrée et la sortie du personnel simultanément aux deux étages de la cage (dispositif dit du double engagement) (1), et, en 1923, les cages à quatre étages du puits V de Sarre et Moselle ont été remplacées par des cages à six étages » (2).

Dans les mines dévastées du Nord et du Pas-de-Calais, une des préoccupations des Compagnies, dans leurs installations reconstituées, fut aussi la recherche de la durée de descente minimum. Pour réaliser ce desiderata, elles ont agi à la fois sur la capacité en hommes des cages d'extraction et sur la durée de la manœuvre. C'est ainsi qu'à Courrières, les cages à deux étages et quatre berlines par étage, qui avaient autrefois une hauteur d'étage utile de 1 m. 20, ont actuellement 2 m. 130. Les ouvriers pouvant se tenir debout, une cordée comprend 50 ouvriers au lieu de 24. Les cages à deux et trois étages et deux berlines par étage sont devenues des cages à quatre étages permettant de descendre 36 hommes au lieu de 16 et 24.

Éclairage. — Enfin, nous terminerons l'examen des principaux perfectionnements apportés à l'outillage du mineur en rappelant l'évolution de l'éclairage dans les travaux du fond. Déjà, vers 1900, une importante amélioration avait été réalisée par la substitution des lampes à essence avec rallumeurs aux lampes à huile.

(1) (2) Rapports de l'Ingénieur en Chef des Mines au Conseil général.

A cette époque, MM. FÈVRE et CUVÉLETTE, Ingénieurs au corps des Mines, disaient dans une notice sur le bassin houiller du Pas-de-Calais : « La lampe électrique portative pour les travaux souterrains n'est pas pratiquement trouvée, mais les efforts dirigés en ce sens et les résultats obtenus jusqu'à présent font entrevoir que la solution approche ». Toutefois, la mise au point, pour en assurer un fonctionnement pratique et régulier, a présenté de nombreuses difficultés ; les accumulateurs surtout nécessitèrent de longues recherches, de multiples essais, pour être rendus utilisables. Depuis deux ans, la lampe électrique remplace avantageusement la lampe à essence au point de vue économique et pratique. L'entretien, le chargement et le nettoyage de la lampe électrique sont beaucoup moins coûteux et plus rapides que ceux de la lampe à essence. Son emploi est nettement avantageux par l'intensité de l'éclairage qu'elle fournit. De cette amélioration de la puissance éclairante de la lampe résulte une diminution du nombre des accidents dus aux éboulements, un meilleur nettoyage du charbon et enfin un notable abaissement des cas de nystagmus (de 6,3 % à 1 %) (1). Aussi son emploi se répand-il rapidement dans les différentes Compagnies minières.

Ici encore, mieux que de longs commentaires, les chiffres montrent l'importance du développement de l'éclairage électrique.

Dans le Pas-de-Calais, alors qu'il n'y avait que 3.331 lampes électriques en usage en 1913, contre

(1) Note du professeur J. EVREINOFF parue dans le N° du 1^{er} août 1925 de la *Revue Universelle des Mines de Liège*.

103.000 lampes à flamme, on en employait 8.237 en 1919 (47.830 lampes à essence et 1.150 à huile), 10.133 en 1922, 18.241 en 1923, 32.565 en 1924, et 42.552 en 1925, contre 82.817 lampes à flamme. La même progression en faveur de la lampe électrique se rencontre dans le Nord où leur nombre s'est élevé de 13.500 fin 1922, à 17.168 fin 1924, et à 21.638 fin 1925, contre 25.215 lampes à flamme.

Conclusion.

Cet exposé rapide du développement et des améliorations de l'outillage mécanique des travaux souterrains réalisés depuis 1900, grâce aux efforts constants des exploitants, permet d'affirmer que l'industrie minière compte parmi celles où la modernisation et le perfectionnement de l'outillage se réalisent le plus rapidement. Le reproche souvent adressé aux Compagnies houillères de ne pas bien utiliser l'effort de l'ouvrier par suite de l'insuffisance des moyens mécaniques mis à sa disposition est loin d'être fondé. Si le machinisme d'abatage n'y est pas aussi développé qu'en certaines mines étrangères, cela provient uniquement de la nature des gisements français, et si le rendement progresse peu, malgré les nombreuses et importantes améliorations de l'outillage, cela résulte de l'énorme pourcentage de main-d'œuvre étrangère, qui atteint près de 50 % du personnel dans nos deux grands bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais. Ces ouvriers habitués à d'autres gisements ou totalement ignorants du métier de mineur ont besoin de s'adapter

aux conditions difficiles d'un gisement tourmenté ; aussi le perfectionnement de l'abatage n'a guère servi, jusqu'à présent, qu'à masquer la médiocrité professionnelle de la main-d'œuvre supplémentaire embauchée pour lutter contre les effets de la loi Dufaure. Cette stagnation du rendement tient aussi pour une certaine part, il faut le reconnaître, à ce que certains ouvriers considèrent les machines mises à leur disposition comme devant être utilisées pour diminuer l'effort à fournir, et non pour augmenter la production.

Le relèvement du rendement tient aujourd'hui davantage à l'amélioration et au renforcement des cadres quelque peu débordés par l'afflux de la main-d'œuvre étrangère et la multiplication des engins mécaniques qu'au développement de ceux-ci.

SECTION II

LES CONSÉQUENCES SOCIALES

CHAPITRE PREMIER

LE RECRUTEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Au lendemain de la guerre, la diminution de production due à la perte de personnel et à l'application de la loi Durafour obligea toutes les Compagnies de mines à s'occuper activement du recrutement de la main-d'œuvre pour relever l'extraction.

Déjà avant 1914, malgré le taux élevé de la natalité dans les centres miniers (1), les progrès incessants de l'industrie houillère avaient fait apparaître une certaine difficulté de recrutement du personnel. Elle utilisait peu, à cette époque, la main-d'œuvre étrangère, et dans le Pas-de-Calais, notamment, on y comptait seulement 2.550 ouvriers étrangers, soit 2,62 % du personnel total.

Le recrutement, alors essentiellement local, se faisait surtout parmi les enfants de mineurs attirés vers la mine par des salaires avantageux, et par l'exemple du père et des frères, et aussi, mais à un degré moindre,

(1) Le taux de la natalité, dans l'arrondissement de Béthune, était avant la guerre de plus de 300 par 10.000 habitants, chiffre le plus élevé de France, alors que la mortalité n'y était que de 140 ; il s'est élevé en 1922 à 310 pour s'y maintenir les années suivantes.

dans les régions avoisinantes, parmi les parents ou les amis de mineurs ou dans les pays de culture médiocre.

Pour l'ensemble de la France, l'accroissement du personnel des mines n'avait été, en 1910, que de 5.800 unités, soit de 3 %, pourcentage inférieur à celui du bassin du Pas-de-Calais, comme l'indique le tableau ci-dessous donnant la progression du personnel de 1895 à 1913.

Bassin Houiller du Pas-de-Calais. — Personnel

ANNÉES	FOND	JOUR	ENSEMBLE
1895	35.982	9.934	45.916
1900	46.441	12.611	59.052
1906	57.309	15.945	73.254
1910	68.978	19.628	88.606
1913	74.376	22.283	96.659

Cette insuffisance de recrutement du personnel avait engagé les Compagnies à faire appel à la main-d'œuvre étrangère, et une politique d'immigration était en voie de réalisation quand survint la guerre.

A la cessation des hostilités, les ressources nationales apparurent plus réduites que jamais. Une crise aiguë de main-d'œuvre se manifesta, non seulement dans les mines, mais aussi dans toutes les branches de l'industrie. Ses causes étaient multiples, la guerre venait de coûter au pays en morts et en grands blessés plus de 11 % de sa population active masculine, la loi du

23 avril 1919, en diminuant la durée du travail journalier des entreprises les obligeait à augmenter leur personnel pour maintenir leur production antérieure, enfin beaucoup d'établissements industriels avaient été créés ou s'étaient développés pendant la guerre.

Dans les charbonnages, la pénurie de main-d'œuvre était encore aggravée par le départ de la majorité des anciens mineurs qui, après avoir quitté la mine, s'y étaient fait réaffecter temporairement au titre militaire et par le renvoi des 18.000 prisonniers allemands mis à la disposition des houillères ; enfin, de nombreux fils de mineurs restés en pays envahis ou évacués en France non occupée n'ayant pu faire leur apprentissage avaient pris une autre profession.

D'autre part, beaucoup de mineurs attirés par les hauts salaires donnés par la reconstitution quittèrent la mine pour aller travailler dans les régions dévastées. Ces différentes causes de la diminution du personnel firent tomber le nombre des ouvriers occupés dans les mines de 207.000, au 31 décembre 1918, à 163.000, au 1^{er} juillet 1919.

Ainsi, au moment où les houillères avaient le plus grand besoin d'ouvriers pour atténuer la chute de rendement et de production provoquée par l'application de la loi Durafour, leur personnel se trouvait diminué et les difficultés de recrutement apparaissaient très grandes.

On se souvint alors des tentatives de recrutement de travailleurs étrangers faites avant la guerre, pour

l'agriculture et l'industrie, notamment par le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle.

Dès la fin de 1919, le Comité Central des Houillères de France prit l'initiative de s'adresser au Commissariat général de l'émigration italienne pour obtenir un premier envoi de 7.000 travailleurs. D'autre part, un accord entre la Direction des Mines et le Service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail assura aux mines un contingent proportionnel sur les Polonais dirigés sur la France en suite de la convention d'émigration signée, le 3 septembre 1919, entre la France et la Pologne (1).

Pour donner une certaine régularité au mouvement d'immigration, et pour assurer une bonne répartition des nouveaux arrivants, le Comité des Houillères organisa à Toul et à Modane un double service de réception, de visite et de répartition, et, au cours de l'année 1920, un service spécial de la main-d'œuvre étrangère fut créé au Comité.

En 1920, 8.255 ouvriers mineurs comprenant 1.303 Italiens et 6.952 Polonais furent dirigés sur les charbonnages français. Le recrutement des Italiens ayant donné un fort déchet on y renonça et on fit porter l'effort sur l'immigration de la main-d'œuvre polonaise (2).

Il y avait, pour déterminer ce choix, une raison primordiale, la présence de nombreux mineurs polonais dans les mines de Westphalie, où ils ne voulaient plus

(1) *L'immigration des travailleurs étrangers en France.*, Yves RODET.

(2) Rapport présenté à l'Assemblée générale du Comité des Houillères, 1921.

rester. On avait ainsi la facilité de recruter des ouvriers expérimentés, dont l'apprentissage n'était pas à faire, et qu'il suffisait d'accoutumer à l'exploitation des gisements français.

Une autre question se posait, celle de la stabilité de la main-d'œuvre, rien n'étant plus nuisible au rendement et à la bonne organisation d'une entreprise que le changement continu du personnel. Il était donc indiqué de recruter des ouvriers appartenant de préférence à des nationalités de race et de tempérament semblables aux nôtres. Or, beaucoup de liens dans l'histoire unissent la Pologne à la France ; l'unité de religion, de mêmes sentiments créent entre Français et Polonais de grandes affinités leur permettant de s'adapter aisément à nos us et coutumes.

Ces diverses raisons déterminèrent le Comité Central des Houillères à demander à la Pologne le personnel indispensable à l'exploitation de nos mines.

En 1920 et 1921, 15.564 Polonais furent introduits en France et dirigés sur les mines par le Service de la main-d'œuvre étrangère du Comité des Houillères ; 1.665 provenaient de Westphalie et 13.899 de Posnanie et de l'ancienne Pologne russe.

Au cours de l'année 1922, l'importance des travaux de reconstitution des mines sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais et le développement de l'extraction de toutes les houillères nécessitèrent un personnel de plus en plus nombreux. Aussi, le Comité des Houillères introduisit encore 12.512 Polonais de Pologne,

6.250 Polonais de Westphalie et 100 Tchèques, soit en tout 18.862 ouvriers. La majeure partie fut occupée dans les houillères du Pas-de-Calais, dont le personnel étranger passa de 10.255 ouvriers en 1921, soit 12,34 % de la main-d'œuvre, à 21 541 ouvriers (1) en 1922, soit 25.99 % de l'effectif total.

Cette importante immigration éleva le chiffre du personnel du fond de 57.955 ouvriers, au 31 décembre 1921 à 64.594 onvriers au 31 décembre 1922 et, aux mêmes dates, le personnel du jour était de 25.136 et 28.505 ouvriers.

En 1923, une véritable armée de 27.000 travailleurs étrangers vint soutenir notre effort de reconstitution et de relèvement de la production ; 20.300 Polonais arrivèrent de Pologne, 6.000 de Westphalie et 700 Tchèques vinrent de différentes régions. Grâce à cette importante immigration, les effectifs du Pas-de-Calais atteignirent puis dépassèrent les chiffres de 1913.

Alors que l'on comptait :

74.366 ouvriers au fond et 22.278 au jour, en . 1913

Il y avait :

64.594 ouvriers au fond et 25.136 au jour, en . 1922

85.785 ouvriers au fond et 28.680 au jour, en . 1923

L'augmentation, en 1923, de 21.191 unités pour le fond et de 3.544 unités pour le jour avait été obtenue, non seulement par un accroissement notable de la main-d'œuvre étrangère, mais aussi par le retour à

(1) Il se composait notamment de 16.061 Polonais (15.147 au fond et 914 au jour), de 1.905 Belges (1.450 au fond et 455 au jour), de 1.280 Africains (1.190 au fond et 90 au jour), 684 Italiens (666 au fond et 18 au jour).

la mine d'environ 8.000 Français occupés aux travaux de la reconstitution (1).

La main-d'œuvre étrangère qui s'élevait :

en 1913 à 2.550 ouvriers, soit 2,62 % du total	passait
en 1921 à 10.255 » » 12,34 % du personnel,	
en 1922 à 21.541 » » 25,99 % »	
en 1923 à 40.318 » » 35,3 % »	

En une année, le nombre des Polonais doubla et s'éleva de 16.061, en 1922, à 32.560, en 1923.

La proportion d'étrangers employés au fond devint alors très élevée ; elle était de 71,3 % à Drocourt, 69 % à Ostricourt, 60 % à Courrières, 52 % à Bruay, 47 % à Marles.

Dans le bassin du Nord, l'appoint de la main-d'œuvre étrangère permit aussi d'obtenir une importante progression des effectifs ; alors que le nombre des ouvriers occupés dans les mines du Nord s'élevait à 37.207 en 1913, il atteignait 38.654 fin 1922, puis 42.340 au 31 décembre 1923.

En 1924, il y eut un certain ralentissement de l'immigration, malgré l'augmentation des effectifs tchèques passant de 700 à 1.561, et de l'arrivée de 614 Serbes. Au total, le service de la main-d'œuvre étrangère du Comité des Houillères ne fournit que 18.008 ouvriers, dont 12.485 Polonais de Pologne et 3.348 Polonais de Westphalie.

Dans le bassin du Nord, les effectifs passèrent de

(1) Rapport de l'Ingénieur en Chef des Mines du Pas-de-Calais, 1923.

42.340 ouvriers, fin décembre 1923, à 51.722 ouvriers fin décembre 1924, avec une proportion de 40 % d'étrangers, dont 13.989 Polonais.

Si l'on examine l'immigration étrangère dans les autres charbonnages, on remarque que dans les houillères de la Moselle, si l'on excepte les Sarrois, le pourcentage des ouvriers étrangers était sensiblement le même que dans l'ensemble des mines françaises. Là aussi, l'augmentation du personnel résultait de l'immigration de Polonais, au nombre de 3.123 en 1924 contre 2.376 en 1923.

La répartition des étrangers par nationalités était la suivante : Polonais 3.123, Tchèques 396, Italiens 650, divers 1.144.

Le bassin de la Loire vit également, au cours de cette même année, augmenter le nombre des ouvriers étrangers de toutes nationalités de 13 % sur 1923 et de 50 % sur 1921 ; on y rencontrait 3.798 Africains, soit 52 % de l'effectif étranger, et seulement 1.396 Polonais.

Dans le bassin du Gard, les Arabes étaient également en majorité, mais avec une tendance à diminuer en faveur du recrutement Polonais. Le personnel était passé de 16.472 ouvriers, en 1923, à 17.292, en 1924, soit une augmentation de 5 %, et comprenait 188 étrangers de plus qu'en 1923.

En résumé, en 1924, les houillères françaises occupaient 311.000 ouvriers comprenant près de 100.000 étrangers, soit le tiers de l'effectif. Ce personnel a produit 45 millions de tonnes, alors qu'en 1913 avec 203.000

ouvriers l'extraction était de 41 millions de tonnes.

Pour faire progresser la production de 10 %, il avait donc fallu augmenter le personnel de 50 % ; ce simple rapprochement fait ressortir la gravité de la répercussion de la loi du 24 juin 1919 sur le rendement de l'ouvrier.

En 1925, il ne fut introduit par les soins du Service de la main-d'œuvre étrangère que 10.793 ouvriers, par suite de dispositions administratives qui ont suspendu au moment de la crise commerciale, du mois de juin au mois d'octobre, le recrutement pour les houillères.

Ces 10.793 étrangers comprenaient 9,014 Polonais de Pologne et seulement 362 Polonais de Westphalie, 1.012 Tchèques, 7 Serbes (614 en 1924), 94 Russes, 196 Styriens et 108 Lithuaniens.

Pour la première fois, depuis 1919, on eut à constater, pendant le premier semestre de 1925, un abaissement des effectifs ; de 311.000 unités, en janvier 1925, ils fléchirent jusqu'à 303.000, en septembre, pour se relever progressivement à 315.000, en janvier 1926.

Désormais, le personnel des mines, sauf à Liévin et Lens, est suffisant ; il n'y a plus à se préoccuper de l'augmenter par masses énormes, comme au cours des premières années qui suivirent la paix, il suffira de maintenir le courant d'immigration et de le régler suivant le développement des exploitations.

D'ailleurs, « si favorable que soit pour le pays l'introduction de 100.000 ouvriers en général sains, laborieux et compétents, il ne serait pas sage de faire des régions houillères un immense bassin de décantation

étrangère ; et, d'autre part où trouverions-nous une seconde fois toute une population minière formée, comme elle l'était en Westphalie, et déplacée par un de ces raz de marée économique et politique comme on n'en voit qu'un par siècle ? » (1).

Pendant la période de 1920-1925, les services d'immigration de la main-d'œuvre étrangère ont fourni aux houillères de France 90.227 ouvriers célibataires ou chefs de famille provenant en très grande majorité de Pologne ou de Westphalie, comme l'indique le tableau ci-dessous (2).

ANNÉES	Polonais		Tchèques	Serbes	Russes	Styriens	Lithuaniens	TOTAUX
	de Pologne	de Westphalie						
1920	13.899	1.665						15.564
et 1921								
1922	12.512	6.250	100					18.862
1923	20.300	6.000	700					27.000
1924	12.485	3.348	1.561	614				18.008
1925	9.014	362	1.012	7	94	196	108	10.793
Total	68.210	17.625	3.373	621	94	196	108	90.227

On trouvera à la fin de ce chapitre deux tableaux A et B donnant l'état général du personnel et l'importance numérique des travailleurs étrangers à la date du 1^{er} janvier 1925 ; le premier concerne les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, l'autre les autres charbonnages de France.

Deux autres tableaux C et D indiquent, pour chaque exploitation, le nombre d'ouvriers célibataires, le

(1) *Le problème houiller*, par M. DE PEYERHIMHOFF.

(2) Renseignement fourni par le Service de la main-d'œuvre étrangère.

nombre d'ouvriers avec familles, le nombre des enfants, et, sous la rubrique « total », le nombre global, par exploitation, de la population étrangère de chaque nationalité (1).

L'examen des tableaux C et D fait ressortir que les Polonais sont surtout occupés dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais, et que les Nord-Africains se dirigent principalement vers les bassins de la Loire et du Gard.

Cette importante immigration a permis aux charbonnages du Pas-de-Calais de relever leur personnel du fond à 97.286 ouvriers et celui du jour à 28.183, au lieu de 74.366 et 22.278 en 1913, malgré la perte d'environ 16.500 Français. Le total des étrangers qui, en 1913, s'élevait seulement à 2.550 était, au commencement de 1926, de 48.000, dont 37.000 Polonais.

Les houillères du Nord occupaient, en 1913, 37.207 ouvriers dont seulement 3.500 étrangers, Belges pour les deux tiers. Au début de 1926, leur personnel était de 56.105 ouvriers plus 1.650 contremaîtres. Cet accroissement des effectifs ne résulte aucunement de l'embauchage d'ouvriers français moins nombreux qu'en 1913 (1.500 en moins environ), mais de la présence de 25.000 étrangers représentant 43 % du personnel.

Problèmes d'ordre social résultant de l'introduction de la main-d'œuvre étrangère

Les seules mines du Nord et du Pas-de-Calais occupent actuellement plus de 73.000 étrangers sans

(1) Renseignements communiqués par le Service de la main-d'œuvre étrangère.

compter leurs familles et l'affluence de la main-d'œuvre étrangère est telle que dans certaines Compagnies les ouvriers français sont en minorité. Dès 1924, on comptait à Drocourt dans les travaux du fond 79 % d'étrangers et, au 1^{er} janvier 1925, pour le fond et le jour réunis 69,05 %. A Courrières, ces pourcentages sont respectivement de 62 % et 52,75 %, à Ostricourt de 71 % et 51,85 %, à Bruay de 54 % et 45,15 %.

Ces chiffres déjà impressionnants ne donnent pas une idée exacte de l'afflux de l'élément étranger dans certaines régions minières, ils ne représentent que des travailleurs ; si on leur adjoint les femmes et les enfants, on constate qu'il y a à Ostricourt, pour une population totale de 16.721 personnes, 9.251 étrangers. Quelques comparaisons montrent l'intérêt des questions soulevées par la présence de colonies étrangères importantes au point de menacer de submerger la population indigène.

Population étrangère dans quelques concessions 1^{er} Janvier 1925

	Population totale	Population étrangère
Aniche.	39.135	16.018
Courrières.	50.089	24.276
Dourges.	15.744	4.494
Escarpelle.	9.719	2.714
Lens.	48.297	13.923
Liévin.	18.339	5.237
Nœux.	30.441	9.938
Ostricourt.	16.721	9.251
Vicoigne.	1.595	447

L'emploi, la stabilisation et l'assimilation d'éléments étrangers aussi nombreux présentent certaines difficultés et nécessitent des méthodes d'organisation et même de sécurité particulières.

Ce n'était pas en faisant appel aux ressources locales qu'il était possible d'abriter de tels effectifs, il a fallu prévoir leur logement avant leur immigration, et construire de nombreuses maisons ouvrières. L'effort accompli dans ce sens faisant l'objet d'un chapitre spécial, nous nous bornons à indiquer que cette multiplication des logements pèse lourdement sur le prix de revient ; on peut évaluer la dépense au minimum à 6 à 8 francs par tonne (1).

Le émigrants sont d'autant plus instables que leur patrie est éloignée, qu'ils n'ont généralement pas de foyer et que l'expatriation crée en eux le goût du changement. Il convient, pour obtenir des résultats satisfaisants, de les fixer au lieu de leur travail et le plus sûr moyen d'y parvenir est de leur permettre d'avoir un foyer, de vivre en famille, c'est-à-dire de leur fournir des habitations confortables.

Dès 1921, l'augmentation du nombre des logements ouvriers avait permis à 1.600 familles d'accompagner ou de rejoindre leur chef, soit 10 % de l'effectif introduit. Sauf une légère régression, en 1925, résultant du ralentissement volontaire de l'immigration, la proportion des ouvriers accompagnés de leur famille, s'est régulièrement accrue de 1920 à 1924, c'est-à-dire au fur et à mesure de la reconstitution des mines dévas-

(1) Rapport à l'Assemblée du Comité des Houillères, 1924.

tées du Nord et du Pas-de-Calais, de l'amélioration des services de transport du Comité des Houillères et, plus tard, sous l'influence de la Société Générale d'Immigration dont le but est de faciliter aux immigrants le transport de leurs meubles du lieu de recrutement à la mine destinataire (1).

**Statistique des familles d'ouvriers mineurs étrangers
introduites depuis la création du Service
de la main-d'œuvre étrangère au Comité des Houillères**

ANNÉES	FAMILLES	PROPORTION
1920-1921	1.600	10 %
1922	5.574	30 %
1923	8.989	33 %
1924	7.337	40 %
1925	3.380	30 %

Cette émigration non plus d'individus isolés mais de familles entières, tout en assurant une plus grande stabilité du personnel, permet de faire travailler des enfants et des adolescents étrangers dans les travaux du fond et d'assurer ainsi pour l'avenir la formation et le recrutement sur place de la main-d'œuvre.

Les Polonais, bien logés, groupés en cités, forment de véritables colonies. Les Compagnies ont organisé des cours spéciaux leur permettant d'apprendre le français, ouvert des écoles polonaises pour les enfants et facilité, par la présence d'aumôniers polonais, l'exercice des pratiques religieuses.

(1) Renseignements communiqués par le Service de la main-d'œuvre étrangère.

Grâce à ces efforts d'installation, au soin apporté par la plupart des exploitants à répondre aux aspirations d'un sentiment national resté très vivace, et à l'engagement contracté entre les Compagnies de se rembourser les frais d'introduction proportionnellement au temps non accompli pour lutter contre le débauchage, la proportion d'ouvriers immigrés stabilisés dans les mines passa successivement de 65 %, en 1921, à 87 %, en 1922, et à 94,6 %, en 1923.

Le nombre des étrangers présents dans les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais suffit à indiquer quelle importante modification s'est manifestée, depuis 1919, dans la population minière. On imagine quels changements cet afflux d'immigrants a pu apporter à la physionomie et à la vie des cités ouvrières. Il s'agit d'une immigration pauvre comme celle de l'Italie, mais, contrairement à l'Italien, le Polonais n'est pas venu isolément, il est parti sans espoir de retour, et s'est installé chez nous avec sa famille et le peu qui constitue son bien. C'est pourquoi les banques polonaises ont dans toutes ces régions des succursales, et qu'il est venu de Galicie et de Posnanie pour ravitailler seulement les Polonais de Bruay, dix épiciers-bouchers, six tailleurs, vingt cordonniers, etc.

Malgré son importance, ce mouvement d'immigration ne paraît pas toucher à son terme. Pour que le bassin artésien notamment atteigne la production escomptée, on estime qu'il faudra porter l'effectif étranger entre 60 et 65 % du personnel employé.

Ne faut-il pas redouter que ces colonies étrangères

ne forment par leur importance de petits états inassimilables ? « Non, car l'histoire démontre qu'en moins d'une génération, les Slaves sont facilement absorbés par le milieu où ils vivent. Leur adaptation au génie français, en particulier, est rapide et complète, et la sincérité de leurs sentiments religieux catholiques ne peut que les rapprocher des populations catholiques du Nord » (1).

TABLEAU A

État du personnel dans les houillères des bassins
du Nord et du Pas-de-Calais au 1^{er} Janvier 1925

EXPLOITATIONS	Nombre total des ouvriers présents dans chaque exploitation,	Nombre d'ouvriers français	Nombre d'ouvriers étrangers	PROPORTION %	
				Français	Étrangers
Aniche	16.341	9.306	7.035	56,95	43,05
Anzin	—	—	—	—	—
Béthune	10.798	7.834	2.964	72,55	27,45
Bruay	20.260	11.117	9.143	54,85	45,15
Courrières	20.595	9.736	10.859	47,85	52,75
Douchy	—	—	—	—	—
Fourges	7.384	5.177	2.207	70,10	29,90
Dracourt	3.478	1.077	2.401	30,95	69,05
Escarpelle	5.814	4.218	1.596	72,55	27,45
Lens	17.287	12.154	5.133	70,30	29,70
Liévin	4.927	3.472	1.455	70,45	29,55
Marles	—	—	—	—	—
Nœux	12.403	7.834	4.569	63,15	36,85
Ostricourt	5.882	2.352	3.530	40,00	60,00
Vicoigne	700	468	232	66,85	33,15

(1) *Nord Industriel* du 6 juin 1925. M. Auguste PAWŁOSWSKI, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes.

TABLEAU B

**État du personnel dans les houillères des autres bassins
au 1^{er} Janvier 1925**

EXPLOITATIONS	Nombre total des ouvriers présents dans chaque exploitation.	Nombre d'ouvriers français	Nombre d'ouvriers étrangers	PROPORTION %	
				Français	Étrangers
Albi.	1.891	1.098	793	58,05	41,95
Aubin.	2.888	1.832	1.056	63,45	46,55
Bessèges.	1.755	1.092	663	86,03	13,95
La Boule.	1.138	947	191	82,75	17,25
Blanzy.	8.429	5.383	3.046	63,85	36,15
Carmaux.	3.596	2.828	768	78,65	21,35
Decize.	1.870	1.171	699	62,60	37,40
Gagnières.	—	—	—	—	—
Grand'Combe.	6.559	4.824	1.735	73,55	26,45
La Houve.	5.146	1.598	3.548	31,05	68,95
Messeix.	790	654	136	82,75	17,25
Montrambert.	4.526	3.041	1.485	67,20	32,80
Roche-la-Molière.	6.558	4.811	1.747	73,35	26,65
Ronchamp.	—	1.221	554	—	—
Sarre-et-Moselle.	—	—	—	—	—
St-Eloy-Ferrières.	2.057	1.765	292	85,80	14,20
Saint-Etienne.	5.916	3.495	2.421	59,05	40,95
Trelys.	1.547	931	616	60,15	39,85
Champagnac.	995	785	210	78,85	21,15
St-Etienne (Loire).	5.046	3.361	1.685	66,60	33,39

TABLEAU C

État du Personnel dans les Houillères des Bassins

EXPLOITATIONS	Ouvriers présents dans l'exploita- tion	POLONAIS et WESTPHALIENS				TCHÉCOSLOVAQUES				YOUGO-SLAVES	
		Seuls	avec familles	Enfants	(A) TOTAL	Seuls	avec familles	Enfants	(A) TOTAL	Seuls	avec familles
Aniche	16.341	2945	2 163	5 191	12.449	162	66	119	413	23	4
Anzin	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Béthune	10.798	767	1 624	2 646	5.390	5	—	—	5	—	—
Bruay	20.260	5 611	2 540	—	16.238	189	38	—	361	372	6
Courrières	20.595	4 294	3 312	10 334	17.940	1 042	359	1 023	2.424	81	3
Dourges	7.384	818	704	1 270	3.062	39	29	27	134	1	—
Douchy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Drocourt	3.478	510	755	1 869	4.070	304	95	235	780	29	—
Escarpelle	5.814	755	446	968	2.189	33	—	—	35	—	—
Lens	17.287	848	1 671	3 676	7.219	147	122	249	606	104	1
Liévin	4.927	192	943	2 275	4.353	16	7	23	53	—	—
Marles	—	4 037	2 483	6 200	15.203	—	—	—	—	—	—
Nœux	12.403	2 535	1 498	3 637	8.808	20	19	36	94	—	—
Ostricourt	5.882	1 805	1 450	4 347	8.692	17	4	11	36	6	—
Vicoigne	700	94	90	84	327	—	3	1	7	—	—

(A) Femmes comprises.

TABLEAU C

du Nord et du Pas-de-Calais au 1^{er} janvier 1925

ALLEMANS		NORD-AFRICAINS				DIVERS				FRANÇAIS			
Enfants	(A)	Seuls	avec familles	Enfants	(A)	Seuls	avec familles	Enfants	(A)	Seuls	avec familles	Enfants	(A)
	TOTAL												
27	78	374	5	5	391	734	549	1 063	2.887	3 028	6 278	7 459	22.917
—	—	118	—	—	118	450	—	—	450	7 834	—	—	7.834
—	682	4	—	—	4	323	—	—	323	11 117	—	—	11.117
20	231	672	—	—	672	584	485	1 940	3.009	4 021	5 715	16.077	25.813
—	1	—	—	—	—	280	336	553	1.297	2 050	3 127	4 348	11.291
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	67	2	—	—	2	355	342	742	1.813	406	671	960	2.853
—	—	86	—	—	86	166	90	150	406	1 790	2 428	2 787	7.005
52	707	4	1	2	8	851	1 226	2 208	5.383	523	11.631	13.571	34.374
7	15	40	2	—	44	78	173	348	772	158	3 314	6 316	13.102
—	—	119	4	9	136	209	165	375	900	3 003	4 831	75 12	20.143
—	6	—	—	—	—	162	86	189	523	771	1 581	3 871	7.464
—	—	—	—	—	—	2	43	42	113	4	464	342	1.148

) Femmes comprises.

TABLEAU D

État du personnel dans les houillères

EXPLOITATIONS	Ouvriers présents dans l'explo- itation	POLONAIS et WESTPHALIENS				TCHÉCOSLOVAQUES				VO	
		Seuls	avec familles	Enfants	(A) TOTAL	Seuls	avec familles	Enfants	(A) TOTAL	Seuls	
Albi	4.891	406	188	414	4.192	—	—	—	—	—	
Aubin	2.888	155	139	236	669	149	74	60	357	1	
Bessèges	4.755	222	94	190	598	22	11	13	56	—	
La Bouble	1.138	37	68	47	199	—	13	6	29	—	
Blanzv	8.429	1335	1028	301	6.094	43	—	—	43	—	
Carmaux	3.596	83	93	356	532	4	—	—	4	—	
Decize	1.870	208	102	207	617	33	7	12	59	41	
Gagnières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Grand'Combe	6.559	84	—	9	93	4	—	—	4	—	
La Houve	—	543	752	1803	3.096	11	12	21	44	15	
Messeix	790	82	41	99	264	—	1	1	3	—	
Montrambert	4.526	212	225	500	1.178	4	1	—	6	1	
Roche-la-Molière	6.558	169	182	66	599	2	—	—	2	—	
Ronchamp	—	385	136	408	1.065	—	—	—	—	—	
Sarre-et-Moselle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saint-Eloy (Ferrières)	2.057	143	108	22	381	—	—	—	—	—	
Saint-Etienne	5.916	127	61	115	364	18	1	2	22	2	
Trelys	1.547	274	116	223	710	8	5	7	25	—	
Champagnac	995	99	46	91	282	19	4	10	37	—	
Saint-Etienne (Loire)	5.046	257	94	231	676	—	—	—	—	—	

(A) Femmes comprises.

TABLEAU D

s autres bassins au 1^{er} janvier 1925

VES		NORD-AFRICAINS				DIVERS				FRANÇAIS				Popu- lation totale
(A)	TOTAL	Seuls	avec familles	Enfants	(A)	TOTAL	Seuls	avec familles	Enfants	(A)	TOTAL	Seuls	avec familles	
—	—	111	—	—	111	88	—	—	88	1 098	—	—	—	—
1	—	—	—	—	—	259	279	622	1 439	556	1 276	934	4 042	6 508
—	—	35	—	—	35	110	169	368	807	1 433	2 659	2 752	9 433	10 929
—	—	—	—	—	—	53	20	44	135	195	752	553	2 105	2 468
—	—	17	—	—	17	385	238	45	1 265	342	5 041	1 466	17 984	25 430
—	—	—	—	—	—	310	278	902	1 490	679	2 149	1 588	—	—
1	106	193	1	—	195	71	26	43	166	391	780	697	2 460	3 783
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	732	—	—	732	915	—	27	942	4 824	—	364	5 188	6 961
1	39	—	—	—	—	1144	1058	2 217	4 409	813	785	1 420	3 018	10 608
—	—	—	—	—	—	11	1	—	13	126	528	586	1 768	2 048
1	673	2	3	—	680	219	148	263	746	989	2 052	2 470	7 307	9 911
—	971	2	—	—	975	296	125	23	569	1 566	3 245	369	8 425	10 570
—	—	—	—	—	—	30	3	8	44	—	—	—	1 221	2 330
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	26	15	6	63	277	1 488	53	3 307	3 750
4	1 253	3	—	—	1 259	649	306	494	1 755	1 094	2 401	2 806	8 702	12 105
—	143	—	—	—	143	44	26	49	145	526	405	411	1 727	2 759
—	—	—	—	—	—	36	6	14	62	125	660	508	1 893	—
—	710	—	—	—	710	624	—	—	624	3 361	—	—	—	—

CHAPITRE II

L'UTILISATION DES LOISIRS

§ I. — QUELS SONT LES LOISIRS DES MINEUR ?

A) *Dans le Pas-de-Calais et le Nord*

Quatre-vingt pour cent environ des ouvriers sont logés dans les cités ou « corons » avoisinant le puits, ce qui abrège beaucoup la durée du trajet qu'ils ont à faire pour se rendre à leur travail. Cette durée varie entre cinq et quinze minutes.

Les autres ouvriers habitent, soit un village voisin et viennent à leur travail à pied ou à bicyclette, soit des régions purement agricoles assez éloignées de la mine et ils empruntent pour effectuer leurs parcours des trains ouvriers ou des autobus mis à leur disposition par les Compagnies. On peut, dans ces deux derniers cas, évaluer la durée du trajet à 45 minutes ou une heure.

La longueur du trajet est le seul facteur variable pour le calcul de la durée des loisirs. Si tous les mineurs n'habitent pas les corons ce n'est généralement pas faute de logements mais parce que certains d'entre eux préfèrent garder leur maison et le champ qui l'entoure. Leurs déplacements sont d'ailleurs facilités par la généralisation récente des installations de bains-douches qui permettent aux ouvriers de laisser leurs vêtements au vestiaire, de revêtir la tenue de travail et en remon-

tant de se laver mieux et plus rapidement qu'ils ne pourraient le faire chez eux.

Les mineurs répartis entre trois postes de huit heures ont des loisirs variant assez peu suivant le poste dont ils font partie.

Ceux du poste du matin et ceux du poste de nuit ont les mêmes loisirs, tandis que les mineurs du poste de l'après-midi ont une heure de plus parce qu'ils ne font que trois repas, le briquet pris au fond étant plus copieux.

Le tableau ci-dessous permet de se faire une idée de la répartition habituelle des heures de la journée du mineur.

Poste du matin

Le mineur se lève à 4 h. 15, il s'habille de 4 h. 15 à 4 h. 45, prend son café de 4 h. 45 à 5 heures, se rend au puits de 5 h. à 5 h. 15, passe au lavabo de 5 h. 15 à 5 h. 25, puis à la lampisterie de 5 h. 25 à 5 h. 30, descend vers 5 h. 30, remonte vers 13 h. 30, rend sa lampe de 13 h. 30 à 13 h. 35, se lave de 13 h. 35 à 13 h. 55, rentre chez lui de 13 h. 45 à 14 h. 10, prend le premier grand repas de 14 h. 10 à 15 h. 10, dîne de 19 h. 15 à 20 h. 15, et se couche à 20 h. 15.

Il apparaît que, de 15 h. 10 à 19 h. 15, le mineur est inoccupé, c'est le temps des loisirs. Dans le cas ci-dessus, les loisirs sont de 4 heures ; ces chiffres ne sont donnés qu'à titre d'indication ; suivant les modifications de l'horaire indiqué, la durée des loisirs pourra varier plus ou moins. Ainsi, par la suppression du

repas du soir, l'ouvrier du poste de l'après-midi se couchant à 22 h. 10 se lèvera à 6 h. 10, sera habillé et aura déjeuné à 6 h. 55 et, de 6 h. 55 à 12 heures, jouira de 5 heures de loisirs.

B) *Dans la Loire*

Les ouvriers disposent aussi de bains-douches et de vestiaires, mais généralement ils habitent assez loin du puits et il n'est pas exagéré de doubler la moyenne du temps nécessaire pour se rendre au travail dans les mines du Pas-de-Calais et du Nord mais, comme ils consacrent moins de temps au premier repas qu'ils prennent chez eux à leur retour de la mine vers 15 heures, il semble que les loisirs aient à peu de chose près la même durée dans la Loire que dans le Pas-de-Calais.

§ II. — L'UTILISATION DES LOISIRS

La limitation de la journée de travail à 8 heures a eu pour résultat de donner, ainsi que nous venons de le voir, d'assez longs loisirs à l'ouvrier mineur. Suivant l'emploi qu'il en fera, ils seront pour lui bienfaisants ou nuisibles. Si l'on veut que les loisirs de l'ouvrier améliorent sa santé physique et morale, il faut résoudre de nombreux problèmes sociaux. C'est un point sur lequel M. Ribot appelait fortement l'attention du Sénat, le 24 avril 1919, à la suite du vote de la loi de huit heures. « Nous ne pouvons assister impassibles à cette diminution des heures de travail et croire que notre besogne est terminée. Il nous faudra multiplier, pour les ouvriers qui ont des loisirs, les moyens de ne

pas les dépenser dans une oisiveté contraire à leur santé et à leur vie. Il faudra multiplier les moyens d'éducation, les mettre à leur portée ».

Plus que dans toute autre industrie la question de l'emploi des loisirs était importante dans les mines.

Comme nous l'avons signalé, le mineur généralement habite à proximité de son travail et ne perd pas, comme beaucoup d'ouvriers, un temps considérable en trajets. Même à distance égale, cette perte de temps est beaucoup moindre pour lui ; sa journée de travail ne comprenant qu'un seul poste le libère des pertes de temps occasionnées par les déplacements au milieu de la journée. On peut sans exagération estimer qu'il profite ainsi d'une heure supplémentaire de loisirs. Plus longs et réunis en une seule période, ils sont plus facilement utilisables.

Mais, cette longueur est aussi un danger et, au moment du vote de la loi Durafour, comme de celle du 23 avril 1919, on exprimait la crainte que les nouveaux loisirs mal employés aient pour conséquence un abaissement du niveau moral de la population minière et une recrudescence de l'alcoolisme. L'ouvrier peu entraîné aux distractions intellectuelles ne saurait pas profiter, disait-on, de la réduction des heures de travail pour son perfectionnement intellectuel, moral et professionnel ; consacrant au cabaret ses heures de liberté, il y dépenserait une partie de son salaire au détriment de sa santé et du bien-être de sa famille.

Heureusement, nous le verrons, ces craintes ne se sont pas réalisées ; le mineur, placé dans de bien meilleures

conditions que l'ouvrier des grandes agglomérations urbaines pour l'utilisation de ses loisirs a su, avec l'aide des Compagnies, en tirer sinon un profit intellectuel tout au moins une amélioration physique et peut-être aussi morale.

A) *Les loisirs et le désœuvrement*

Le célibataire du poste du matin sera bien tenté, après être rentré chez lui et avoir pris son repas, de flaner jusqu'à l'heure du dîner ; s'il est du poste de l'après-midi, il ne doit descendre qu'à 13 h. 30, et il est probable qu'il ne songera pas à se lever de grand matin. On cite, dans les mines de la Moselle, des célibataires qui, sortis de la mine à 14 heures, rentrent chez eux vers 15 h. 30, dînent à 16 heures et se couchent à 17 h. 30 pour se lever à 4 heures et travailler à 6 heures. Il est certain que le mineur, comme la plupart des ouvriers, se couche de bonne heure ; il suffit pour s'en convaincre de circuler le soir à travers les cités ; dès 21 heures, le calme et le silence y régissent, et rares sont les lumières qui brillent encore.

Il est incontestable qu'au lendemain de l'application de la loi il y eut quelque flottement et que, les premiers temps, les ouvriers ne savaient que faire d'un temps pour lequel ils n'avaient jamais prévu d'utilisation. Ce fut une période de transition et de désœuvrement. Ensuite, le mineur sut se créer des occupations diverses et, s'il n'a pas perdu l'habitude aux beaux jours de fumer sa pipe accroupi devant le seuil de sa maison, on ne peut en général l'accuser de paresse.

B) *Les loisirs et la continuation d'un travail*

La Convention de Washington interdit les travaux supplémentaires que l'ouvrier pourrait être appelé à accomplir en dehors des limites assignées à l'activité de l'établissement dans lequel il est occupé. C'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter la limitation des heures de travail imposée par la loi du 24 juin. Mais, en dehors de sa journée normale de travail, le mineur peut effectuer des travaux chez des particuliers ou dans un autre établissement. Cette latitude laissée aux ouvriers de travailler autant qu'ils le veulent, pourvu que ce ne soit pas plus de huit heures dans la même entreprise, est un des plus étranges paradoxes de la situation créée par la loi.

Quand la loi prévoit que le salaire ne devra pas diminuer malgré la réduction des heures de travail ne veut-elle pas précisément permettre aux ouvriers de conserver la libre disposition de leurs loisirs en leur évitant la nécessité de rechercher un gain supplémentaire ?

Le législateur a bien prévu cette utilisation des loisirs, mais par suite de leur nature même il n'a pas pensé pouvoir intervenir pour obliger le travailleur à les employer d'une manière ou d'une autre.

Si dans les mines cette question n'offre pas d'intérêt, il n'en est pas de même pour beaucoup d'industries. Il existe en effet de nombreuses entreprises où l'ouvrier, en s'occupant en dehors de son travail normal chez un concurrent ou même chez de simples particuliers, généralement à un tarif inférieur, peut faire à son patron une véritable concurrence.

On ne voit pas bien comment il en serait ainsi dans les mines. Le mineur spécialisé dans le travail souterrain n'a pas d'occasions d'exercer son métier autre part qu'à la mine et rares sont ceux qui possèdent d'autres connaissances utilisables.

Il faut encore, pour qu'on en tolère l'exercice, qu'elles ne compromettent pas le bon ordre des cités.

On rencontre cependant quelque mineurs originaires de régions agricoles qui, leur journée terminée, vont travailler chez un cultivateur, d'autres, utilisant les connaissances acquises avant de venir dans le pays houiller, font de menus travaux pour les habitants de leur cité.

Les raisons précédentes ne suffisent pas à elles seules à expliquer pourquoi la grande majorité des mineurs ne consacre pas ses loisirs à un travail rémunéré. Si parfois l'ouvrier continue volontairement à travailler ce n'est que par cupidité, nécessité et quelquefois désœuvrement et non par amour du travail.

Or le mineur ne recherche pas les gains supplémentaires, ce n'est pas un thésauriseur et cela s'explique aisément ; il sait que, tant qu'il est au service d'une Compagnie, il n'aura pas à craindre le chômage, la maladie ou les suites d'accidents ; plus tard, quand il sera retraité, on l'emploiera généralement à des travaux accessoires.

La nécessité ne se fait pas trop sentir pour lui. Il a un salaire relativement élevé, jouit d'un logement confortable et presque gratuit, récolte ses légumes,

a de grandes facilités de chauffage et, s'il est père de famille, touche un salaire plus élevé.

Enfin, si le prix de la vie monte, sa puissance syndicale intervient, pourvu que les conditions économiques ne s'y opposent pas trop sévèrement, et fait ajuster les salaires à la diminution du pouvoir d'achat du franc. La troisième raison : le désœuvrement n'intervient pas non plus, le mineur sait se créer des distractions ou des occupations et les Compagnies s'efforcent aussi, surtout depuis la guerre, de pourvoir à l'utilisation de ses loisirs.

C) *Les loisirs et le jardinage*

Toutes les enquêtes qui ont été faites depuis l'application de la loi de huit heures reconnaissent unanimement l'importance qu'occupe le jardinage dans l'utilisation des loisirs.

Plus qu'autre part cette constatation s'impose dans les régions minières, elle ne date pas d'ailleurs de 1919, mais de longtemps avant la guerre.

Le mineur est mieux placé que n'importe quel ouvrier dans de bonnes conditions pour le jardinage (1). Sa maison est située au milieu de son jardin et il n'a pas, comme l'ouvrier de la ville, à faire un long trajet pour s'y rendre et en revenir. Il peut y consacrer de courts instants de liberté, faire tous les travaux en temps utile, et, ayant de l'eau courante chez lui, arroser si le besoin s'en fait sentir.

(1) Nous faisons allusion au Nord et au Pas-de-Calais où grâce au magnifique effort des Compagnies, les conditions d'habitation sont remarquables. Il n'en est malheureusement pas encore de même dans certaines régions minières.

Il ne faut pas être surpris de rencontrer tant d'habiles jardiniers parmi la population minière.

Le mineur a beaucoup de goût pour la culture potagère, il y réussit fort bien, cultive avec soin le petit jardin de 3 à 5 ares attenant à sa maison ou l'une des grandes parcelles distribuées par les Compagnies à leur personnel chargé de familles nombreuses (314 hectares à Anzin, 260 à Courrières, 167 à Aniche, 81 à Douchy, à Lens, à Béthune, etc...).

L'augmentation du coût de la vie depuis l'application de la loi de huit heures et en particulier la cherté croissante des produits du sol l'invitent à se livrer à ces travaux qui ont pour heureuses conséquences de l'occuper au grand air et de le soustraire au cabaret et à ses embûches.

Grâce à son jardin, l'ouvrier approvisionne son ménage en légumes à bon marché, vend parfois le surplus de sa récolte quand il peut obtenir un terrain assez grand, et embellit enfin les abords de sa maison par la culture de quelques fleurs. Ces nombreux avantages amènent certaines Compagnies à développer parmi leur personnel le goût du jardinage en faisant donner les premières notions de culture potagère et d'arboriculture fruitière aux enfants des écoles dans les jardins d'expérience des instituteurs. Elles font en outre distribuer dans les cités ouvrières des tracts, brochures ou manuels d'horticulture. Les ouvriers se procurent à leurs frais les graines, et certaines Compagnies produisant du sulfate d'ammoniaque en grande quantité leur fournissent cet engrais dans de bonnes

conditions. Des concours sont organisés, chaque année, pour stimuler les efforts des mineurs jardiniers, et l'on peut voir aux expositions horticoles de Lille, notamment, les beaux résultats qu'ils obtiennent.

La situation de la maison au milieu du jardin a encore un autre avantage très apprécié de l'ouvrier, c'est de lui permettre de s'intéresser à de petits élevages qui ne sont pas seulement une source de bénéfices mais aussi de distractions.

Les Compagnies construisent, en même temps que les habitations, des clapiers et des volières permettant l'élevage des lapins, des poules, etc... et de posséder des coqs de combat dont le mineur est souvent très fier et grand amateur.

L'élevage des pigeons voyageurs a aussi de nombreux fervents adeptes qui prennent part aux concours fréquents organisés par les sociétés colombophiles locales.

D) *Les loisirs et les sports*

Si le jardinage est l'occupation favorite des mineurs mariés et d'un certain âge, les sports ont toute la faveur des jeunes gens. Leurs aînés ne s'en désintéressent pas, mais y voient plutôt un spectacle qui paraît leur plaire de plus en plus ; n'ayant pas eu l'occasion dans leur jeunesse de les pratiquer, ou trop âgés pour s'y adonner, ils vont suivre avec intérêt les jeux auxquels se livrent leurs enfants, leurs parents, leurs jeunes camarades de travail. Si tout le monde ne pratique

pas les sports, on peut affirmer que l'esprit sportif progresse rapidement.

Chaque cité importante dispose, pour les exercices d'ensemble et d'entraînement, d'un terrain aménagé pour le foot-ball, la course à pied, le basket-ball, etc ...

D'importantes installations ont été réalisées par les mines de Béthune, Bruay, Courrières, Lens, Marles, Liévin, Nœux, etc... pour faciliter les réunions des associations sportives, et assurer leur développement. La meilleure organisation paraît consister à doter chaque cité d'un stade d'entraînement proche des habitations et de prévoir un vaste stade central où, les jours de concours, viennent lutter les différentes sociétés locales et étrangères pour la conquête des championnats.

Les mines de Béthune ont ainsi construit au centre de la concession un stade aménagé non seulement confortablement mais avec coquetterie. Il comprend tous les terrains et pistes nécessaires à la pratique des différents sports et des bâtiments couverts permettant de maintenir l'entraînement en hiver.

Les jours de matches, la foule envahit le stade et s'intéresse vivement aux efforts des équipes locales pour assurer le triomphe du club.

Il faut encore citer, parmi les distractions favorites du mineur, les courses de bicyclettes, le tir à l'arc, objet de nombreuses compétitions, le jeu de boules, de jave-lots et le tir à l'arme de guerre (1).

(1) Nous faisons toujours allusion aux mines du Nord et du Pas-de-Calais.

Toutes ces organisations ont facilité la formation, dans les principales cités, de sociétés de préparation militaire, permettant à leurs membres de se préparer aux examens du certificat d'aptitude militaire et d'arriver au régiment avec une formation physique qui leur permet de devenir de bons soldats et ensuite de robustes ouvriers.

E) *Les loisirs et les distractions et occupations diverses*

La plupart des jeunes gens conservent de leurs années d'école primaire peu de connaissances ; très vite, l'adolescent pris par le travail de la mine perd son acquis faute d'entretien. Aussi pour lui, comme nous venons de le voir, les distractions physiques remplacent généralement les occupations intellectuelles.

Néanmoins, beaucoup de Compagnies ont créé des cours du soir pour les jeunes apprentis et mettent des bibliothèques à la disposition de ceux qui les fréquentent.

On trouve aussi parmi les mineurs des musiciens bien doués, et il est remarquable de voir avec quelle facilité on parvient à les grouper pour former des harmonies, fanfares ou chorales. Certaines de ces Sociétés jouissent d'une bonne renommée, telles les harmonies d'Abscon, de Bruay, de Marles, de Liévin, les fanfares de Lens, de Béthune, etc.

Les jeunes filles peuvent venir s'initier à des travaux de couture et de lingerie dans des ateliers. Des écoles ménagères leur permettent de devenir aptes aux travaux du ménage.

Toutes ces associations, toutes ces distractions sont très appréciées, aussi, dans toutes les Compagnies, le pourcentage du personnel affilié aux Sociétés est-il élevé. A Marles, notamment, en 1922, sur 13.500 ouvriers et employés, le nombre des sociétaires s'élevait à 5.200, soit 38,5 % de l'effectif total.

Elles n'ont jamais un caractère obligatoire, les Compagnies se gardent bien d'exercer une pression quelconque ou de faire en faveur de telle ou telle société une propagande qui risquerait d'éloigner l'ouvrier. Au contraire, pour assurer leur stabilité, et en même temps leur développement, elles suppriment en quelque sorte « l'esprit de patronat », laissant la plus grande initiative aux associations pour leur organisation et leur direction.

F) *Les loisirs et la vie de famille*

La durée du séjour de l'ouvrier à la maison dépend généralement de son confort ; le père de famille, qui a un logement convenable et un jardin proche se consacre en général à sa famille et à son petit domaine. Le mineur se trouve sous ce rapport, grâce aux efforts considérables des Compagnies, dans une situation généralement privilégiée.

A) *Le logement dans le Nord et le Pas-de-Calais.*

C'est dans cette région minière que se manifeste le plus grand souci d'améliorer le logement de l'ouvrier, et l'œuvre magnifique qui y a été réalisée par les Com-

pagnies peut être donnée en exemple à toute l'industrie française.

On a abandonné successivement la construction des habitations contiguës et à plusieurs étages, celle de maisons alignées régulièrement, pour adopter la disposition dite « cité jardin » où les maisons, de modèles différents, sont dispersées sans ordre apparent pour éviter la monotonie. Chaque maison comprenant deux logements est placée au milieu d'un jardin clôturé par une barrière en ciment armé peint en blanc.

L'architecture, quoique simple, est, dans certaines Compagnies, agréable et rehaussée de couleurs vives.

Chaque habitation comprend généralement une cuisine, une salle commune, une chambre pour les parents, une autre pour les garçons et une troisième pour les filles.

Une cour clôturée comprend le clapier, le poulailler, la buanderie, etc..

L'eau potable est distribuée en abondance dans tous les logements et l'électricité est installée dans toutes les pièces.

Certaines Compagnies ayant, par la fabrication du coke, un excédent de gaz, en envisagent même la distribution.

Le chauffage est facilité par la fourniture gratuite de charbon (environ 1/2 tonne par mois). Le loyer, très modéré, est généralement de un franc par pièce et par mois.

Le mineur est ainsi amené à rester chez lui parce qu'il ne serait pas mieux ailleurs. Il n'en est pas chassé,

comme l'ouvrier de la ville, qui préfère, au taudis où vit pêle-mêle la famille dans des conditions lamentables, le cabaret ou le café qui sont pour lui le « salon du pauvre ».

B) *Logement dans la Loire.*

La situation est ici beaucoup moins bonne ; à part deux Compagnies (F... et M...), qui ont fait construire quelques cités, rien n'a été fait pour améliorer le logement de l'ouvrier.

La même conclusion s'impose pour l'utilisation des loisirs en général.

C) *Le logement dans la Moselle.*

On y trouve des maisons entourées d'un jardin et composées de deux logements au rez-de-chaussée et au premier avec buanderie, eau courante et électricité. Le nombre total des pièces est de 8 ou 12.

L'étage présente pour les habitants du rez-de-chaussée un inconvénient, le bruit résultant du va et vient des habitants du premier dans des constructions où il n'est guère possible, pour des raisons financières, de réaliser des planchers non sonores.

B) *Les loisirs et l'alcoolisme*

Il ne semble pas que les appréhensions antérieures à la généralisation de la journée de huit heures se soient réalisées, mais il est très difficile de se prononcer sur la question de la diminution ou de la recrudescence de l'alcoolisme. Les avis sont partagés et les sta-

tistiques sont d'un faible secours ; comme bien souvent on leur fait prouver ce que l'on veut.

D'aucuns prétendent que la consommation de l'alcool est en régression ; ils en attribuent le mérite à la journée de huit heures. Nous ne pouvons discuter toutes les théories qui ont été émises sur l'alcoolisme, fréquemment pour la défense d'une cause. Pour montrer la difficulté de se prononcer, nous reproduisons quelques affirmations contradictoires.

S'il faut en croire le bulletin du Ministère du Travail d'avril 1924, le nombre des débits de boissons était de un par 92 habitants, en 1913, et de un par 96 habitants, en 1922. A la séance du 24 juin 1924 de la sixième session de la Conférence internationale du Travail, M. JUSTIN GODARD déclarait : « Depuis 1919, l'alcoolisme est en régression très nette. Sur ce point, l'enquête a réuni de multiples et irréfutables témoignages ».

Or, M. RIÉMAIN, Secrétaire général de la Ligue contre l'alcoolisme, ayant au contraire constaté, depuis l'armistice, des progrès très nets de l'alcoolisme chez les hommes et même chez les femmes, avait saisi l'Académie de Médecine, le 2 juillet 1925, d'une demande sollicitant son concours pour enrayer ses progrès.

Selon M. RIÉMAIN, la consommation des spiritueux était de 2.095.000 hectolitres, en 1913, et tombait à 900.000 hectolitres, en 1919. Cette diminution considérable devait être attribuée à la limitation du nombre des débits, à l'interdiction de la vente de l'absinthe et aux diverses mesures prises pendant la guerre.

Jusqu'en 1922, la consommation de l'alcool se maintient à 928.628 hectolitres mais, dès 1923, elle s'élève à 1.016.658 hectolitres. Cette augmentation correspond au retrait, ou à la modification de certaines mesures contre l'alcoolisme. La consommation du vin a tendance à augmenter aussi, et passe de 44 millions d'hectolitres, en 1913, à 46 millions, en 1923. Plusieurs membres de l'Académie de Médecine, MM. FOUCHET, ACHARD, SERGENT, CHAUFFARD, ont confirmé cette recrudescence de l'alcoolisme, à la suite d'une enquête dans les hôpitaux où les cas d'alcoolisme chronique, très rares avant la guerre, sont en augmentation aujourd'hui. Tous ces renseignements sont d'ordre général, et ceux que nous avons pu recueillir sur les régions minières sont heureusement plus optimistes.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, on se plaît à noter une désertion marquée du cabaret en semaine ; le mineur y va bien, le dimanche, mais non pas tant pour boire que pour y rencontrer des camarades et y jouer à ses jeux préférés, cartes, fléchettes, javelots, ou assister à des combats de coqs. Il consomme beaucoup plus de bière et de vin que d'alcool proprement dit.

Dans la Loire, on va moins au café, et le nombre des mineurs ivres est beaucoup plus faible qu'autrefois.

La région de la Moselle accuse une plus forte tendance à l'ivrognerie, à la suite des jours de paye.

On peut cependant affirmer qu'en général le mineur fréquente moins les cabarets qu'en 1913 malgré l'augmentation des loisirs et qu'il en fait un meilleur usage.

Il y a, pour expliquer ce changement, diverses raisons ; le jeune sportif ne boit pas parce qu'on lui a appris que cela nuirait à son entraînement, le mineur plus âgé, depuis qu'il possède une maison confortable et un jardin assez vaste, trouve à s'y occuper et ne songe plus à se réfugier au cabaret, enfin l'augmentation du prix de l'alcool a contribué aussi à en entraver la consommation.

SECTION III

LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

CHAPITRE PREMIER

CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LOGEMENTS

En 1914, le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais occupait 130.000 ouvriers logés dans les villes et villages miniers et dans 45.000 maisons ouvrières construites par les charbonnages. En 1919, les dégâts causés à la majeure partie de ces habitations avaient réduit considérablement les possibilités du logement et, d'autre part, l'appel incessant fait à la main-d'œuvre étrangère pour relever la production accentuait constamment cette insuffisance de maisons.

Les houillères du Pas-de-Calais disposaient avant la guerre de 33.847 habitations leur permettant de loger 47.266 ouvriers, soit 49 % de leur personnel total ; au 31 décembre 1918, il ne restait plus que 14.358 maisons habitables.

Dans le Nord, l'épreuve fut moins rude ; les cités ouvrières des mines d'Aniche, d'Anzin, de Douchy, etc., situées assez loin des champs de bataille furent beaucoup moins détériorées, et leurs 10.648 logements purent être assez rapidement réparés.

Les houillères des deux bassins furent donc obli-

gées, dès 1919, non seulement de réparer ou de reconstruire hâtivement leurs anciennes cités ouvrières, mais encore de bâtir de nouveaux logements pour les Polonais qui arrivaient sans cesse, et pour les ouvriers des villages qui se trouvaient sans abri.

Tous les exploitants apportèrent à cette œuvre de relèvement et de développement industriel une énergie remarquable ; quelques chiffres permettront d'apprécier cet effort.

La Compagnie des Mines de Béthune possédait, en 1914, 4.400 maisons ; en 1918, 860 étaient anéanties, 590 en ruines et 1.115 inhabitables. Au 1^{er} janvier 1926, le total des logements s'élevait à 6.380 en augmentation de 1.980 sur 1913.

Bruay qui disposait, en 1914, de 3.988 maisons, en avait, au 31 décembre 1925, 9.351 et, grâce à la construction de ces 5.363 habitations, loge 80 % de son personnel.

Au 31 décembre 1925, Courrières comptait 7.770 logements, Dourges 3.447, Aniche 6.300, Anzin 8.176.

Lens et Liévin, les Compagnies les plus éprouvées, ont fait un effort énorme pour loger leurs ouvriers.

Les mines de Lens avaient, en 1913, 7.418 maisons, en 1918, il ne leur restait plus que des ruines ; en 1922, 2.650 logements étaient habitables, en 1924, on en comptait 7.039 et, au 1^{er} janvier 1926, 8.818. A ce moment, le chiffre de 9.000 maisons, supérieur de 1.582 unités à celui de 1913, devait être prochainement atteint.

A Liévin, où il ne restait plus, en 1918, que 34 logements réparables, le nombre des maisons était, au 1^{er} janvier 1926, de 5016, soit 644 de plus qu'en 1913.

Les mines de Marles n'avaient, en 1913, que 8.000 ouvriers, en 1926, elles en avaient 18.850, dont 6.773 Polonais. Cette augmentation considérable de la main-d'œuvre n'a pu être obtenue que par un effort continu dans la construction des maisons ouvrières ; leur nombre est passé de 2.102, en 1914, à 6.800, en 1926. La Compagnie d'Ostricourt a été obligée de construire 1.200 nouvelles maisons et, au 1^{er} janvier 1926, elle en avait d'autres en voie d'achèvement.

A Nœux-Vicoigne-Drocourt, l'accroissement de la main-d'œuvre nécessaire a entraîné l'édification de 2.928 logements, portant leur nombre de 4.229, en 1913, à 7.157 au 31 décembre 1925.

Presque partout le problème du logement du personnel s'était présenté à la suite de son augmentation indispensable pour atténuer la chute du rendement inhérente à la réduction de la journée de travail. Nous citerons notamment les mines de Sarre et Moselle qui ont édifié ou acheté 658 logements en 1923 et 1924. A la fin de 1924, elles disposaient de 2.731 maisons et de 4.558 logements abritant 4.558 familles, soit 8.800 ouvriers ou employés, et de 19 dortoirs pour 2.680 ouvriers.

Dans la Loire, 5.322 ouvriers étaient logés, en 1923 ; en 1924, il y en avait 5.972, et on avait construit 170 maisons pour les familles et 407 logements pour les célibataires.

Dans le Gard, 130 logements ont été édifiés en 1924 ; d'autres furent achetés et aménagés spécialement.

En dépit de l'énormité de la tâche à accomplir, les Compagnies n'estimèrent pas devoir sacrifier l'hygiène, le confort et l'agrément des habitations à une certaine économie. Déjà, bien avant la guerre, les mines de Dourges, Béthune, Anzin, Liévin, Lens, etc., avaient donné de bons exemples d'initiative dans ce sens, par la construction de cités-jardins renfermant d'agréables habitations. Cette formule a été de plus en plus généralisée au lendemain de la guerre.

Les nouveaux logements sont isolés ou groupés par deux ou trois ; la nécessité impérieuse de construire très vite n'a pas fait écarter le souci de donner aux cités ouvrières, aux écoles, ouvroirs, églises, etc., un aspect aussi riant que possible.

Les types de maisons, leurs formes sont des plus variés ; une heureuse association de la brique, du ciment, de la pierre artificielle, contribue à donner un aspect général qui change heureusement des corons rectilignes et monotones d'autrefois, aussi le Ministre des régions libérées, à la suite de la sa visite de la cité de Rollencourt des mines de Liévin, pouvait-il déclarer sans nulle exagération : « Je viens d'admirer vos superbes maisons ouvrières qui ne ressemblent plus aux vieux corons de jadis. Le mineur peut désormais quand il rentre dans sa coquette maison se délasser de son labeur quotidien dans les ténèbres du sol ».

On trouvera dans le tableau ci-dessous des renseignements sur la progression annuelle du nombre des

nouvelles habitations ouvrières dans les mines du Pas-de-Calais, le personnel par habitation, et la proportion de la main-d'œuvre logée par rapport à l'effectif total.

Bassin du Pas-de-Calais. — Maisons ouvrières

ANNÉES	MAISONS disponibles	MAISONS construites	NOMBRE TOTAL d'ouvriers logés	NOMBRE d'ouvriers logés par habitation	PROPORTION du personnel logé
1913	33.847		47.266	1,36	47 %
1918	14.358				
1921	34.557	11.423	49.459	1,43	
1922	40.640	7.774	59.376	1,46	
1923	46.647	6.187	78.745	1,68	61 %
1924	54.322	7.675	95.517	1,75	74 %
1925	56.803	2.481	89.686		68 %

Dans le Pas-de-Calais, alors qu'au 31 décembre 1918, le nombre de maisons disponibles n'était plus que de 14.358, il dépassait, dès 1921, le chiffre de 1913. En 1925, après la construction de 2.481 nouvelles maisons, le bassin comprenait 22.956 logements de plus qu'avant la guerre ; on avait alors reconstruit et construit au total 42.445 habitations.

L'activité des mines du Nord fut aussi très remarquable comme le montre le tableau ci-dessous.

Bassin du Nord. — Maisons ouvrières

ANNÉES	MAISONS disponibles	MAISONS construites	NOMBRE TOTAL d'ouvriers logés	NOMBRE d'ouvriers logés par habitation	PROPORTION du personnel logé
1913	10.648				
1923	14.999				
1924	17.672		30.723		
1925	19.057		31.479	1,65	62 %

La construction de 8.409 logements supplémentaires est l'une des rançons de la loi Durafour, elle a été nécessitée par l'embauchage de près de 20.000 ouvriers étrangers. La proportion du personnel logé, par suite de l'existence de grands centres urbains, est un peu plus faible que dans le Pas-de-Calais ; elle n'est que de 62 % au lieu de 68 %, et le nombre moyen d'ouvriers logés par habitation est de 1,65 au lieu de 1,75 dans le Pas-de-Calais, alors qu'il n'atteignait, en 1913, que 1,35

Le relèvement de cette moyenne est dû au recrutement d'ouvriers polonais, dont les familles sont généralement nombreuses. Dans certaines cités, où ils sont en forte majorité, le nombre de travailleurs par habitation atteint même deux, ce qui permet d'obtenir une production moyenne annuelle de 440 tonnes environ pour chaque nouvelle maison.

Charbonnages français

Total des maisons ouvrières en 1924

Arrondissements minéralogiques	Nombre de maisons	Personnel logé
Douai	17.672	30.723
Béthune	51.322	95.517
Clermont-Ferrand	2.572	8.872
St-Etienne	1.756	5.972
Lyon	3.809	7.984
Toulouse	1.376	2.470
Alais	1.696	4.692
Strasbourg	4.390	10.316
Total	87.296	166.546

§ II. — ÉVALUATION APPROXIMATIVE DES DÉPENSES
OCCASIONNÉES PAR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Le développement donné à la construction des maisons et à l'amélioration du logement ouvrier constitue une des plus belles œuvres sociales réalisées en France depuis la guerre par les Compagnies de mines qui s'imposèrent de ce fait de très lourdes charges financières.

En 1914, une maison ouvrière coûtait en moyenne 3.700 francs ; actuellement, la dépense s'élève à 30.000 francs. Cette majoration n'est pas due uniquement à l'augmentation du coût de la construction, mais, pour une certaine part, aux frais supplémentaires résultant de l'abandon du mode de construction dit « en coron » pour celui de la cité-jardin comprenant, en plus des maisons ouvrières, les installations nécessaires à la vie sociale : l'église, les groupes scolaires avec leurs patronages, l'école enfantine, l'enseignement ménager, le dispensaire, la coopérative, les terrains de jeux et de sports et les jardins. Si on compte à 7 % l'intérêt du capital consacré à la construction d'une maison sans aucun amortissement, la charge financière annuelle est de 2.400 francs, soit, pour 280 journées de travail, 7 fr. 50 par journée. Chaque nouvelle maison abritant 1 ouvrier 75 produisant en moyenne 0 tonne 775 par descente, les frais de logement sont donc de 5 francs 52 par tonne. Au 1^{er} janvier 1926, on estimait le coût de la construction des 31.365

maisons nouvelles du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais à 1 milliard environ.

Ce chiffre ne tient pas compte des dépenses nécessitées par la reconstruction des maisons détruites au cours des hostilités. On peut estimer à 500 millions les dépenses consacrées à la reconstruction ou à la réparation de ces maisons.

Il n'est pas exagéré d'estimer le montant total des dépenses faites en vue de loger le personnel des houillères depuis 1913 à plus de 1 milliard et demi de francs.

§ III. — EVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION

L'important développement de la construction de maisons ouvrières dans les Compagnies de mines, au lendemain de la guerre, a amené l'autorité préfectorale à donner une nouvelle interprétation de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 sur l'occupation des terrains. Il nous paraît intéressant de la signaler et d'en indiquer les causes.

La concentration des habitations dans le pays minier et le morcellement de la propriété ont rendu parfois très difficiles les achats de terrains nécessaires à la création de cités ouvrières importantes permettant de joindre à un certain confort des habitations de nombreux avantages sociaux pour toute la population. Dans certains cas, les prétentions exagérées de quelques propriétaires et même le refus de céder les terrains indispensables à la construction de ces cités ne permirent pas la réalisation complète de projets intéressants.

Ces difficultés amenèrent la Compagnie de Courrières à demander à l'autorité préfectorale de lui permettre d'occuper des parcelles de terrain qui lui étaient indispensables pour l'achèvement d'une cité, par application de l'article 43 de la loi du 21 avril 1810, modifié par la loi du 27 juillet 1880 aux termes duquel tout concessionnaire des mines peut être autorisé, par arrêté préfectoral, après que les propriétaires ont été mis à même de présenter leurs observations, à occuper, dans le périmètre de la concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de la mine, à la préparation des minerais et au lavage des combustibles.

Cette autorisation d'occupation temporaire, qui ne peut être accordée qu'en cas de nécessité absolue pour l'exploitation des mines, n'avait jamais été donnée avant la guerre dans le cas de construction de cités ouvrières ; on estimait alors que la création de corons ne présentait pas l'importance et le caractère d'urgence qui se sont affirmés au lendemain de la paix, par suite de la destruction de nombreux villages et de l'afflux d'ouvriers étrangers causé par l'application de la loi Durafour.

Le Préfet du Pas-de-Calais, estimant que des terrains étaient indispensables à la Compagnie de Courrières pour achever une cité ouvrière nécessaire à l'exploitation de la mine, autorisa leur occupation temporaire. Le propriétaire du sol déféra l'arrêté préfectoral au Conseil d'Etat, et déposa une demande d'annulation pour excès de pouvoir.

Malgré l'avis défavorable du Conseil général des

mines, qui estimait que l'occupation n'était pas nécessaire à l'exploitation de la mine, le Conseil d'Etat adopta les conclusions suivantes de son commissaire rapporteur : « Les cités ouvrières doivent former des ensembles assez compacts pour permettre les installations de voiries, d'égouts, de canalisations d'eau et électriques qui en sont, avec les écoles, les églises, les dispensaires, les ateliers, les salles et terrains de jeux, les accessoires indispensables. Ces sujétions deviennent plus impérieuses encore quand il s'agit d'ouvriers étrangers. Il ne faut donc pas que l'obstruction d'un propriétaire puisse rendre impraticable un plan d'ensemble avantageux à la collectivité ». Il ajoute : « Nous estimons qu'en se refusant à céder à la Compagnie les parcelles litigieuses pour l'achèvement de la cité ouvrière édifiée suivant un plan d'ensemble, le sieur D... a fait obstacle à l'exécution d'un travail indispensable à l'exploitation de la mine et que, dans ces circonstances, le Préfet, en autorisant par l'arrêté attaqué l'occupation des deux parcelles, n'a fait qu'user régulièrement des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 43 de la loi de 1810-1880 ».

Adoptant ces conclusions, le Conseil d'Etat, dans son arrêt du 4 décembre 1925, affirme pour la première fois le principe suivant, qui transforme toute la jurisprudence : « Considérant que l'article 43 de la loi du 21 avril 1810 porte que le concessionnaire peut être autorisé par arrêté préfectoral à occuper, dans le périmètre de sa concession, le terrain nécessaire à l'exploitation de la mine, que les terrains sur lesquels

doivent être édifiés les maisons destinées au logement des ouvriers de la mine sont au nombre de ceux que le concessionnaire peut être autorisé à occuper ».

En prenant cette décision, le Conseil d'Etat a respecté la volonté du législateur qui voulait que toutes les fois que la nécessité de l'exploitation l'exigera l'occupation sera légitime.

Or, cette nécessité s'est affirmée par les modifications profondes apportées dans l'exploitation des mines par la guerre et par la loi du 24 juin 1919.

CHAPITRE II

HAUSSE DU PRIX DE REVIENT

La politique des hauts salaires largement appliquée pendant la guerre dans les charbonnages français pour faciliter le recrutement du personnel et mieux assurer les besoins de la défense nationale avait déjà pesé lourdement sur le prix de revient de la tonne de charbon, lorsqu'en juillet 1919, l'application de la loi Durafour vint accroître considérablement la part des frais de main-d'œuvre.

Son article 3, qui stipule que, « en aucun cas, les » salaires de toutes catégories payés en suite de l'application de la présente loi ne pourront être inférieurs » aux salaires payés au jour de la promulgation », en maintenant les mêmes frais de main-d'œuvre, pour une production réduite, devait évidemment occasionner une nouvelle hausse du prix de revient.

En outre, l'obligation pour les mines d'augmenter le nombre du personnel non directement productif, pour se conformer aux exigences de la loi, ou en atténuer les efforts fâcheux par une nouvelle organisation, a contribué également à accentuer cette progression du coût de la main-d'œuvre.

De 7 fr. 77 à la tonne, en 1913 (Moselle comprise) il s'éleva à 8 fr. 10, en 1914, puis 28 fr. 68, en 1919, pour atteindre, en 1920, une moyenne de 40 fr. 25, soit, par rapport à 1913, un accroissement de 420 %,

absorbant 53 % du prix de vente moyen, au lieu de 43 %, en 1913.

Sans la loi Durafour, le même salaire de 44 fr. 71 aurait correspondu à une production de 1.250 kilos et les frais de main-d'œuvre n'auraient été que de 32 fr. 30 soit une diminution de 8 fr. 05, par tonne. Pour une production de 25 millions de tonnes, en 1920, les frais supplémentaires de main-d'œuvre ont dépassé le chiffre de 200 millions.

Pour permettre aux consommateurs d'apprécier exactement les nouvelles charges imposées aux charbonnages par la loi Durafour et leur répercussion sur les prix de revient et de vente des charbons, le Comité des houillères publia, dès son application en juillet 1919, la note suivante.

« La loi du 24 juin 1919 a ramené la journée du fond
» des environs de 9 heures à 7 h. $\frac{1}{2}$ et, parallèlement,
» la durée du travail effectif de 7 h. $\frac{1}{2}$ à une moyenne
» de 6 h. $\frac{1}{4}$. Si, comme toutes les expériences anté-
» rieures donnent à le prévoir, la réduction de l'extrac-
» tion est proportionnelle à celle de la durée du travail,
» la diminution de la production sera du cinquième
» et la hausse correspondante du prix de revient,
» salaires, outillages et frais généraux de 25 %.

» D'autre part, le relèvement des salaires consentis
» par les arbitrages ministériels du 18 juin et du 9
» juillet s'ajoutant aux améliorations progressivement
» acquises au cours de la guerre ont, pour la journée
» de travail réduite, amené dans la plupart des bassins,
» la moyenne des salaires à un peu plus du triple de
» celle d'avant-guerre pour la journée ancienne.

» La valeur moyenne du charbon sur le carreau de
 » la mine française était, en 1913, d'environ 17 francs,
 » elle s'élevait, en mai dernier, entre 45 et 50 francs.

» L'action concordante de la réduction de la journée
 » de travail et des derniers relèvements de salaires,
 » qui viennent d'entrer en application, aboutit à une
 » majoration nouvelle du prix de revient à la tonne,
 » qui ne paraît devoir être nulle part inférieure à
 » 20 francs, et qui dépassera le double de ce chiffre
 » dans les exploitations modestes ou difficiles ».

Ces diverses prévisions se réalisèrent, et la réduction de l'extraction, contrairement aux promesses des syndicats ouvriers, fut proportionnelle à celle de la durée du travail, entraînant un accroissement supplémentaire des frais de main-d'œuvre. Passés de 7 fr. 77, en 1913, à 40 fr. 25, en 1920, ils régressèrent quelque peu à 34 fr. 2, par suite d'une légère amélioration du rendement, et surtout en raison de la diminution des salaires imposée par la mévente des charbons, comme l'indique le tableau suivant :

Frais de main-d'œuvre par tonne de combustible

BASSINS	1913	1922	% d'augmentation sur 1913	1923	% d'augmentation sur 1913
Gard.	7,80	39,45	406	42,08	439
Nord et Pas-de-Calais.	7,89	37,74	391	37,45	390
Tan et Aveyron . . .	8,03	31,41	291	36,04	348
Moselle	7,49	38,17	296	34,72	363
Saône-et-Loire. . . .	6,43	24,54	281	28,85	348
Bouches-du-Rhône . .	5,00	20,43	308	24,53	390
Ensemble de la France	7,77	34,28	341 %	36,61	371 %

Mais, à la fin de 1922, la hausse de la livre atténua la concurrence anglaise, la reprise des affaires s'accrut entraînant l'amélioration de la situation commerciale des charbonnages et le relèvement des salaires au taux de 1920-1921. Parallèlement, le prix de la main-d'œuvre progressa et atteignit 36 fr. 61 à la tonne, soit une augmentation de 371 % sur le prix de revient de 1913.

La hausse constante du coefficient du coût de la vie entraîne, chaque année, une amélioration des salaires, en accentuant l'écart au profit des mineurs entre la hausse de la vie et celle des salaires, les prémunissant ainsi par avance contre l'élévation générale des prix. Ainsi, pour l'année 1925, le salaire de l'ensemble jour et fond était affecté du coefficient 4,37, alors que le coût de la vie, d'après l'indice des prix de détail, s'exprimait, en octobre 1925, par le coefficient 4,33, et la part de main d'œuvre dans le prix de revient de la tonne atteignit alors le coefficient de 5,35 par comparaison avec 1913.

Cette hausse constante du prix de la vie, en déterminant des améliorations successives de salaires, fait progresser continuellement le prix de revient de la tonne de houille et indirectement le coefficient du coût de la vie. Il en résulte une situation inextricable aggravée dans une très forte mesure par les regrettables dispositions de la loi Durafour.

La hausse de la part de l'élément salaires dans le prix de revient n'est en effet qu'une des conséquences de la loi, il en est d'autres qui sont plus difficiles à

déterminer surtout par suite de la variation continuelle des changes. Ainsi la chute du rendement journalier, exigeant pour le maintien de la production un nombre beaucoup plus considérable d'ouvriers, il a fallu construire de nombreuses maisons, ces frais et bien d'autres (retraites, accidents, etc.) viennent s'ajouter au salaire et déterminent un accroissement beaucoup plus considérable qu'il n'apparaît à première vue du prix de la part de main-d'œuvre dans l'établissement du coût total de la tonne de houille.

CHAPITRE III

AUGMENTATION DES IMPORTATIONS

Quand on compare la production de nos charbonnages avec la consommation du pays, on remarque une insuffisance permanente de la production, dont l'importance s'accroît chaque année.

Déjà en 1789, alors que la production des houillères françaises s'élevait à 240.000 tonnes, la consommation nationale atteignait 450.000 tonnes, nous obligeant à en demander 210.000 à l'étranger, soit 53 %.

Cette situation déficitaire fut un peu améliorée par la mise en valeur du bassin du Pas-de-Calais ; alors qu'en 1850 nous devions encore importer 39 % de notre consommation, en 1900, les demandes à l'étranger étaient réduites à 32 %.

Mais, notre faible natalité, notre recrutement insuffisant de main-d'œuvre contrarié dans les régions du Nord et du Pas-de-Calais par le développement important de l'industrie textile et de la métallurgie ne permirent pas aux charbonnages de donner une extension assez rapide à leurs travaux d'exploitation et la consommation de charbon se développant plus vite que la production nous amenait à importer 35 % de notre production, en 1910, puis 40 % en 1913.

Pendant cette dernière année normale avant le bouleversement économique créé par la guerre, la consommation du pays nous obligeait à acheter à l'étranger

20.849.099 tonnes de houille crue, et 3 millions de tonnes de coke. Cette situation économique défectueuse fut fortement aggravée, dès le début de la guerre, par la suppression des importations belges et allemandes, par l'envahissement du bassin houiller du Nord et de la majeure partie des charbonnages du Pas-de-Calais et par les difficultés d'importation de la houille anglaise.

Pour obvier aux difficultés d'approvisionnement du pays, et pour éviter d'abaisser le taux de notre change par d'importants achats à l'étranger, le Gouvernement intensifia la production des mines non envahies en augmentant le nombre de leurs ouvriers (mineurs des classes antérieures à 1912, ouvriers de ces classes ayant cessé de travailler dans les mines avant la guerre, prisonniers de guerre ayant été occupés dans les charbonnages allemands), en demandant à tout le personnel de travailler exceptionnellement neuf heures pendant la durée de la guerre, et en faisant développer l'exploitation des gisements faciles nécessitant peu de remblayage.

Cette exploitation intensive donna de bons résultats ; on parvint à obtenir à la fin de la guerre une augmentation de 82 % de la production des mines françaises non envahies ; en effet, l'extraction, qui s'élevait en janvier 1915 à 1.532.000 tonnes, passait en janvier 1916 à 1.676.000 tonnes, puis en décembre 1916 à 1.861.000 tonnes, et en octobre 1917 à 2.783.000 tonnes, production que l'on put maintenir jusqu'à la fin de la guerre.

Malgré cette progression de l'extraction, la France resta très gênée pour s'approvisionner en charbon et fut obligée d'en importer d'Angleterre près de vingt millions de tonnes chaque année, soit environ la quantité achetée en 1913.

Cette situation déficitaire provoqua une importante hausse des prix des combustibles, qui pesa lourdement sur notre balance commerciale, comme on peut en juger par la statistique ci-dessous des importations de charbons.

ANNÉES	TONNAGES IMPORTÉS	PRIX
1913	22.866.967 tonnes	583.997.000 fr.
1914	17.637.249 tonnes	432.456.000 fr.
1915	19.693.975 tonnes	1.095.234.000 fr.
1916	20.213.805 tonnes	2.158.044.000 fr.
1917	17.295.360 tonnes	2.261.611.000 fr.
1918	16.734.232 tonnes	1.999.495.000 (1)

Les difficultés d'approvisionnement furent aggravées, en février 1919, par la suppression de l'heure supplémentaire de travail, puis, le mois suivant, par le retrait des prisonniers de guerre et le départ des mobilisés, qui, en partie, allaient reprendre leurs anciennes professions; aussi la production passa de 2.304.000 tonnes en janvier 1919 à 1.595.000 tonnes en mai 1919, soit une diminution de 30 %. Cette pénurie de combustible fut encore accentuée, à partir de juin 1919, par la mise en vigueur de la loi du 24 juin qui, en

(1) Circulaire du Comité des Houillères N° 5.523, et Bulletin du Comité des Forges N° 3.723.

devenant intégralement applicable du jour de sa promulgation, et, en ne prévoyant aucune dérogation possible, réduisait immédiatement la production de 20 %.

Aussi de 29 millions de tonnes en 1918, la production nationale tomba en 1919 à 22.341.000 tonnes en comptant les 2.375.000 tonnes des mines lorraines, et il fallut demander à la Sarre 2.305.000 tonnes, à la Belgique 1.900.000 tonnes et à l'Angleterre 16.700.000 tonnes.

Le rapport présenté à l'Assemblée générale du 18 mars 1921 du Comité Central des Houillères fait ressortir la lourde charge imposée à la France par les importations supplémentaires résultant de la loi Durafour. « Prenant pour base la baisse moyenne du rendement fond et jour qui, déduction faite du personnel employé dans les mines en reconstitution, se stabilise par rapport à 1913 aux environs de 20 % et l'appliquant à 200.000 ouvriers ayant travaillé 250 jours par an, on trouve que la perte de production résultant de la baisse du rendement atteint, de la date d'application de la loi Durafour jusqu'au 31 décembre 1920, un peu plus de 10 millions de tonnes. Ce tonnage supplémentaire a dû être demandé, comme vous l'avez vu précédemment, à l'importation principalement anglaise et américaine : le prix moyen de chaque tonne de remplacement de ces deux provenances s'établissant entre juin 1919 et janvier 1921 aux environs de 250 francs, c'est à 2 milliards 500 millions qu'on peut évaluer entre ces deux dates seulement le décaissement

imposé à la France par la diminution du rendement ouvrier. »

La guerre avait fait que l'Angleterre était devenue notre seul fournisseur de houille, ce qui l'amena à augmenter sans cesse ses prix. Pour lutter contre cette hausse, et pour l'enrayer, on demanda, en 1920, du charbon à différents pays, et les Etats-Unis contribuèrent à notre approvisionnement, comme ils ne l'avaient encore jamais fait, en nous expédiant 2.689.000 tonnes de houille sur les 23.866.000 tonnes qu'il fallut demander à l'importation

Il convient d'ajouter à ces chiffres en ce qui concerne l'Angleterre, 667.000 tonnes de coke et 887.000 tonnes d'agglomérés, et en ce qui concerne l'Allemagne, 3.149.000 tonnes de coke et 967.000 tonnes d'agglomérés. La valeur globale de ces combustibles importés s'éleva à 7 milliards 54 millions.

La répétition annuelle de ces importations massives représente une charge écrasante pour le pays et désastreuse tant pour l'équilibre de notre balance commerciale que pour la stabilité du change.

CONCLUSIONS

Au moment de la discussion de la loi du 24 juin 1919 devant le Parlement, tous les charbonnages se trouvaient aux prises avec de sérieuses difficultés ; le personnel avait été notablement amoindri par la guerre, l'outillage et les travaux étaient défectueux, quantité d'installations de puits de mines du Nord et du Pas-de-Calais étaient condamnées pour longtemps à l'inactivité. Bref la production journalière de juin 1919 atteignait seulement 55 % de la production de 1914.

Etait-ce bien alors le moment de réduire le rendement et la production de l'ouvrier mineur par la diminution de ses heures de travail, et de créer de lourdes charges à l'industrie française, en paralysant son activité par le manque de charbon. Dans un pays épuisé par la guerre, souffrant d'un déséquilibre entre sa production de combustible et sa consommation, celle-là beaucoup trop faible pour celle-ci, n'était-il pas plus indiqué de travailler davantage, et de remédier à cette situation inquiétante en demandant à l'ouvrier mineur de maintenir pendant quelques années son rendement et sa production de 1914 ?

Les importants progrès techniques réalisés par les exploitants et aussi les avantages sociaux, les diminutions des heures de travail accordées par des lois spéciales, en créant à l'ouvrier mineur, dès 1914, une situation privilégiée, donnaient au Parlement l'auto-

rité nécessaire pour ajourner l'examen de la loi Durafour réclamée par les syndicats des mineurs. Mais, deux courant d'idées mirent bientôt fin aux hésitations et aux résistances des Chambres : d'abord le désir d'éviter une grève générale dans les charbonnages qui, en juin 1919, aurait arrêté l'essor de toute l'industrie française déjà très gênée par le manque de combustible et, en second lieu, celui de donner satisfaction à toute une classe de travailleurs, qui avaient fourni un long et vigoureux effort, dans des conditions parfois difficiles, pour assurer la défense du pays.

Votée dans une atmosphère de hâte et de fièvre pour des raisons d'ordre politique et sentimental, sans que des travaux d'enquête préalable aient été sérieusement entrepris pour apprécier les possibilités d'exécution, la loi Durafour a eu, pour les charbonnages comme pour tout le pays, de lourdes conséquences économiques, sociales et financières.

En admettant qu'il fut possible de transformer l'exploitation des mines et leur outillage pour permettre aux charbonnages de maintenir avec le nouvel horaire de travail leur production d'avant guerre, il eut fallu, en bonne logique et en bonne économie, attendre que cette transformation fût accomplie avant de leur imposer une journée plus courte. La désorganisation créée par la guerre, en rendant impossible une adaptation immédiate de la main-d'œuvre et de l'outillage aux rigoureuses prescriptions de la loi Durafour, exigeait que l'on laissât un délai d'application raisonnable et suffisant pour permettre aux techniciens de modifier

progressivement leur outillage et leur organisation, et au personnel de se familiariser avec de nouvelles méthodes de travail, comme l'avait permis, autrefois, les trois paliers de la loi du 29 juin 1905.

Improviser une loi de travail et l'imposer à l'industrie avant qu'elle ait pu réaliser certaines conditions techniques et économiques qui doivent régler son application pour la rendre normale et praticable, c'est affaiblir le mécanisme de la production, c'est jeter la désorganisation dans les affaires et dans le pays.

Pour mieux assurer son observation stricte, la loi Durafour, par son nouvel article 13, n'accorde de dérogation qu'en temps de guerre, ou de tension extérieure, empêchant les mines, par ce manque de souplesse, de répondre en temps normal, par un travail momentanément plus intensif, à tout appel urgent de l'économie nationale.

En outre, avec son armure rigide qui écrase la production, elle crée de lourdes charges à l'ouvrier mineur, en lui refusant toute récupération de temps perdu pour l'accomplissement de ses devoirs de famille les plus chers. Il semble que le personnel aurait pu faire un usage plus large de congés si les journées d'absence avaient pu être récupérées, organisation favorable à la fois à la production et aux travailleurs.

Au point de vue financier, la diminution de la durée de travail a eu de graves conséquences ; en diminuant le rendement, en dépit de toutes les promesses basées sur le zèle des ouvriers et de toutes les affirmations fondées sur la vertu magique des perfectionne-

ments de l'outillage, la loi Durafour a relevé le prix de revient et concurremment les prix de vente déjà bien augmentés par l'importance des achats pratiqués en Angleterre et en Amérique au détriment de notre change.

D'autre part, la nécessité de loger un personnel étranger important a occasionné une lourde charge aux Compagnies ; obligées de bâtir des maisons en quantité considérable, elles ont été amenées à engager dans ces constructions des capitaux énormes et improductifs.

Les exigences économiques du pays, les nécessités de la production, la situation difficile des charbonnages, les dévastations des houillères du Nord et du Pas-de-Calais, s'opposaient donc, en juin 1919, à la réduction des heures de travail dans les mines ; aussi, l'application intégrale de cette loi rigoureuse, sans délai, sans palier, sans dérogation, au lendemain de sa promulgation, a eu des conséquences néfastes à la fois pour les charbonnages et pour le pays, conséquences qui ont fait conclure que :

« La loi Durafour a pu être spécialement convaincue
» d'amputer la production, tant par la diminution du
» temps de travail que par la rigidité du texte, qui,
» dans son principe comme dans ses détails, ne souffre
» d'autre exception que le cas de tension extérieure.
» La loi Durafour n'a pas été seulement un texte de
» limitation, mais, pourrait-on dire de désorganisation
» du travail dans la mine » (1).

(1) Rapport présenté à l'Assemblée générale du Comité des Houillères de France en 1922.

Les résultats obtenus par les charbonnages français, depuis l'application de la loi du 24 juin 1919, n'ont fait que confirmer l'exactitude de cette sévère appréciation.

Malgré le développement important donné à l'outillage mécanique et notamment aux marteaux piqueurs, malgré les nouvelles méthodes de travail, la chute de production par descente observée de 1920 à 1922 ne s'atténue que bien lentement. Le rendement moyen s'éleva, en 1925, avec 575 kilos par ouvrier du fond et du jour, à 82,5 % du chiffre de 1913, alors que l'on constate une amélioration accentuée dans tous les pays qui nous approvisionnent en charbon. En Belgique, le rendement a pu être relevé, en 1925, à 91 % de celui d'avant guerre et, en Allemagne, il dépasse de 9 % celui de 1913 avec 1.025 kilos (1).

L'accentuation de ces progrès, en 1926, a fait passer le rendement des mines belges, vers le milieu de l'année, à 518 kilos, soit à 98 % du rendement d'avant guerre, et celui des mines de la Ruhr à 1.064 kilos, soit à 114 % du rendement de 1913, alors qu'en France, avec 602 kilos, on obtient 88 % du rendement d'avant guerre. Enfin l'Angleterre, en 1925, a pu faire progresser son rendement journalier à 908 kilos, soit à 88 % de celui de 1913, chiffre appelé à croître désormais, grâce à l'arme formidable que le Parlement britannique vient de donner aux houillères par le vote de la nouvelle loi de huit heures. Avec une puissance

(1) Rapport présenté au Comité central des Houillères de France en mars 1926.

accrue par une forte augmentation de production et une diminution sensible du prix de revient, elles pourront, après la reconstitution des stocks, paraître victorieusement sur le marché mondial. Aussi, les charbonnages français, malgré la protection des changes, ne peuvent rester indifférents à la concurrence qui va s'accroître dans l'industrie minière. Toutefois, ils ne pourront lutter efficacement que s'ils obtiennent une progression marquée du rendement et un abaissement correspondant du prix de revient, améliorations qui seront rendues bien difficiles par le manque de souplesse de la loi Durafour.

VU :

Le Président de la Thèse,

GERMAIN MARTIN.

VU :

Le Doyen,

H. BARTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

POUR LE RECTEUR :

L'Inspecteur de l'Académie,

D. ROUSTAN.

BIBLIOGRAPHIE

- ANNALES DES MINES. — *Année 1920*. Libr. Dunod, Paris.
- AGUILLON Louis. — *Législation des mines en France*. Libr. Polytech., Béranger, Paris.
- BEAUDEMOULIN Jean. — *La loi de huit heures. — Enquête sur son application*. Libr. Dalloz, Paris.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Utilisation des loisirs ouvriers*. Genève, 1924.
- CAVAILLÉ J. — *La journée de huit heures*. Libr. Marcel Rivière, Paris.
- *Etudes techniques du groupement des houillères victimes de l'invasion*. Libr. Gauthier-Villars, Paris.
- FAGNOT François. — *Le problème de la main-d'œuvre étrangère*. Libr. Félix Alcan, Paris.
- FÈVRE et CUVELETTE. — *Notice sur les bassins du Pas-de-Calais et du Boulonnais*. Libr. Répessé-Crépel, Arras.
- GEORGES P. — *Note sur l'augmentation de la production des bassins du Nord et du Pas de Calais*.
- GODART Justin. — *La loi de huit heures*. Libr. Félix Alcan, Paris.
- FRANÇOIS PONCET et MIREAUX. — *La France et les huit heures*. Libr. Marcel Rivière, Paris.
- LECOQ Marcel. — *La journée de huit heures*. Libr. Marcel Rivière, Paris.
- *Les grandes industries françaises*, Paris.
- LÉVI Georges. — *Précis de législation minière française*. Libr. Berger-Levrault, Paris.
- ABBÉ Lemire. — *La réglementation de la durée du travail dans les mines*. Libr. Félix Alcan, Paris.
- LÉVY Raphaël-Georges. — *La loi de huit heures*. Libr.-Imprim. Ligué française, Paris.
- MINISTÈRE DU TRAVAIL. — *Bulletin du ministère du travail*, boulevard Saint-Germain, 136, Paris.
- NORD INDUSTRIEL. — *Organe de la Société industrielle du Nord de la France*, rue Faidherbe, Lille.

PETIT PAUL. — *La crise du charbon et la pénurie de main-d'œuvre minière*. Saint-Etienne.

H. DE PEYERIMHOFF. — *Le problème houiller*. Paris.

TESSIER Gaston. — *Un progrès social. La journée de huit heures*. Edition Spes, Paris.

TESSIER Gaston et PHILIPPART. — *Les conséquences économiques, morales, sociales du régime des huit heures*. Libr. Félix Alcan, Paris.

TESSIER Gaston et Philippart. — *Rapports présentés au Congrès international de politique sociale*. Libr. Félix Alcan, Paris.

VEYSSIÉ Robert. — *Le régime des huit heures en France*. Libr. Aux Editions du monde nouveau, Paris.

Rapports du Service des Mines du Nord et du Pas-de-Calais, années 1913, 1922, 1923, 1924, 1925.

Rapports présentés aux Assemblées générales ordinaires du Comité central des Houillères de France, années 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926.

RODET Yves. — *L'immigration des travailleurs étrangers en France*. Editions, publications contemporaines, Paris.

DE ROUSIER Paul. — *Les grandes industries modernes*. Libr. Armand Colin, Paris.

Revue universelle des mines. — Libr. Le Soudier, Paris.

Revue de l'Industrie minérale, 35, rue Saint-Dominique, Paris.

Revue d'économie politique. — Recueil Sirey, Paris.

Revue industrielle.

Statistique de l'Industrie minérale. Ministère des Travaux publics. — Direction des mines, années 1913, 1923.

Science et industrie, année 1925, 22, avenue Montaigne, Paris.

Journal officiel.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

ORIGINES ET ÉLABORATION DE LA LOI DU 24 JUIN 1919

CHAPITRE PREMIER. — Evolution de la réglementation légale du travail et de sa durée dans les mines	11
CHAPITRE II. — Les précédents immédiats de la loi de 1919.	29
CHAPITRE III. — Situation économique des houillères françaises en 1918.	39
CHAPITRE IV. — Comment fut envisagé le vote d'une loi spéciale pour les mines lors de l'élaboration de la loi du 23 avril 1919.	45
CHAPITRE V. — La proposition Durafour et son exposé des motifs.	51
CHAPITRE VI. — Le rapport Drivet	55
CHAPITRE VII. — La discussion du projet à la Chambre des Députés, les 10 et 11 juin.	60
CHAPITRE VIII. — Le rapport Colin	90
CHAPITRE IX. — La discussion devant le Sénat, le 17 juin	95
CHAPITRE X. — Les votes du 20 juin à la Chambre et du 24 juin au Sénat	101

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION DE LA LOI

CHAPITRE PREMIER. — Le délai d'application	109
CHAPITRE II. — Quelles sont les exploitations régies par la loi ?	112
CHAPITRE III. — Quel est le personnel soumis à la loi ?	116
CHAPITRE IV. — Le calcul des huit heures	126
CHAPITRE V. — Conventions et usages fixant pour la journée normale une durée inférieure à huit heures. — Dérogations permettant de faire plus de huit heures	146
CHAPITRE VI. — Le contrôle et les pénalités	159

TROISIÈME PARTIE

LES CONSÉQUENCES DE LA LOI DU 24 JUIN 1919

<i>Section I.</i> — Les conséquences économiques	171
CHAPITRE PREMIER. — La chute du rendement	171
CHAPITRE II. — La diminution de la production	183
CHAPITRE III. — Le développement de l'outillage mécanique	191
<i>Section II.</i> — Les conséquences sociales	205
CHAPITRE PREMIER. — Le recrutement de la main-d'œuvre	205
CHAPITRE II. — L'utilisation des loisirs	226
<i>Section III.</i> — Les conséquences financières	245
CHAPITRE PREMIER. — Construction de nouveaux logements	245
CHAPITRE II. — Hausse du prix de revient	256
CHAPITRE III. — Augmentation des importations	261
CONCLUSIONS	267
BIBLIOGRAPHIE	273

